Montréal mercredi 15 février 2012 Le plus grand quotidien français d'Amérique
128e année N° 98 78 pages, 5 cahiers

85 ¢ taxes en sus – Édition provinciale **95 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

HUGO DUMAS

LE MÉDIUM ET LA DANSE DE L'AIGLE

ARTS

LA PRESSE

VOTRE GUIDE DE LA RELÂCHE SCOLAIRE

ÇA DESCEND !

VOYAGE QUÉBEC

La luge au Massif de Charlevoix

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Des manifestants ont tenté en vain, hier, d'entrer dans un pavillon de l'Université McGill.

HAUSSE DES DROITS DE SCOLARITÉ

SORTIE ÉTUDIANTE

Environ 11 000 jeunes sont en grève. Et le mouvement pourrait prendre de l'ampleur.

PAGES A2 ET A3

RIMA ELKOURI PAGE A5

COLS BLEUS
PERTE DE LA SÉCURITÉ D'EMPLOI

APRÈS TORONTO, MONTRÉAL?

PAGES A6 ET A7

PHOTOS PC ET MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

LA PRESSE À ATHÈNES

DES GRECS EN FURIE

PAGE A26

EXCLUSIF

SALAIRE DE L'EX-DG DU BLOC QUÉBÉCOIS

LES COMMUNES ONT ÉTÉ TENUES DANS L'IGNORANCE

JOËL-DENIS BELLAVANCE ET HUGO DE GRANDPRÉ

PAGE A8

QUÉBEC

LES ENJEUX DE LA RENTRÉE

PAGES A10 ET A11

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

James Harrison, 6 ans, patient du centre de cancérologie Charles-Bruneau du CHU Sainte-Justine.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

JOURNÉE DU CANCER PÉDIATRIQUE

LE COURAGE DU PETIT JAMES

PAGE A18

PHOTO REUTERS

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !
LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS
EXCLUSIVITÉ DE LA PRESSE.CA
PAGE A24

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Ruth Ellen Brosseau est partie à Las Vegas parier sur les chances de Thomas Mulcair.

Venez voir mon blogue ! **www.lapresse.ca/laporte**

L-V 621 924 987 651

HAUSSE DES DROITS DE SCOLARITÉ

PHOTOS PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

LA GRÈVE ÉCLATE

Hier, 11 000 étudiants de l'UQAM et de l'Université Laval sont entrés en grève. Au moins 10 000 cégépiens et étudiants comptent se joindre à eux lundi.

DAPHNÉ CAMERON

Le mécontentement suscité par la hausse des droits de scolarité a monté d'un cran, hier, avec l'entrée en grève générale illimitée de 11 000 étudiants. Le mouvement risque de prendre de l'ampleur puisque la majorité des cégépiens et des étudiants du Québec aura à voter sur la question au cours des prochaines semaines.

En tout, 10 000 étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) des facultés des arts, des sciences humaines et de science politique et de droit ont commencé leur débrayage hier. Un millier d'étudiants de l'Université Laval ont grossi leurs rangs. Douze autres associations étudiantes du Québec, qui regroupent environ 10 000 membres, détiennent par ailleurs un mandat de grève générale illimitée qu'ils comptent exercer lundi prochain si le gouvernement ne recule pas sur sa décision de hausser les droits de scolarité.

Ces 21 000 cégépiens et étudiants sont affiliés à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui regroupe 70 000 membres dans les universités et cégeps.

La grande majorité des membres des deux plus importantes associations étudiantes, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ, 125 000 membres) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ, 80 000 membres), aura aussi à se prononcer sur la tenue de grèves de différentes envergures. Contrairement à la CLASSE, qui encourage ses membres à voter pour la grève, il n'y a pas de mot d'ordre à la FEUQ et à la FECQ.

Cependant, les trois associations s'opposent farouchement au plus récent budget du ministre Bachand, qui prévoit des hausses des droits de scolarité de 325 $ par année à partir de l'année scolaire 2012-2013, et ce, jusqu'en 2016-2017. Actuellement, un étudiant débourse 2 168 $ pour une année universitaire à temps plein. En 2016-2017, les droits atteindront 3793 $.

« On est contents de voir que la FEUQ et la FECQ parlent de grève, mais on attend qu'ils passent de la parole aux actes en se joignant à notre grève. On espère qu'ils vont le faire le plus rapidement possible. Comme c'est arrivé dans le passé, une fois que le mouvement va prendre de l'ampleur, quand les gens sur les campus vont voir les manifestations, les actions et les votes de grève très forts tomber les uns après les autres, je pense que le mouvement risque de se répandre assez rapidement. Ça ne serait pas du tout étonnant qu'on atteigne un sommet dès le début du mois de mars », a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

« Ça fait des mois que la ministre Beauchamp est muette. Ça fait des mois qu'elle fait comme s'il n'y avait pas de problème en éducation. »

— Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE

Ce dernier estime que le nombre d'élèves et étudiants en grève pourrait facilement tripler d'ici à la semaine prochaine, notamment avec le vote des élèves du cégep du Vieux Montréal et du cégep Saint-Laurent cette semaine.

« Ça fait des mois que la ministre Beauchamp est muette. Ça fait des mois qu'elle fait comme s'il n'y avait pas de problème en éducation. S'il y a encore une ministre de l'Éducation au Québec, elle doit maintenant se rendre à l'évidence, elle a un problème et ce problème-là s'appelle le mouvement étudiant. Si elle ne règle pas ce problème-là dans les prochaines semaines, les prochains jours, le système d'éducation risque d'être sérieusement paralysé. »

Camille Toffoli, porte-parole des associations étudiantes de l'UQAM, a jouté : « Les associations étudiantes qui sont entrées en grève plus tôt que certains s'y attendaient le font car elles veulent servir de tremplin, d'impulsion pour permettre aux autres associations où le vote se fait plus hésitant d'entrer en grève. »

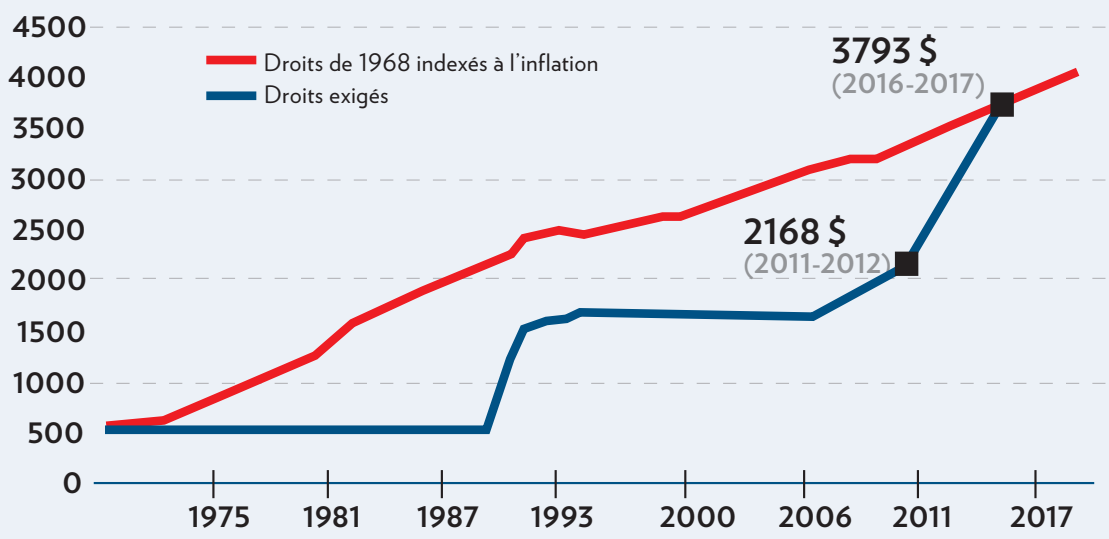
Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, estime qu'il revient aux membres de se prononcer sur les moyens de pression et non au comité de direction national d'imposer une ligne directrice. Elle a affirmé que la plupart des associations étudiantes affiliées à la FEUQ devraient tenir des assemblées générales dans les prochaines semaines. Elle a cependant précisé que certaines facultés pourraient décider de se prononcer sur la tenue d'une grève d'une seule journée ou de quelques jours plutôt que sur une grève générale illimitée. Certaines associations ont d'ailleurs déjà voté pour la tenue d'une journée de grève le 22 mars prochain. « Chaque association est libre de décider de ses moyens de pression », résume-t-elle.

De son côté, Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, a indiqué que les élèves du collège de Rosemont (3000 élèves), des cégeps de Jonquière (3500 élèves), de Victoriaville (1500 élèves) et de Saint-Félicien (1000 élèves) vont se prononcer sur la grève générale illimitée la semaine prochaine. La semaine suivante, les cégépiens de cinq autres institutions vont voter. Fait à noter, les élèves du cégep de Sherbrooke se sont prononcés contre la grève il y a quelques semaines.

« Le message que l'on veut envoyer, c'est que si nos membres votent pour une grève, nous sommes prêts à les soutenir, mais on ne va pas la leur enfoncer dans la gorge, a expliqué Léo Bureau-Blouin. La grève générale illimitée est un moyen de pression très efficace, mais qui nécessite des sacrifices de la part des étudiants. Nous voulons que tout soit fait démocratiquement selon les règles de l'art. »

La chronique de Rima Elkouri en page A5.

ÉVOLUTION DES DROITS DE SCOLARITÉ DE BASE DANS LES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES (en dollars)



Sources: ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministère des Finances du Québec

Quelques voix étudiantes s'élèvent pour la hausse des droits de scolarité

DAPHNÉ CAMERON

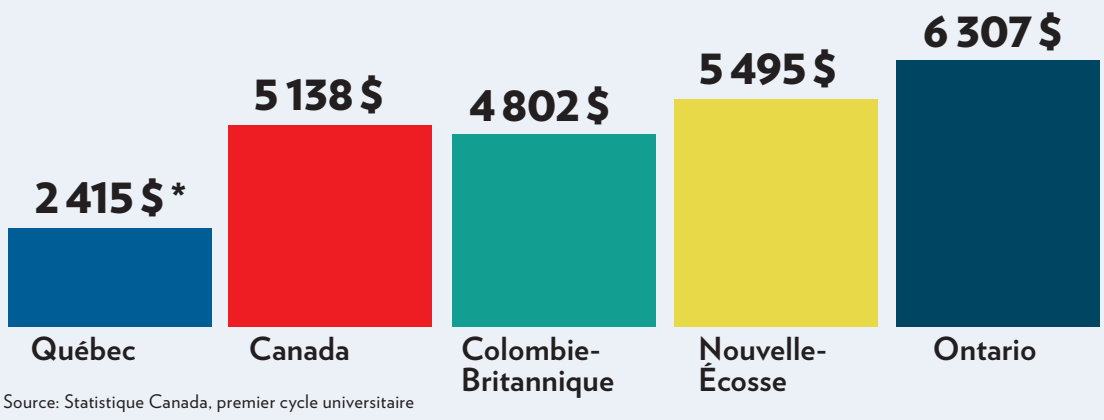
Rares sont les étudiants qui militent ouvertement pour la hausse des droits de scolarité. Pourtant, ils existent, et ils commencent à s'organiser.

Depuis quelques mois, un site internet et un groupe Facebook relaient leur opposition à la grève étudiante. Le groupe, baptisé Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec, compte actuellement 650 membres. Le groupe est présidé par Marc-Antoine Morin, qui a fréquenté le collège Jean-de-Brébeuf et qui étudie actuellement à l'Université de Montréal. « On dénonce le peu de place donnée aux gens qui sont pour la hausse des droits de scolarité au sein des associations étudiantes. Il y a un manque de démocratie, les gens qui veulent parler en faveur de la hausse n'ont pas vraiment la chance de le faire », dit-il.

Maripier Isabelle, présidente de la Comission jeunesse du Parti libéral du Québec (PLQ), est également pour la hausse des droits de scolarité. À son avis, la bonification du régime d'aide aux étudiants plus démunis proposée par le gouvernement permettra d'éviter de nuire à l'accessibilité de l'éducation. À son avis, des investissements majeurs dans le milieu universitaire et collégial sont plus que nécessaires pour assurer la qualité de l'éducation. Mais la facture doit être partagée entre le gouvernement, les étudiants et le secteur privé, croit-elle.

La Commission jeunesse du PLQ milite également auprès des instances du parti pour que les prêts soient remboursés à une vitesse proportionnelle au revenu du diplômé. Elle s'oppose par ailleurs à la déréglementation des droits de scolarité dans certaines facultés plus contingentées ou dans les disciplines plus coûteuses pour les institutions, comme le droit et la médecine.

DROITS DE SCOLARITÉ AU CANADA EN 2010-2011



Source: Statistique Canada, premier cycle universitaire

*** Inclut les droits plus élevés payés par les Canadiens qui étudient au Québec**

LES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES AU QUÉBEC

CLASSE

(Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante).
70 000 membres dans les universités et cégeps.
Coalition temporaire dont le noyau dur est formé par l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante).

FEUQ

(Fédération étudiante universitaire du Québec)
125 000 étudiants dans 15 associations membres, dont la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, la Concordia Student Union, la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke.
Créée à la suite au dégel des droits de scolarité de 1989

FECQ

(Fédération étudiante collégiale du Québec)
80 000 membres dans 22 des 48 cégeps publics du Québec. Créée en 1990.

ACTIONS À VENIR

DEMAIN

Les membres de la CLASSE et des représentants de 130 organismes syndicaux et communautaires bloqueront l'entrée du Centre de commerce mondial à Montréal, qui abrite le bureau du ministre des Finances.

23 FÉVRIER

Manifestation à Montréal.

1er MARS

Manifestation à Québec devant le parlement.

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION RESTE DE MARBRE

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, garde le cap sur la hausse des droits de scolarité et minimise l'ampleur du mouvement de grève. « À peine un peu plus de 2 % » des 475 000 étudiants et cégépiens désertent les salles de cours, a-t-elle affirmé hier.

Elle a « invité les étudiants à réfléchir » avant de voter pour la grève. « La plus grande perturbation sera dans leur vie. À la fin, il va falloir reprendre les jours de cours autrement: le soir, le week-end ou l'été », a-t-elle souligné à la sortie d'une réunion du caucus libéral.

Elle s'est réjouie que des élèves de certains cégeps, à Sherbrooke notamment, se soient opposés majoritairement à la grève. Selon elle, le gouvernement a déjà gagné la bataille de « l'opinion publique ». « Il y a une adhésion » à la décision du gouvernement, a-t-elle dit.

Line Beauchamp écarte tout nouveau changement au programme de prêts et bourses pour calmer la grogne. « Le programme est déjà bonifié, il y aura 118 millions de plus, a-t-elle souligné. Si un étudiant actuellement a besoin d'une bourse pour avoir accès à l'université, nous lui garantissons que toute la hausse des droits de scolarité va lui être accordée en bourse. »

Le ministre des Finances, Raymond Bachand, reste tout aussi intraitable. « Le contribuable québécois paie une fortune pour les universités. Ça lui coûte beaucoup d'argent. C'est un bon investissement. Mais les étudiants doivent faire leur juste part », a-t-il plaidé. Il a souligné qu'un diplômé universitaire gagnera dans sa carrière au-delà de 200 000$ de plus qu'un travailleur qui a un diplôme d'études secondaires. « Peut-être que s'il paie 15 % ou 16 % de son éducation, c'est une simple question de justice sociale », a-t-il noté.

De son côté, le Parti québécois prend fait et cause pour les fédérations étudiantes. La porte-parole en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy, a reproché à la ministre d'être « butée » et de « créer les conditions d'une escalade des moyens de pression ». Son collègue de Terrebonne, Mathieu Traversy, a renchéri: « Au lieu de continuer à saigner à blanc la relève et la jeunesse québécoises, qu'attend le premier ministre pour augmenter plutôt les redevances sur les richesses naturelles? » Selon le Parti québécois, la décision du gouvernement nuira à l'accessibilité aux études supérieures.

La Coalition avenir Québec appuie la hausse des droits de scolarité annoncée par les libéraux. « Mais on trouve que le gouvernement Charest ne bonifie pas suffisamment le programme de prêts et bourses pour protéger l'accessibilité. Et on pense aussi qu'il faut regarder la possibilité d'avoir un remboursement proportionnel au revenu », a affirmé son chef, François Legault.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	VOYAGE **14**
Astrologie du jour	VOYAGE **10**
Bourses	AFFAIRES **16 et17**
Débats	A **30 et 31**
Décès	VOYAGE **11 et 13**
Horaire télévision	ARTS **6**
Loteries	A **29**
Monde	A **26 à 29**
Petites annonces	AFFAIRES **4 et 10**
Sudoku	AFFAIRES **4**

Météo
Nuageux avec flocons, maximum **2**, minimum **-2**. VOYAGE **9**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

L'ÉVÉNEMENT

OFFRES DE CHOC

Financement à l'achat**

jusqu'à **0,9 %** **84 mois**

+ **3 premiers mois sans mensualité***

VERSA À HAYON 1.8 S 2012

SOUS-COMPACTE JAPONAISE LA PLUS VENDUE EN 2011[3]

FINANCEMENT À L'ACHAT

199 $* / 84 mois**

0 $ comptant initial

0,9 % jusqu'à 84 mois**

PRIX À L'ACHAT

16 160 $

CONSOMMATION/100 KM[1] **EN VILLE** 7,9 L - **SUR ROUTE** 6,3 L

BERLINE ALTIMA 2.5 S 2012

BERLINE INTERMÉDIAIRE JAPONAISE LA PLUS VENDUE EN 2011[3]

CONSOMMATION/100 KM[1] **EN VILLE** 8,8 L **SUR ROUTE** 6,2 L

FINANCEMENT À L'ACHAT

316 $* / 84 mois**

0 $ comptant initial

0,9 % jusqu'à 84 mois**

PRIX À L'ACHAT

25 708 $

SENTRA 2.0 2012

FINANCEMENT À L'ACHAT

208 $* / 84 mois**

0 $ comptant initial

0,9 % jusqu'à 84 mois**

PRIX À L'ACHAT

16 960 $

CONSOMMATION/100 KM[1] **EN VILLE** 8,5 L - **SUR ROUTE** 6,5 L

Saisissez le code QR pour explorer nos véhicules dans la ***SALLE D'EXPOSITION VIRTUELLE.***
Visitez votre concessionnaire Nissan du Québec dès aujourd'hui ou consultez **nissan.ca** pour plus de détails.

JUSQU'À 1 % DE RÉDUCTION DE TAUX D'INTÉRÊT SUR CERTAINS MODÈLES AVEC LE PROGRAMME DE FIDÉLISATION PRÉFÉRENTIELLE[2]

L'Association des concessionnaires Nissan du Québec

L'événement OFFRES DE CHOC de Nissan est en vigueur du 1er au 29 février 2012 et peut faire l'objet de changements sans préavis. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Les offres de financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclusives et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Ces offres ne peuvent être combinées à aucune autre offre de rabais au comptant. Tous les prix comprennent les frais de transport et de prélivraison, les taxes sur l'air climatisé (si applicable), les rabais du manufacturier et les contributions des concessionnaires. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. * Le programme « 3 premiers mois sans mensualité » s'applique uniquement au financement à l'achat d'un des modèles neufs suivants : Versa berline, Versa à hayon, Sentra, berline Altima, coupé Altima, Maxima, Rogue, Murano, Xterra, Pathfinder, Armada, Titan et Frontier 2012 acheté et livré avant le 29 février 2012. Les paiements différés ne sont pas disponibles sur les achats au comptant. Les mensualités sont différées pendant 90 jours et les contrats sont prolongés en conséquence. Les intérêts (le cas échéant) ne seront pas accumulés au cours des 60 premiers jours du contrat. Après 60 jours, les intérêts (le cas échéant) seront accumulés et l'acheteur devra (le cas échéant) payer mensuellement le capital et les intérêts à partir du 90e jour jusqu'au terme du contrat. Le consommateur sera requis de faire les paiements mensuels à compter du 90e jour jusqu'à la fin du contrat. Le paiement comptant, le dépôt de sécurité et les droits sur les pneus neufs sont payables à la signature du contrat. ** L'offre de 0,9 % de financement à l'achat jusqu'à 84 mois est offerte à l'achat d'une Versa à hayon 1.8 S 2012 (B5BG52 AA00), transmission manuelle / 21 160 $ pour la Versa à hayon 1.8 SL Sport 2012 telle qu'illustrée (B5RG52 SC00), transmission CVT / 16 160 $ pour la Versa à hayon 1.8 S 2012 (B5BG52 AA00), transmission manuelle / 23 660 $ pour la Sentra SE-R 2012 telle qu'illustrée (C4SG12 AA00), transmission CVT / 16 160 $ pour la Versa à hayon 1.8 S 2012 (B5BG52 AA00), transmission manuelle / 23 660 $ pour la Sentra SE-R 2012 telle qu'illustrée (C4SG12 AA00), transmission CVT. Exemple de financement basé sur un prix de vente de 25 708 $ / 16 960 $ / 16 160 $ à un taux de crédit de 0,9 % pour un terme de 84 mois. Mensualités de 316 $ / 208 $ / 199 $ avec 0 $ en comptant initial. Les frais de crédit sont de 827,60 $ / 546,44 $ / 520,72 $ pour une obligation totale de 26 535,60 $ / 17 506,44 $ / 16 680,72 $. 1 La consommation de carburant réelle peut varier en fonction des conditions de conduite – à utiliser à des fins de comparaison seulement. 2 Programme de fidélisation préférentielle : Si vous louez ou financez présentement votre véhicule Nissan chez nous, vous bénéficiez peut-être déjà d'une location ou d'un financement préautorisé pour votre prochain véhicule Nissan neuf. La réduction de taux pouvant atteindre 1 % s'applique aux modèles 2012 suivants : Versa à hayon, Versa berline, Sentra, berline Altima, coupé Altima, Maxima, Rogue, Murano et Quest neufs. La réduction s'appliquera au taux en vigueur offert par Nissan Canada Finance au moment de l'achat et ne peut réduire le taux à moins de 0 %. Consultez votre concessionnaire Nissan pour connaître tous les détails du programme. 3 Selon le rapport de l'AIAMC publié en décembre 2011. ▲▲ Chez les concessionnaires participants. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

Les enfants gâtés

RIMA ELKOURI
CHRONIQUE

Après les éducatrices en grève, c'est au tour des milliers d'étudiants protestant contre la hausse des droits de scolarité de se faire traiter d'enfants gâtés. De quoi se plaignent-ils donc? demande-t-on. Le Québec n'est-il pas la province canadienne où les droits de scolarité sont les moins élevés? Les étudiants québécois ne se rendent-ils pas compte que, même avec la hausse prévue, leurs droits de scolarité resteront inférieurs à la moyenne canadienne?

Il est vrai que les étudiants québécois sont, de tous les Canadiens, ceux dont les droits de scolarité sont les moins élevés. Mais loin d'être une tare, cette différence m'apparaît comme le reflet de valeurs progressistes pour lesquelles les étudiants ont raison de descendre dans la rue. Car avant de se battre contre une hausse de 1625$ sur cinq ans, les étudiants se battent pour un principe et non le moindre: le droit à l'éducation. Une prérogative qui est aussi un choix de société, au même titre que l'universalité des soins de santé.

La qualité de l'enseignement a un prix, soit. Mais si on considère que l'éducation est réellement un droit et non un luxe, si on croit à l'égalité des chances, il est injuste de refiler la facture à des étudiants endettés qui peinent de plus en plus à joindre les deux bouts. Il est injuste de hausser les droits de scolarité de 75 %.

Qui écopera? D'abord, les étudiants issus de la classe moyenne. Considérés trop riches pour avoir accès aux prêts, ils crouleront davantage sous les dettes ou décrocheront. Écoperont aussi les jeunes de milieux défavorisés qui tendent à surestimer les coûts et à sous-estimer les bénéfices des études universitaires. Résultat: une population étudiante qui pourrait être de moins en moins diversifiée, où les jeunes qui ne viennent pas de milieux aisés peineraient à se tailler une place. À long terme, c'est toute la société qui se priverait de leur contribution.

Pour s'en convaincre, on peut comparer le profil des étudiants en médecine québécois à ceux des autres provinces canadiennes. Au Québec, les facultés de médecine comptent plus d'étudiants provenant de familles modestes que dans le reste du Canada, soulignait une étude publiée en 2010 dans la revue spécialisée *Medical Education*. Selon les chercheurs, cela s'explique en bonne partie par les droits de scolarité plus bas.

Fait intéressant, l'enjeu n'en est pas seulement un d'égalité des chances pour les étudiants, mais aussi d'accès aux soins pour toute la population. Car les étudiants en médecine de quartiers ou de régions rurales peu favorisés sont plus portés à aller y pratiquer, nous disait cette même étude. Cela montre bien qu'une hausse des droits de scolarité peut avoir des répercussions sur l'ensemble de la société. Des répercussions que l'on aurait tort de sous-estimer.

Si on considère que l'éducation est réellement un droit et non un luxe, si on croit à l'égalité des chances, il est injuste de refiler la facture à des étudiants endettés qui peinent de plus en plus à joindre les deux bouts.

Au Québec, les acquis en matière d'accès aux études supérieures restent fragiles. On sait que le goût d'étudier est grandement influencé par la scolarisation des parents. On peut se réjouir du fait que, malgré tout, plus de 40 % des étudiants sont des étudiants dits «de première génération», dont les parents n'ont jamais mis les pieds à l'université. Même si le gouvernement promet d'ajuster l'aide financière, il est illusoire de croire qu'une hausse des droits ne les affectera pas.

Les études sont un «investissement rentable», martèlent les partisans de la hausse, qui demandent que les étudiants fassent leur part aujourd'hui comme ils auront de meilleurs salaires demain. On oublie dans l'équation que les diplômés qui auront la chance d'avoir de bons salaires feront leur part de toute façon en payant davantage d'impôts.

Au-delà des calculs comptables, la question de fond en est une de principe. L'éducation ne devrait pas être un luxe ou un produit de consommation comme un autre à payer en mille versements inégaux. Ce devrait être un droit qui permet à la société d'aspirer à un bien commun.

Grève tournante dans plusieurs CPE aujourd'hui à moins d'un revirement

LA PRESSE CANADIENNE

À moins d'un revirement de dernière heure, tout indique que plusieurs centres de la petite enfance (CPE) affiliés à la CSN seront en grève aujourd'hui et demain.

La CSN a précisé que les discussions entre les représentants syndicaux et ceux du ministère de la Famille devaient reprendre hier après-midi, mais sans l'assurance que les employeurs, eux, seraient présents à la table.

Selon la CSN, les employeurs ont quitté la négociation lundi vers 23 h, laissant seuls les représentants syndicaux et ceux du ministère de la Famille.

En fin d'après-midi, hier, les représentants des associations patronales régionales ont tenu à réagir par voie de communiqué en indiquant qu'ils étaient toujours disponibles pour négocier et qu'ils souhaitaient un dénouement avec les éducatrices des CPE.

Aujourd'hui, les employés des CPE devraient débrayer une journée en Montérégie, en Estrie, en Outaouais, dans les Laurentides, dans Lanaudière, en Abitibi, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, sur la Côte-Nord, dans le Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine et dans le Cœur-du-Québec. Demain, ce serait au tour des CPE de Montréal et de Laval ainsi que de la région de Québec-Chaudière-Appalaches d'être touchés par une grève d'une journée.

PHOTO PATRICK SANFACON, LA PRESSE

Aujourd'hui, les employés des CPE devraient débrayer une journée en Montérégie, en Estrie, en Outaouais, dans les Laurentides, dans Lanaudière, en Abitibi, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, sur la Côte-Nord, dans le Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine et dans le Cœur-du-Québec.

Si les négociations ne débloquaient pas, une grève nationale des 8500 travailleuses affiliées à la CSN est prévue pour lundi et mardi prochains.

Par voie de communiqué, Jeff Begley, vice-président de la Fédération de la santé et des services sociaux de la CSN, a indiqué que les employeurs semblent vouloir forcer les syndiqués à recourir à la grève.

L'enjeu reste la question du nombre de semaines de vacances. La position du gouvernement consiste à ajuster l'offre faite aux éducatrices à ce qui est offert aux employés du secteur public, à savoir un maximum de cinq semaines par année après 25 ans de service.

ÉCHANGEZ VOS ANCIENS BIJOUX POUR DE NOUVEAUX SOUVENIRS

En tant que l'un des plus prestigieux bijoutiers et marques de confiance en Amérique du Nord, Birks vous offre un service hors pair pour la vente sécuritaire de vos vieux bijoux.

Nous vous invitons à contacter votre magasin Birks pour prendre un rendez-vous. Notre acheteur de métaux précieux sera sur place de 10h à 17h les dates suivantes :

LE 19 ET 20 FÉVRIER 2012
PROMENADES SAINT-BRUNO • 450.461.0011

LE 21 ET 22 FÉVRIER 2012
1240 SQUARE PHILLIPS • 514.397.2511

LE 25 ET 26 FÉVRIER 2012
CENTRE ROCKLAND • 514.341.5426

LE 29 FÉVRIER ET 1 MARS 2012
CARREFOUR LAVAL • 450.688.3431

BIRKS

WWW.BIRKSECHANGEDOR.COM

xDRIVE. PARFAIT POUR LES ROUTES DU QUÉBEC. ET MÊME PIRE.

Que ce soit pour partir à l'aventure ou affronter nos conditions habituelles, le BMW X1 avec le système de traction intégrale xDrive[MD] en impose à la chaussée en réagissant quasi-instantanément à toute dégradation par le transfert de couple approprié entre les essieux. Peu importe votre destination, xDrive redéfinit la route pour que vous puissiez la conduire.

JUSQU'AU 29 FÉVRIER.

Le BMW X1 xDrive 28i 2012

PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TAUX À LA LOCATION
40 712 $**	499 $* 5 376 $ MONTANT DÛ À LA LIVRAISON	4,9 %* JUSQU'À 48 MOIS

ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS 4 ans ou 80 000 km†

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaval.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwwestisland.com

Modèle européen montré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 40 712 $, ce qui inclut le PDSF (38 500 $), le transport et l'inspection de prélivraison (1 995 $), la taxe sur la climatisation (100 $), la taxe de gestion des pneus (12 $), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 $) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW X1 xDrive 28i 2012 en stock. *Offre à la location : 38 500 $ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 4,9 %, avec un acompte de 1 700 $, pour des mensualités de 499 $. Un montant de 5 376 $ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalant à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 17 710 $. L'obligation locative totale est de 28 304,62 $. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 $ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 29 Février 2012. † Les véhicules BMW 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2012 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

RÉGIME MINCEUR POUR LA VILLE REINE

La menace d'un lock-out du maire de Toronto

Une recette impossible à importer ici

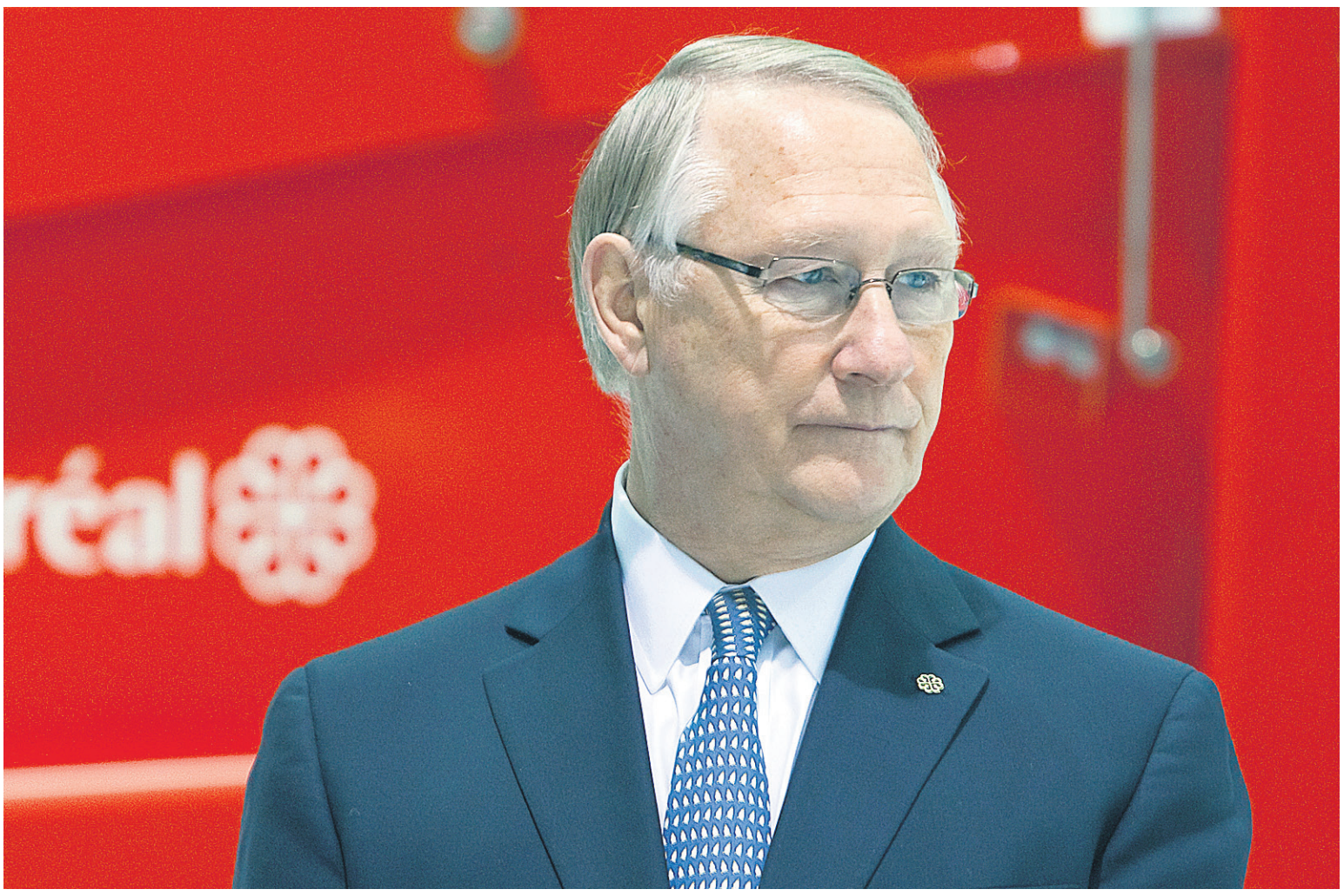


PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Le maire Gérald Tremblay ne pourrait pas disposer d'un levier aussi puissant dans les négociations avec les cols bleus montréalais que celui utilisé par le maire de Toronto. Les municipalités québécoises n'ont pas droit au lock-out.

KARIM BENESSAIEH

Même s'ils le souhaitaient, Gérald Tremblay ou Régis Labeaume ne pourraient suivre les traces du maire de Toronto; ils ne disposent pas du droit de lock-out.

Ils s'apprêtent cependant à mener un combat tout aussi âpre sur les régimes de retraite, pour lequel ils pourraient demander une loi spéciale au gouvernement du Québec.

À la Ville de Montréal, on assure que les discussions sur cet épineux dossier vont « très bien », même s'il ne s'agit pas encore de négociations formelles. La convention collective des quelque 5500 cols bleus, signée dans l'enthousiasme en octobre 2010 après 16 ans d'affrontements, sera échue à la fin de l'année.

« Laissez Toronto travailler de leur côté, laissez-les faire ce qu'ils veulent, nous, on n'a rien à apprendre de Toronto, dit Michael Applebaum, président du comité exécutif. On n'a jamais eu des relations aussi bonnes que celles qu'on a actuellement. »

Montréal n'a pas eu à gérer des hausses salariales aussi lourdes que la métropole ontarienne, indique le numéro deux de la Ville. Depuis 2000, on a accordé des augmentations de 24 % aux cols bleus montréalais, contre 41 % pour leurs collègues torontois.

Règlements nocifs

Les régimes de retraite sont toutefois devenus un boulet pour les finances municipales; Montréal y engouffrera plus de 609 millions cette année, sur un budget de 4,7 milliards. « Nos syndicats comprennent l'importance de respecter la capacité de payer de nos contribuables, affirme M. Applebaum. J'espère qu'on va être capables de trouver des solutions ensemble, sinon on va demander l'aide du gouvernement, avec une loi spéciale. »

L'administration Tremblay est toutefois consciente de l'impact nocif des règlements imposés, comme celui que les cols bleus ont subi en 2004. « Ce n'est pas souhaitable, c'est clair, dit le président du comité exécutif. On a eu certaines époques où ç'a été difficile avec les syndicats. On n'est pas dans ce climat actuellement. On a des ententes, on n'est pas dans la même situation que Rob Ford. »

Selon Michel Grant, spécialiste en relations industrielles, il y a effectivement plusieurs différences fondamentales entre le Québec et l'Ontario. Le droit au lock-out et le recours aux briseurs de grève, dont disposent les municipalités ontariennes, font notamment basculer le rapport de force au détriment des syndicats.

Mais le gros morceau, qui a apporté une certaine paix dans le secteur public québécois, c'est la Loi des services essentiels adoptée en 1982, estime-t-il. « Une grève comme celle qu'a connue Toronto en 2009, alors que les déchets s'accumulaient dans les rues, serait inconcevable à Montréal. La loi de 1982 a mis fin aux grèves générales illimitées. On a réalisé au Québec un meilleur équilibre entre le droit à la négociation et à la grève, d'une part, et le droit du public à la santé et à la sécurité. »

Et le contexte politique québécois est différent, croit le professeur à la retraite.

Les possibilités que la recette torontoise soit utilisée au Québec sont « plutôt minces », croit de son côté Alain Barré, professeur en droit du travail à l'Université Laval. « Mais ça va créer des envieux. Ça fait longtemps que les municipalités québécoises demandent le droit au lock-out. Ça risque de relancer le débat. »

LES COLS BLEUS DE MONTRÉAL

› Âge de la retraite: après 28 ans (avec pénalité) ou 30 ans de service (pleine retraite), ou à l'âge de 60 ans
› Partage du régime de retraite: 40 % employés, 60 % Ville de Montréal
› Sécurité d'emploi: plancher de 3804 emplois
› Salaire moyen: 49 530 $ par année, 26,46 $ de l'heure

EN CONFIANCE
PAR TOUS LES TEMPS

SUBARU
CONFIANCE
SÉCURITÉ
TRACTION
STABILITÉ
CONFORT

Location à partir de
289 $
par mois/48 mois, taxes en sus

LEGACY
2.5i 2012
À LA LOCATION◊ :
• Comptant exigé : 2 353,89 $ (taxes en sus) ou échange équivalent
• Montant total exigé avant le début de location : 3 055,92 $ (taxes incluses)

PLUS DE 1 000 KM AVEC UN PLEINΔ
Économie d'essence (l/100 km) :
CVT Lineartronic® — Ville 9,1 | ROUTE 6,4
6MT — Ville 10,6 | ROUTE 7,4
Indice d'octane recommandé : 87

À LA LOCATION
0 $ dépôt de sécurité
km alloués 24 000 km/année
km excédentaires 0,10 $/km

De série sur la Legacy 2012
• Système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
• Moteur BOXER SUBARU
• Système de contrôle de la dynamique du véhicule
• Climatiseur avec système de filtration d'air
• Coussins gonflables frontaux et latéraux aux places avant
• Lève-glaces électriques
• Vaste aire de chargement
• Freins ABS

PZEV PARTIAL ZERO EMISSION VEHICLE
VÉHICULES À ÉMISSIONS QUASI NULLES
Forester, Legacy et Outback disponibles en version PZEV
Optez pour la technologie PZEV, la solution écologique abordable et sans compromis.
subaru-pzev.ca

Meilleur choix sécurité†
INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY
Gamme Subaru 2012
Subaru est le seul constructeur à recevoir une mention « Meilleur choix sécurité » de l'IIHS pour tous ses modèles, et ce, pour une troisième année consécutive.

2011 PRIX VALEURS RÉSIDUELLES‡ alg
MEILLEURE VOITURE INTERMÉDIAIRE LEGACY 2011

SUBARU
Confiance et évolution

Japonais et plus encore ! | www.quebec.concessionsubaru.ca

JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU
SUBARU BROSSARD BROSSARD
SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY
JOLIETTE SUBARU JOLIETTE
SUBARU MONTRÉAL MONTRÉAL
SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS
SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX
LACHUTE SUBARU BROWNSBURG
SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES
SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE
SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND
CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY

◊ À la location, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCCI. Δ Il est possible de parcourir jusqu'à 1 094 km avec un seul plein de carburant selon les cotes de consommation de carburant établies par Ressources naturelles Canada de 6,4 l/100 km (route) pour une Subaru Legacy 2012 équipée de la transmission automatique à variation continue et dotée d'un réservoir d'essence d'une capacité de 70 litres. La consommation de carburant réelle variera selon les conditions routières, les habitudes de conduite et la charge du véhicule. ‡ Prix valeurs résiduelles 2011 ALG Canada pour la gamme Subaru : première position au classement général, catégorie marque grand public. † Mention « Meilleur choix sécurité » pour tous les modèles 2012. Une cote « Bonne » constitue la meilleure cote possible à l'essai de résistance de toit (test de capotage) ainsi que dans les essais de collision frontale déportée à 40 mi/h (65 km/h), de collision latérale à 31 mi/h (50 km/h) et de collision arrière à 20 mi/h (32 km/h) réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Un véhicule doit avoir obtenu la cote « Bonne » aux quatre essais de collision et doit offrir un programme de stabilité électronique (ESC) (Contrôle de la dynamique du véhicule) pour mériter la distinction « Meilleur choix sécurité ». Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photo(s) à titre indicatif seulement. Les spécifications techniques sont sujettes à changement sans préavis. Offres valables jusqu'au 29 février 2012.

Gagner la bagarre des ordures

Toronto estime avoir ravi au syndicat sa meilleure arme : faire traîner les négociations jusqu'à l'été

Toronto a réussi une percée historique cette semaine en retirant la sécurité d'emploi à une partie de ses cols bleus. Alors que la pression s'accentue pour réduire les dépenses publiques partout au pays, plusieurs s'attendent à ce que d'autres villes lui emboîtent le pas. *La Presse* décortique aujourd'hui la méthode Ford.

PHOTO FRED LUM, THE GLOBE AND MAIL

Des syndiqués ont voté, lundi, sur la convention collective proposée par Toronto.

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

TORONTO — Quand le maire Rob Ford est monté sur le pèse-personne lundi pour une pesée publique, comme chaque semaine depuis qu'il s'est lancé le défi de maigrir, l'aiguille affichait toujours 310 livres. Si son régime personnel tarde à donner des résultats, il a réussi cette semaine une importante percée pour mettre en branle le régime pour lequel il a été élu: sabrer la masse salariale de sa ville.

Rob Ford aime répéter que la Ville de Toronto est trop grosse. À commencer par ses quelque 50 000 employés qui accaparent la moitié (48 %) de son budget de 9,4 milliards. Après avoir encaissé plusieurs importants revers depuis son élection, en décembre 2010, le maire vient de signer sa première victoire importante en faisant plier le coriace syndicat des cols bleus de Toronto.

Après avoir débrayé en 2002 et en 2009 pour préserver leur sécurité d'emploi, les 6000 syndiqués ont accepté lundi de perdre cette protection pour les employés comptant moins de 15 ans d'ancienneté.

Ce qui a changé depuis? Le maire et sa stratégie de négociation: frapper vite et fort. À peine deux semaines après l'échéance de leur contrat de travail, Toronto leur a lancé un ultimatum. Soit ils acceptaient de perdre leur sécurité d'emploi, soit la Ville décrétait un lock-out.

Responsable des négociations, Doug Holyday estime avoir privé les cols bleus de leur principale arme: les ordures. «Normalement, le syndicat fait traîner les choses jusqu'à l'été parce que si les discussions ne progressent pas à son goût, il menace de faire la grève, dit le maire adjoint. Un arrêt de l'enlèvement des ordures est plus facile à gérer en hiver. On peut entreposer les poubelles dans les parcs puisque les gens les utilisent moins qu'en été. Ça gèle, alors c'est moins incommodant. En été, ça devient intolérable.»

La stratégie a fonctionné. «En 10 ans de négociations, je n'avais jamais rien vu de tel, confie Mark Ferguson, président du syndicat des cols bleus. Ç'a été difficile autant en raison du nombre que de l'importance des demandes. Ils étaient prêts à carrément déchirer notre contrat de travail. C'est une pression qu'on n'avait jamais vue dans le monde municipal, ni nulle part au Canada.»

Ancien technicien ambulancier paramédical, Mark Ferguson estime avoir sauvé les meubles pour la majorité de ses membres. Plus de 70 % d'entre eux ont plus de 15 ans d'ancienneté, l'âge moyen des cols bleus de Toronto étant de 52 ans. Quand on demande au chef syndical s'il craint d'avoir ouvert une boîte de Pandore, l'homme qui aime gesticuler pour marquer son propos croise les bras pour la première fois de l'entrevue. «Non. Je pense qu'on vient simplement de montrer que les syndicats sont prêts à faire des compromis.»

« En 10 ans de négociations, je n'avais jamais rien vu de tel. Ç'a été difficile autant en raison du nombre que de l'importance des demandes. Ils étaient prêts à carrément déchirer notre contrat de travail. C'est une pression qu'on n'avait jamais vue dans le monde municipal, ni nulle part au Canada. »
— Mark Ferguson, président du syndicat des cols bleus de Toronto

Porte ouverte

Or, Toronto vient bel et bien d'ouvrir une porte pour d'autres villes et peut-être aussi pour des gouvernements provinciaux, estime Bryan Evans, professeur de droit du travail à l'Université Ryerson. «La Ville de Montréal ne pourra peut-être pas menacer ses employés de lock-out, mais je suis sûr qu'ils vont appeler pour se renseigner et trouver un bon cabinet d'avocats pour essayer d'imiter Toronto.»

L'universitaire constate que les périodes de crise économique sont souvent accompagnées d'importants reculs pour les syndicats du secteur public. Selon lui, Toronto n'est que le début.

Il reste que, pour le professeur Bryan Evans, ce n'est pas une victoire sur toute la ligne puisque l'administration Ford souhaitait réduire davantage encore la force du syndicat. Selon lui, les syndiqués peuvent remercier la baisse de popularité du maire. Rob Ford a perdu d'importantes batailles depuis son élection, notamment lors du dernier budget et plus récemment avec l'implantation d'une nouvelle ligne de métro. Désormais, davantage de Torontois se disent insatisfaits de son travail que l'inverse, selon un sondage mené la semaine dernière.

Le bras droit du maire, Doug Holyday, jubile néanmoins devant les concessions arrachées aux cols bleus. «Le syndicat nous a offert de sacrifier trois années d'augmentations salariales pour sauver la sécurité d'emploi. C'est beaucoup pour un syndicat.» Mais l'administration Ford avait faim et a seulement accepté de réduire en partie sa principale demande.

Ancien homme d'affaires, Doug Holyday, qui était maire d'Etobicoke jusqu'à la fusion avec Toronto en 1998, est connu pour ses vues à droite. Le magazine torontois *NOW* l'a qualifié en 2003 d'« ennemi public numéro un» en raison de son conservatisme.

La privatisation

Maintenant qu'il est numéro deux à la Ville, Doug Holyday souhaite étendre à Toronto ce qu'il a commencé à faire dans son ancienne ville: la privatisation des services municipaux.

Après une douloureuse grève dans la collecte des ordures, l'ancien maire d'Etobicoke a décidé de sous-traiter le service en 1995. Sa défunte ville est d'ailleurs la seule partie de Toronto à ne pas avoir été enterrée sous des montagnes de sacs-poubelle lors de la grève de 2009, souligne-t-il fièrement.

Déjà, Toronto a annoncé que la collecte des ordures sera confiée au privé dès le mois d'août pour la moitié ouest de la ville. Doug Holyday refuse de dire pour l'instant s'il compte profiter du nouveau contrat de travail des cols bleus pour étendre la sous-traitance à tout l'est, mais le syndicat des cols bleus s'y attend fortement.

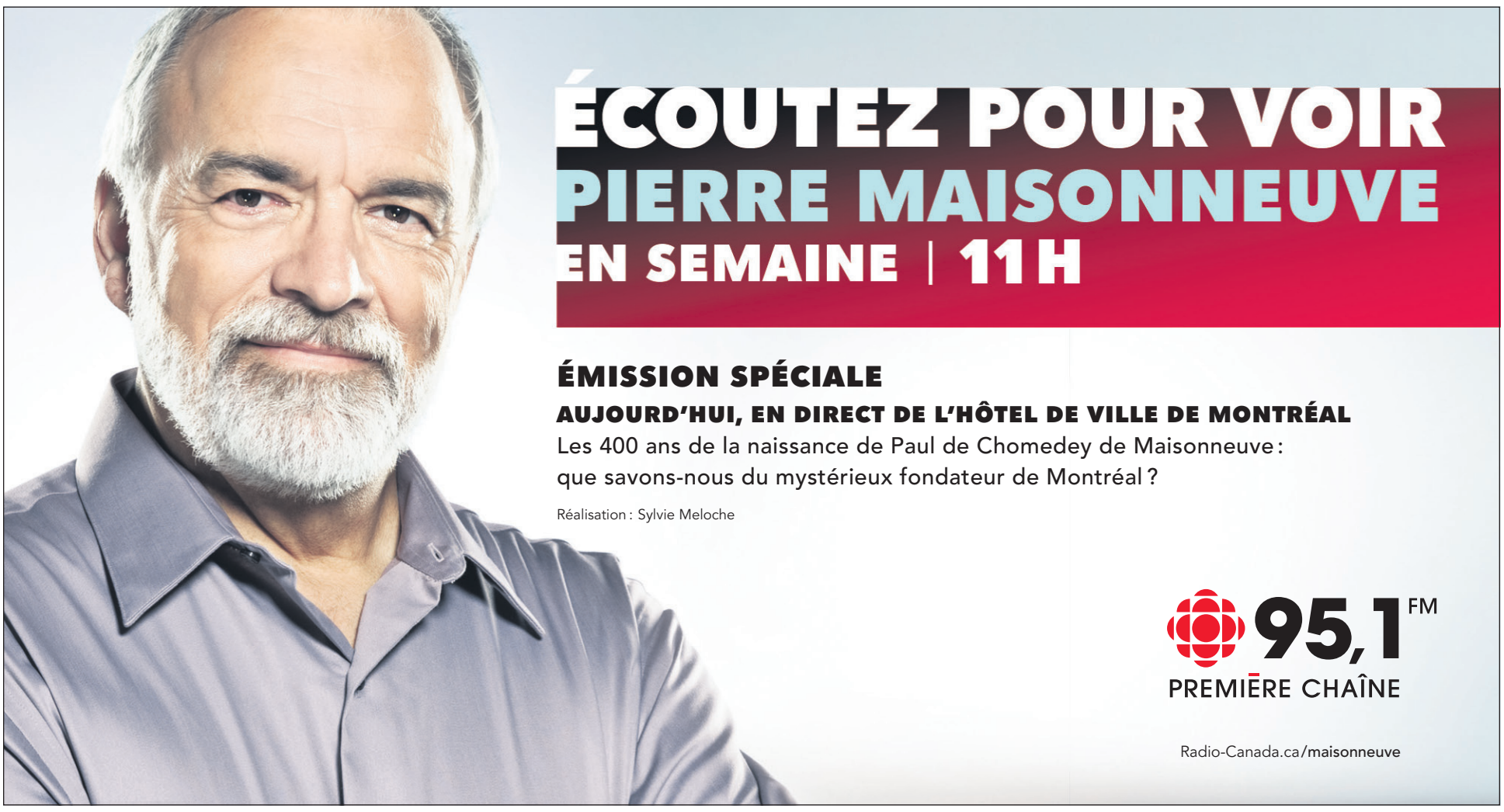
La privatisation d'autres services est à prévoir. D'ailleurs, pour justifier la décision de s'attaquer à la sécurité d'emploi, le maire adjoint explique que la Ville avait beau confier des services au privé pour essayer d'économiser, elle devait toujours replacer les employés.

Toronto a voulu abolir 148 postes il y a quelques années, mais a dû replacer ces employés dans d'autres services, dont les employés avaient eux-mêmes le droit d'être replacés ailleurs. En vertu de la convention, jusqu'à 600 déplacements étaient possibles dans ce jeu de chaise musicale. La nouvelle convention en prévoit un maximum de quatre. «Abolir ces 148 postes a pris trois ans et ça nous a coûté 10 millions. On ne peut pas vivre comme ça», plaide Doug Holyday.

Mais les cols bleus qui auront à vivre avec l'incertitude sur l'avenir de leur travail digèrent mal leur nouveau contrat de travail. Paul, ancien éboueur maintenant mécanicien, craint maintenant de perdre son emploi, lui qui travaille pour Toronto depuis «seulement» 14 ans. «Où est le gras que Ford avait promis de couper? C'est moi, le gras?»

LES COLS BLEUS DE TORONTO

› Âge de la retraite : 65 ans (certains employés sont admissibles dès 55 ans)
› Partage du régime de retraite : 50 % employés, 50 % Ville
› Sécurité d'emploi : Un employé comptant plus de 15 ans d'ancienneté dont le poste est supprimé a droit à un nouveau poste dans un autre service. Ceux avec moins d'ancienneté sont remerciés.
› Salaire moyen : 63 500 $ (79 400 $ en incluant les avantages sociaux)



POLITIQUE

Un DG inconnu des Communes

La Chambre n'était pas au courant des fonctions de Gilbert Gardner

EXCLUSIF

HUGO DE GRANDPRÉ ET JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Gilles Duceppe et son entourage auraient laissé la Chambre des communes dans l'ignorance pendant des années quant aux fonctions partisanes qu'exerçait Gilbert Gardner au sein du Bloc québécois.

La Presse a appris de plusieurs sources que c'est à titre de « conseiller spécial » que M. Gardner a d'abord été embauché au cabinet de M. Duceppe, sur la colline parlementaire en janvier 2004. Ce n'est que sept mois plus tard, le 31 août 2004, que M. Gardner a changé de statut au sein du parti. Il est devenu directeur général du Bloc québécois jusqu'en 2011.

Or, ce changement de fonctions n'aurait pas été communiqué aux fonctionnaires responsables de la gestion des ressources humaines de la Chambre. « La Chambre des communes n'a jamais été formellement avisée que M. Gardner occupait de nouvelles fonctions en 2004 », a confirmé une source très au fait de la situation.

Cet état de fait aurait perduré jusqu'à la fin du mandat de M. Gardner: un relevé d'emploi émis par le gouvernement fédéral vers le mois de mai 2011, rendu public en début de semaine par M. Duceppe lui-même, indique sous la rubrique « profession » les seuls mots: « Research Group » (Groupe de recherche). On ne fait nulle part mention de son poste de directeur général d'un parti politique.

« Pas de cachette »

Ces informations, que ni Gilles Duceppe ni le Bloc québécois n'ont voulu confirmer ou commenter, apportent une nuance importante dans les déclarations initiales de l'ancien chef bloquiste. Elles pourraient aussi aider à comprendre comment une telle pratique a pu durer si longtemps, alors que plusieurs la jugent contraire aux règles de la Chambre des communes.

Lors d'un entretien téléphonique avec *La Presse* le 20 janvier, M. Duceppe avait affirmé que son entourage et lui-même avaient toujours agi de la manière la plus transparente et sollicité l'opinion d'experts ou de fonctionnaires responsables avant de faire des gestes semblables.

« Ils savent exactement ce que notre monde fait. Il n'y a jamais eu de cachette avec l'organigramme et on a toujours fait les choses très légalement », avait-il déclaré.

La version de l'ancien chef a depuis évolué. Lundi, il a reconnu qu'il n'avait jamais obtenu d'avis d'expert ou de fonctionnaires, comme le contrôleur de la Chambre des communes, pour attester de la légalité de cette pratique au moment de la mettre en œuvre.

PHOTO FRED CHARTRAND, LA PRESSE CANADIENNE

Gilles Duceppe maintient qu'il a agi de manière transparente.

C'est à titre de « conseiller spécial » que M. Gardner a d'abord été embauché au cabinet de Gilles Duceppe, sur la colline parlementaire en janvier 2004.

Le même jour, son avocat, François Gendron, a souligné dans une opinion juridique « complémentaire » que la Chambre des communes savait que M. Gardner était directeur général du Bloc, parce que c'est à ce titre qu'il a témoigné devant un comité parlementaire, en juin 2006 et en novembre 2010.

« Il faut, à mon avis, voir dans ces invitations un acquiescement de la Chambre légitimant le mode de rémunération retenu pour payer M. Gardner. Au Canada, le principe de l'unité et de l'indivisibilité de la Couronne a été, en effet, à maintes reprises reconnu par les tribunaux », a écrit Me Gendron.

« Lorsqu'il s'agit de la Couronne, la main gauche ne peut pas ignorer ce que fait la main droite, et cette conclusion s'applique ici », a-t-il conclu.

Enquête élargie

La Presse a révélé il y a trois semaines que M. Duceppe avait payé le salaire du directeur général du Bloc québécois, Gilbert Gardner, en puisant dans le budget de fonctionnement de son cabinet, octroyé par la Chambre des communes pour l'exécution de « fonctions partisanes ».

La position présentée par l'avocat de M. Duceppe veut que cette pratique est conforme aux règles de la Chambre des communes, puisque la définition de « fonctions parlementaires » des députés, pour l'exécution desquelles un budget leur est octroyé, inclut les « questions partisanes ».

« Je suis d'avis que cette conclusion s'applique aux autres membres de votre équipe, dans la mesure où, comme M. Gardner, ils auraient été rémunérés par la Chambre des communes pour un travail partisan », a indiqué Me Gendron dans l'opinion préliminaire remise à son client, M. Duceppe.

Les autres partis sont de l'avis contraire: ils ont tous dénoncé cette interprétation qu'ils jugent illégale et juré qu'ils payaient eux-mêmes leur directeur général.

M. Gardner a été directeur général du Bloc québécois de 2004 à 2011 et a empoché un salaire annuel d'environ 100 000 $. *La Presse* a aussi révélé que M. Duceppe avait payé au moins un autre directeur général de cette manière, Patrick Marais, en poste de 1998 à 2000.

Gilles Duceppe a comparu devant les membres du Bureau de régie interne lundi, afin de s'expliquer dans ce dossier. Tenue derrière des portes closes au Parlement, la rencontre a duré environ une heure.

Au terme de l'exercice, les membres ont annoncé qu'ils élargiraient leur enquête. Le témoignage de l'ancien chef bloquiste soulève « de nombreuses autres questions » qui doivent être étudiées, ont-ils déclaré.

Embauche

C'est dans un document annexé à l'opinion juridique préliminaire de Me François Gendron, remise au bureau de Régie interne il y a deux semaines, que se trouve la date initiale d'embauche de M. Gardner au bureau parlementaire de M. Duceppe.

« Suite à votre embauche au bureau du chef du Bloc québécois, nous vous adressons cette lettre au nom de votre employeur », peut-on lire dans la lettre portant l'entête de la Chambre des communes et datée du 19 janvier 2004. Cette lettre du service de paie décrit les conditions d'embauche de M. Gardner et les avantages sociaux auxquels il avait droit en tant qu'employé de la Chambre des communes.

Dans son avis complémentaire, Me Gendron a joint un communiqué de presse du Bloc québécois, daté du 31 août 2004, annonçant des changements au cabinet du chef et la nomination de M. Gardner au poste de directeur général du parti. On n'y fait pas mention des fonctions de M. Gardner à titre de conseiller spécial au cabinet de Gilles Duceppe à Ottawa au cours des mois précédents.

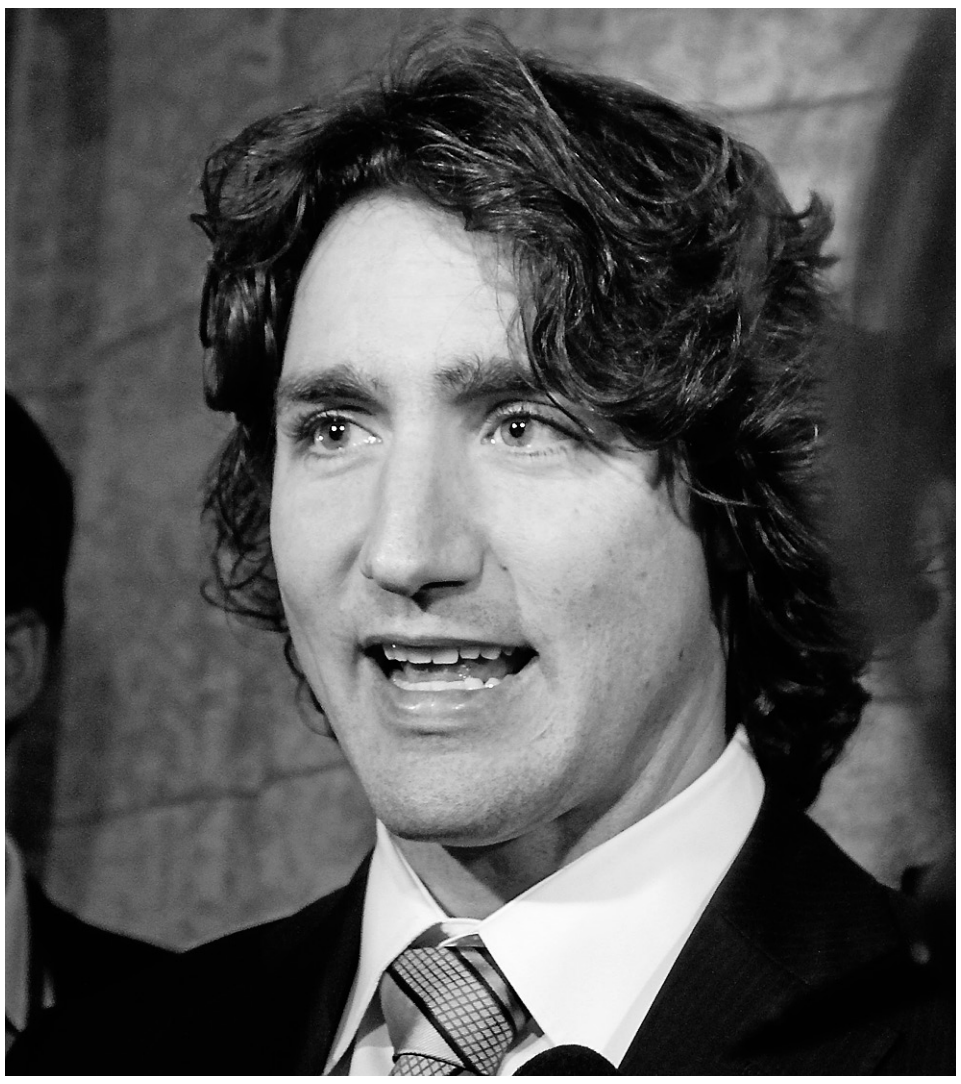


PHOTO FRED CHARTRAND, LA PRESSE CANADIENNE

Le fils de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau a fait une longue déclaration hier en faveur de l'unité canadienne.

Justin Trudeau se bat toujours pour « l'unité du pays »

Il avait attaqué dimanche le Canada de Stephen Harper

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le député libéral Justin Trudeau a été contraint de faire une nouvelle profession de foi fédéraliste, hier dans le foyer de la Chambre des communes, après avoir évoqué qu'il pourrait « songer à vouloir faire du Québec un pays » si le gouvernement Harper continue à redéfinir le pays en adoptant des mesures de droite.

Le fils de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau, qui a combattu le mouvement souverainiste durant toute sa carrière politique à Ottawa, a soutenu qu'il se battra jusqu'à son « dernier souffle » pour l'unité du pays.

M. Trudeau a fait une longue déclaration en anglais et en français en faveur de l'unité canadienne devant les journalistes et n'a pas répondu aux questions.

« On a un Canada qui devient mesquin, qui devient petit d'esprit, qui devient fermé, qui est anti-intellectuel, qui commence à prôner la division et s'ingérer dans les vies privées des gens. »
— Justin Trudeau, député libéral de Papineau

Dimanche, M. Trudeau a lancé un cri du cœur contre les mesures du gouvernement conservateur de Stephen Harper durant une entrevue d'une quinzaine de minutes diffusée dans le cadre de l'émission *Dessine-moi un dimanche*, à la radio de Radio-Canada.

« Je dis toujours que si, à un moment donné, je croyais que le Canada, c'était vraiment le Canada de Stephen Harper et qu'on s'en allait contre l'avortement, contre le mariage gai, qu'on retourne en arrière de 10 000 façons différentes, peut-être que je songerais à vouloir faire du Québec un pays. Oh oui. Absolument », a-t-il notamment soutenu.

Il a aussi affirmé que le Canada, sous les conservateurs de Stephen Harper, glisse trop vers la droite et que le nouveau contexte politique l'« attriste énormément ». Il a ajouté plus tard dans l'entrevue que le Québec peut contribuer à ramener l'équilibre au pays et qu'il croit « profondément au Canada ».

Intervention de Bob Rae

Ses propos ont alimenté les médias sociaux, en particulier le site Twitter, forçant le chef libéral Bob Rae a commenté la sortie de son jeune député.

« M. Trudeau est un grand Canadien. C'est quelqu'un qui croit vraiment dans le Canada. [...] Il ne faut jamais penser que M. Harper, c'est le Canada. M. Harper, ce n'est pas le Canada. M. Harper, c'est M. Harper. Il ne faut jamais confondre la politique d'un moment ou d'une période avec ce qui est grand, ce qui est permanent dans notre vie canadienne », a dit M. Rae.

Prenant la parole après son chef, M. Trudeau a tenté de remettre les pendules à l'heure. « La question n'est pas de savoir pourquoi Justin Trudeau soudainement n'aime plus son pays parce que cette question est ridicule. [...] Tout le monde sait que j'aime le Canada », a lancé d'emblée M. Trudeau.

« La question est de savoir : qu'arrive-t-il à notre pays ? Pourquoi des millions de Québécois ne se reconnaissent-ils pas dans ce gouvernement ? Pourquoi des millions de femmes ne reconnaissent-elles plus leur pays ? Pourquoi des millions de gens décrochent-ils de la politique ? Parce qu'ils n'aiment pas, ils ne voient pas le Canada que nous avons bâti pendant des décennies qui se reflète dans les mesures de ce gouvernement », a-t-il ajouté du même souffle.

M. Trudeau a poursuivi en français : « On a un Canada qui devient mesquin, qui devient petit d'esprit, qui devient fermé, qui est anti-intellectuel, qui commence à prôner la division et s'ingérer dans les vies privées des gens. Excusez-moi, mais je ne reconnais pas ce pays. [...] La réalité, c'est qu'il va falloir se réveiller pour se battre contre M. Harper. »

Cette sortie de M. Trudeau a donné des munitions au Bloc québécois.

Les valeurs du Québec

« Le Canada est en train de se construire de telle façon que ça va complètement à l'encontre des valeurs du Québec et je pense que Justin Trudeau a exprimé ça. [...] Donc, tout ce que Harper est en train de faire évidemment aide le mouvement souverainiste. Vous n'allez peut-être pas nous croire, mais on accepterait d'avoir Justin Trudeau chez nous », a lancé le député bloquiste André Bellavance.

Pour sa part, le député néo-démocrate Alexandre Boulerice a soutenu que « c'est vrai que le Canada de Stephen Harper est très inquiétant ». Mais il a affirmé que les forces progressistes doivent s'unir pour mettre fin au règne des conservateurs aux prochaines élections plutôt que d'évoquer l'idée de faire l'indépendance du Québec comme l'a fait Justin Trudeau.

RÉSIDENTS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

LE DOSSIER DE SANTÉ DU QUÉBEC SE MET PROGRESSIVEMENT EN PLACE.

Ce dossier électronique permet aux professionnels de la santé autorisés de consulter les renseignements essentiels concernant votre santé.

Vous recevrez par la poste, à compter du 20 février, une lettre d'information. Elle vous expliquera ce qu'est le Dossier de santé du Québec.

www.dossierdesante.gouv.qc.ca

Santé et Services sociaux Québec

RENTRÉE PARLEMENTAIRE À QUÉBEC

PHOTOS JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE

Le premier ministre Jean Charest a tenu à serrer la main à la chef de l'opposition Pauline Marois et au caquiste Gérard Deltell avant la période de questions, hier à l'Assemblée nationale.

Dernière joute avant les élections

C'était comme une mise en jeu. Celle de la dernière joute parlementaire avant les prochaines élections, qu'elles aient lieu juste avant ou après l'été. À la reprise des travaux à l'Assemblée nationale, hier, les échanges ont vite pris l'allure d'une répétition générale avant le combat. Pauline Marois s'est finalement décidée à attaquer le Plan Nord, au cœur de la stratégie de Jean Charest pour reconquérir un électorat chroniquement insatisfait. Cascade des fermetures d'usine, records de création d'emplois – péquistes et libéraux ont enclenché leur prévisible guerre de chiffres. « Confusion » plutôt que « Coalition », Jean Charest a abattu une de ses cartes des prochaines semaines. Réduits à un strapontin dans le « salon de la race », privés de reconnaissance et déçus, les députés de la Coalition avenir Québec (CAQ) partent tout de suite en campagne, dans les régions.

Les CPE

Une autre journée de grève frappe aujourd'hui 185 centres de la petite enfance (CPE) syndiqués à la CSN. Et à moins d'un revirement, les éducatrices de 165 autres CPE vont débrayer demain. Hier, Québec a envoyé des signaux contradictoires pour réagir aux moyens de pression. L'attaché de presse de la ministre de la Famille, Yolande James, a d'abord affirmé à l'agence QMI que le gouvernement va « prendre ses responsabilités » et qu'il « n'écarte plus d'options ». Il a ainsi laissé planer la menace d'une loi spéciale pour imposer les conditions de travail des éducatrices. Mais un peu plus tard, M^me^ James a adopté un tout autre ton. « On n'est pas au stade » d'envisager une loi spéciale, a-t-elle assuré. « La meilleure chose pour les parents, c'est d'en arriver à une entente négociée. » Elle estime que des « progrès importants » ont été faits à la table de négociation. Et pourtant, lundi soir, l'association patronale des CPE a quitté la table de négociation et n'était toujours pas de retour en fin d'après-midi hier. « La partie patronale fait des revendications au gouvernement. Ce que je peux vous dire, c'est que la discussion se poursuit », s'est contentée de dire M^me^ James. Selon elle, les négociations sont « complexes » car elles concernent trois acteurs : les éducatrices, les CPE et le gouvernement.

— Tommy Chouinard

L'économie

La récente hausse du taux de chômage donne des munitions à l'opposition, qui attaque le premier ministre Charest sur son terrain de prédilection : l'économie. Le PQ accuse M. Charest de « vivre en 2009 ». M. Charest se félicitait que le Québec se soit mieux tiré de la crise que ses voisins. Mais la situation s'est détériorée, soutient le critique du PQ en matière de finances, Nicolas Marceau. Québec a perdu 51 000 emplois en 2011 et sa croissance économique est arrivée au huitième rang des provinces canadiennes, rappelle-t-il. Le taux de chômage dépasse maintenant 8 %. La CAQ a aussi brossé un portrait tout en noir. Son député Gérard Deltell indique que si le Québec était un pays, sa dette serait la cinquième en importance des membres de l'OCDE. « Jamais un gouvernement n'a autant endetté le Québec », a-t-il accusé. Mais grâce au Fonds des générations, la dette passera en 2025 de 55 % à 45 % du PIB, rétorque le ministre des Finances, Raymond Bachand. « C'est un niveau raisonnable de dette, et l'ensemble des agences de crédit salue notre détermination », assure-t-il.

— Paul Journet

Le Plan Nord

Le gouvernement a passé le début de l'année à promouvoir son Plan Nord en multipliant les rencontres et conférences de presse. Il espère maintenant faire adopter trois projets de loi qui y sont liés : la réforme de la Loi sur les mines (PL14), la création de la Société du Plan Nord (PL27) et le projet de loi à venir sur la protection de 50 % du territoire au nord du 48^e^ parallèle. Le gouvernement Charest accuse le Parti québécois (PQ) de faire de « l'obstruction » et de retarder l'adoption le PL14. Le PQ dénonce ce projet de loi, car il ne prévoit pas de nouvelle hausse des redevances, ne traite pas du gaz de schiste et ne contraint pas les sociétés minières à transformer la ressource en sol québécois. « Le Plan Nord, c'est un plan de marketing », a martelé hier Pauline Marois. La phrase risque d'être répétée sans relâche dans les prochaines semaines. « À l'approche des élections, c'est rendu que les discours du premier ministre sont commandités par les minières », a-t-elle accusé, en faisant référence entre autres à un événement de promotion du Plan Nord, lundi dernier, qu'a commandité ArcelorMittal.

— Paul Journet

La CAQ

Réduits au rôle de figurants à l'Assemblée nationale, les députés de la Coalition avenir Québec (CAQ) comptent sillonner le Québec au cours des prochaines semaines pour faire la promotion du programme du nouveau parti. « Encore une fois, les vieux partis refusent de nous reconnaître. Mais la reconnaissance qui est importante, c'est celle de la population et on le verra lors de la prochaine campagne électorale », a soutenu hier François Legault, quelques minutes après que le président de l'Assemblée nationale, Jacques Chagnon, eut affirmé que les élus de la CAQ allaient être considérés comme des « indépendants ». « Les neuf députés et moi, on sera continuellement sur le terrain, dans les 17 régions du Québec, pour faire connaître nos propositions », a prévenu M. Legault. Les députés de la CAQ auront grosso modo une question par séance à l'Assemblée nationale, mais feraient de la figuration en commission parlementaire. « Ils auraient quelques secondes pour interroger MM. Sabia ou Vandal », a dénoncé hier M. Legault. Devant Gérard Deltell, Jean Charest a tiré ses premiers boulets vers un caquiste. Il a indiqué que M. Legault était favorable à des déficits plus élevés, mais que son parti est contre l'augmentation de la dette publique. « Confusion ou Coalition ? », a lancé M. Charest. Des faussetés, a répliqué François Legault.

— Denis Lessard

RENTRÉE PARLEMENTAIRE À QUÉBEC

« Pourquoi le Parti québécois s'entête-t-il à dire que le Plan Nord va être une cause de divorce [...] Imaginez, les Chinois vont débarquer ! [...] Pourquoi cette opposition, alors que c'est une magnifique occasion de s'enrichir, de travailler pour les prochaines générations à la Baie-James ? – Jean Charest »

« À l'approche des élections, c'est rendu que les discours du premier ministre sont commandités par les minières. – Pauline Marois »

« Ce sont deux vieux partis qui se sont alliés pour refuser de reconnaître la Coalition. Pourtant, pendant un an, M. Charest et Mme Marois ont insisté pour qu'on démarre un nouveau parti. Au moment où on aurait eu la chance d'être sur la même patinoire, ils nous refusent d'embarquer sur la glace ! – François Legault »

PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

François Legault en point de presse à l'Assemblée nationale, hier.

Synchronisez vos placements avec votre retraite.

Fonds Catégorie Étape BMOMD

Choisissez simplement la date cible qui vous convient. Les fonds, qui investissent dans les fonds négociables en bourse, sont gérés de façon à procurer une croissance les premières années, puis à devenir graduellement plus prudents à mesure que la date cible approche. Songez à en ajouter un à votre REER avant la date limite du 29 février.

Appelez au **1-800-665-7700** ou visitez **bmo.com/pourinvestir**.

BMO Fonds d'investissement MD

Ça a du sens. Profitez. MD

Les fonds d'investissement BMO sont offerts par BMO Investissements Inc., un cabinet de services financiers et une entité juridique distincte de la Banque de Montréal. Les fonds d'investissement peuvent comporter des frais de courtage, des commissions de suivi, des frais de gestion et des dépenses. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds d'investissement ne sont ni assurés ni couverts par la Société d'assurance-dépôts du Canada, la Régie de l'assurance-dépôts du Québec ou par un autre assureur gouvernemental. La valeur des fonds d'investissement fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. MDMarque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

Un absent omniprésent

VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

François Legault a dénoncé, comme il se doit, le sort injuste réservé à l'aile parlementaire de son nouveau parti à l'Assemblée nationale, mais disons que comme déchirement de chemise, on a déjà vu plus passionné.

Le chef de la CAQ savait fort bien que les libéraux et les péquistes n'allaient pas faire de grands efforts pour que son caucus de neuf députés jouisse d'un statut officiel. Il s'est d'ailleurs bien vite ajusté, disant qu'il concentrera, avec ses troupes, son action sur le terrain.

Sage décision. Le travail et la présence sur le terrain seront certainement plus payants que trois ou quatre questions par semaine à un gouvernement qui saisit chaque occasion pour rappeler que la CAQ est un assemblage de transfuges dirigé par un ancien péquiste. On a eu un aperçu de ce qui attend les neuf députés indépendants-caquistes, hier à la première période des questions de 2012, lorsque Jean Charest a raillé les positions passées de François Legault. Imaginez un peu le chahut, des deux côtés du Salon bleu, lorsque François Rebello posera une question...

Il est plus urgent pour M. Legault d'organiser son parti, de mettre au point son programme et, surtout, de présenter de nouveaux candidats, et pas seulement des transfuges et des rescapés d'un parti en déroute.

De toute façon, François Legault, même absent à l'Assemblée nationale, y est omniprésent puisque ses adversaires ne parlent que de lui.

Le recrutement, c'est le principal défi de François Legault dorénavant, lui dont l'étoile a un peu pâli ces dernières semaines. Ce parti, qui se présente comme le renouveau, manque singulièrement de nouveaux visages et de relève. La CAQ manque de femmes aussi. Chaque fois que l'on voit M. Legault avec ses neuf députés, c'est frappant : il n'y a qu'une femme dans le groupe, Sylvie Roy, députée de Lotbinière. Une sur dix candidats confirmés pour les prochaines élections (en comptant M. Legault), c'est peu.

François Legault, même absent à l'Assemblée nationale, y est omniprésent puisque ses adversaires ne parlent que de lui.

Beaucoup de travail attend la CAQ, d'autant plus que son chef et ses conseillers ont fait grimper les attentes en parlant de centaines de CV reçus, de la priorité accordée aux jeunes candidats et de noms prestigieux.

À supposer que Jean Charest ne déclenche pas d'élections, comme il l'a dit, avant le 21 avril, cela laisse un peu plus de deux mois à la CAQ pour devenir un véritable parti politique, pour peaufiner son programme, pour choisir ses candidats et amasser un fonds de guerre.

Une rentrée parlementaire le jour de la Saint-Valentin, voilà qui est hautement symbolique pour François Legault. Après un an de lune de miel virtuelle avec les Québécois, il doit maintenant faire la preuve qu'il peut réellement incarner le changement souhaité par un électorat désabusé.

Cette session pourrait bien être, par ailleurs, la dernière de Jean Charest. Et de Pauline Marois.

Les projecteurs sont braqués sur François Legault, mais ses deux principaux adversaires jouent gros eux aussi.

Pauline Marois a survécu à une *annus horribilis* en 2011 et elle peut, pour la première fois depuis la rentrée automnale de 2010, revenir à l'Assemblée nationale en position de force devant son caucus. Cela dit, c'est loin d'être gagné aux prochaines élections et elle sait que c'est sa dernière chance.

Jean Charest, lui, est clairement en mode électoral. Il suffit de le voir multiplier les annonces, sur une foule de sujets, et même le dimanche s'il le faut.

Cette session s'annonce toutefois corsée pour les libéraux, qui sont encore, faut-il le rappeler troisièmes dans les faveurs de l'électorat francophone.

Ce gouvernement qui traîne un taux d'insatisfaction de 75 % devra survivre aux grèves étudiantes et dans les CPE, à la controverse sur l'enseignement de l'anglais intensif en 6e année, aux critiques du Plan Nord et même aux séjours du premier ministre à Sagard (auxquels François Legault a encore fait allusion hier).

Par contre, avez-vous remarqué qu'on ne parle plus de la construction ? Reporter la création d'une commission d'enquête tard en 2011 pour ouvrir une fenêtre électorale au printemps 2012, c'était bien ça, le plan ?

Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

POLITIQUE

FAILLITES D'ENTREPRISES

Les retraités comme créanciers prioritaires, demande Québec

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Les travailleurs doivent être mieux protégés lorsque surviennent des faillites, croit Québec solidaire. Son député Amir Khadir voudrait que les régimes complémentaires de retraite « soient désormais considérés comme des créanciers prioritaires dans les cas de faillites et de restructurations d'entreprises ». Il demande à Ottawa de réformer en conséquence la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC).

Le parti de gauche doit déposer une motion sans préavis hier après-midi au Salon bleu, qui recommence à siéger. Le Parti libéral, le Parti québécois, la Coalition avenir Québec, Option nationale et les ex-péquistes indépendants l'appuieront. Elle sera donc unanime.

La proposition de M. Khadir est motivée entre autres par les cas de deux entreprises qui se sont placées récemment sous la protection de LACC, Papiers White Birch et Silicium Bécancour.

En septembre dernier, le fonds de retraite de la société papetière était déficitaire de 312 millions de dollars.

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Selon Amir Khadir, député de Québec solidaire, d'autres pays interviennent différemment pour aider les travailleurs licenciés. Par exemple, au lieu d'accorder la priorité aux travailleurs au détriment des autres créanciers, les États-Unis se chargent eux-mêmes de les aider.

Pour Silicium Bécancour, le déficit du régime est de 10 millions.

« Les retraités risquent d'y perdre jusqu'à 40 % de leurs prestations », dénonce M. Khadir. Donner la priorité aux travailleurs au détriment des autres créanciers serait légitime, croit le député.

Il rapporte que d'autres pays interviennent différemment pour aider les travailleurs licenciés.

Par exemple, au lieu d'accorder la priorité aux travailleurs au détriment des autres créanciers, les États-Unis se chargent eux-mêmes de les aider. « On leur offre jusqu'à 50 000$ par année », dit-il.

Cette demande n'est pas nouvelle. Le Nouveau Parti démocratique a déjà déposé un projet de loi pour modifier en ce sens la LACC. Le Bloc québécois s'y était opposé.

Il craignait qu'on risque de faire perdre des emplois en opposant les droits des travailleurs à ceux des retraités.

La Fédération des chambres du commerce du Québec s'inquiète elle aussi de cette initiative « simpliste ». Elle craint que cela augmente le risque de prêter aux entreprises. Les banques financeraient donc moins facilement les entreprises en difficulté, préviennent-elles, ce qui créerait des effets pervers.

Des élections rapidement

L'automne dernier, Québec solidaire a pressé le premier ministre Charest de déclencher des élections. M. Khadir n'a pas changé d'idée. Il souhaite des élections le plus rapidement possible. M. Charest a déjà affirmé qu'il n'en déclencherait pas d'ici au 21 avril.

Le gouvernement Charest a perdu la confiance de la population, croit M. Khadir. Il rappelle que, selon un sondage Léger Marketing publié le 15 janvier, 54 % des Québécois estiment que M. Charest n'est pas intègre.

M. Khadir ne préférerait pas que les élections se déroulent après le début des travaux publics de la commission Charbonneau. Selon lui, la commission permettra de déterminer précisément qui aurait « permis les trafics d'influence » dans l'attribution de places en garderie, la nomination de juges ou les permis de port d'arme. Mais la population sait déjà, croit-il, que le Parti libéral est le parti qui aurait permis ces dérapages.

COMMISSION CHARBONNEAU

Les ingénieurs craignent une intrusion forcée

DENIS LESSARD

L'Association des ingénieurs du gouvernement du Québec montre du doigt la commission Charbonneau chargée d'enquêter sur l'attribution des contrats de construction par Québec et les municipalités. La Commission a menacé d'obtenir de force une base de données préparée par le syndicat établissant les liens entre les firmes d'ingénieurs et la contribution aux partis politiques.

« C'est du drôle de monde... », a lancé Michel Gagnon, président de l'Association, après avoir reçu appel de Me Claude Chartrand, un des procureurs de la Commission. L'avocat voulait avoir accès à cette base de données, et le syndicat lui a fait valoir qu'il avait engagé des coûts pour créer cette liste.

« J'ai l'impression qu'ils sont nerveux, qu'ils n'ont pas grand-chose à se mettre sous la dent et qu'ils se rendent compte que cela ne va nulle part. J'ose croire que la commissaire [la juge Charbonneau] n'est pas au courant de cette attitude aussi méprisante », a dit M. Gagnon.

« Me Chartrand m'a dit : "Pas question de payer pour des droits d'auteur. Si vous ne nous la donnez pas, on va aller la chercher par subpoena", a résumé M. Gagnon. Ils nous disent : au diable le travail réalisé, on en a besoin, on le veut et on l'aura... »

LOI SUR LES MINES

La proposition Bernard gagne des appuis

HUGO FONTAINE

Alors qu'elle se heurte à une fin de non-recevoir du ministre des Mines et du premier ministre Jean Charest, la proposition du député libéral Daniel Bernard concernant la réforme minière gagne des appuis. Hier, la chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda (CCIRN) a soutenu l'idée de circonscrire aux régions du Sud le nouveau pouvoir municipal sur l'activité minière.

M. Bernard propose que l'article 91 du projet de loi 14, qui permet aux municipalités et MRC d'interdire l'activité minière sur certaines parties de leur territoire, ne s'applique pas au nord du 47e parallèle, donc dans des régions comme l'Abitibi, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.

Le ministre responsable des Mines, Serge Simard, n'entend pas donner suite à la proposition de son collègue abitibien, refusant de donner au Québec « une loi à deux vitesses ». Mais selon Jean-Claude Loranger, président de la CCIRN, « cette loi aura autant de vitesses qu'il y a de MRC au Québec ».

La CCIRN craint qu'on compromette une activité économique essentielle pour l'Abitibi. Dans un entretien téléphonique, M. Loranger a aussi déploré que « si une MRC décide de bloquer un projet, c'est l'ensemble de la région qui est pénalisé ».

« Il est évident que l'article 91 vise à rassurer les populations du Sud qui sont en majorité contre l'exploration de leur sous-sol à la recherche de gaz de schiste », soutient la Chambre dans un communiqué.

L'organisme rappelle que les élus de l'Abitibi ont mis en place des structures de concertation régionale qui fonctionnent et il invite le gouvernement à s'en inspirer.

À considérer, dit l'Association minière

Daniel Bernard, cité par le journal *Abitibi Express*, a quant à lui précisé que sa proposition vise à « éviter les abus et les situations où les entreprises seraient prises en otages », du fait du droit de veto des municipalités.

L'Association minière du Québec est contre l'article 91, mais son président-directeur général, Dan Tolgyesi, soutient que la proposition de Daniel Bernard mérite considération.

Le maire de Val-d'Or, Fernand Trahan, se range quant à lui du côté du ministre Serge Simard. « La proposition de Daniel Bernard pourrait régler certains problèmes, mais je partage l'avis du ministre qu'une réglementation à deux vitesses, c'est assez douloureux. Ce qui importe pour le moment, c'est que le gouvernement accouche et qu'il adopte le projet de loi. L'attente qu'on vit est très préjudiciable pour l'industrie, pour l'exploration. »

La CSN-Construction veut bannir l'amiante

CHARLES CÔTÉ

À cause des risques d'accident et du manque d'information, il n'est pas possible d'utiliser l'amiante de façon sûre et il vaut mieux le bannir, affirme la CSN-Construction.

Le syndicat qui représente 18 000 travailleurs intervient dans le débat au moment où l'industrie de l'amiante subit les assauts de nombreuses critiques et au lendemain d'un verdict criminel historique en Italie.

« Toutes les études qui ne sont pas financées par des intérêts économiques montrent qu'il n'y a pas de moyen d'utiliser l'amiante de façon sûre, dit Aldo Paolinelli, président de la CSN-Construction. Et j'ai un problème avec le fait qu'on l'exporte dans des pays où on voit qu'on manipule l'amiante comme on le faisait ici il y a 70 ans.

« Pour nous, ce n'est pas une question économique, c'est une question de santé qui concerne une grande partie des travailleurs de la construction. Nous sommes souvent en contact avec l'amiante et, dans la plupart des cas, nous ne le savons pas.

« Notre position, c'est qu'il faut interdire la substance. La seule manière d'enrayer le problème, c'est d'éliminer le danger à la source. »

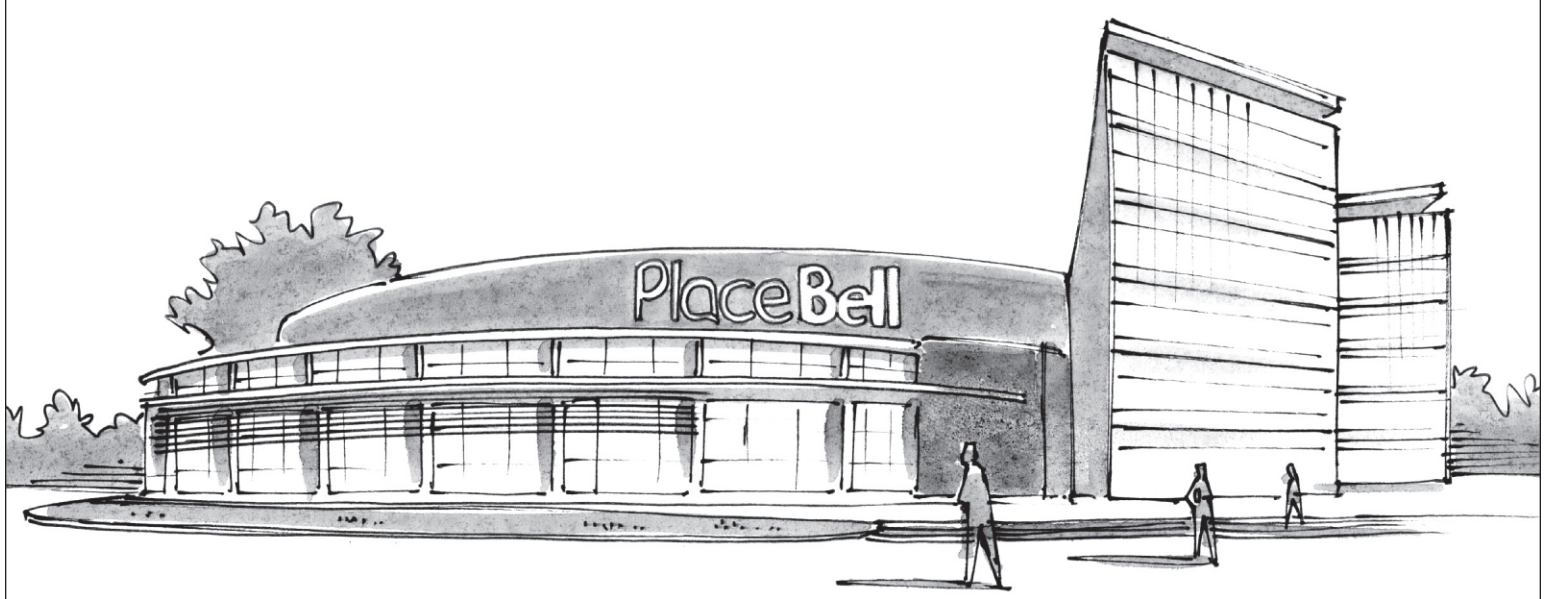
La condamnation à 16 ans de prison de deux industriels de l'amiante en Italie a aussi eu des échos à Ottawa.

À la Chambre des communes, hier, le député néo-démocrate de Winnipeg, Pat Martin, a mené une nouvelle charge contre ceux qu'il appelle les « charlatans et fraudeurs de l'Institut de l'amiante qui ont délibérément conspiré pour cacher au reste du monde les effets de l'exposition à l'amiante ». Il a affirmé « prier qu'un jour leurs tromperies donnent lieu à des accusations criminelles d'homicide ».

C'est ici que l'avenir se dessine.

Place Bell

Nous sommes fiers de contribuer au développement de la culture et du sport au Québec en nous associant à la toute nouvelle Place Bell de Laval. Avec des installations sportives modernes et une salle de spectacles à la fine pointe de la technologie, l'avenir commence maintenant.



LA CITÉ DE LA CULTURE ET DU SPORT DE LAVAL
evenko
LAVAL

la vie est Bell

POLITIQUE

PROJET DE LOI SUR LES CYBERPRÉDATEURS

L'opposition craint *Big Brother*

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — La police et les services de renseignement pourront recueillir des renseignements sur les internautes sans obtenir le mandat d'un tribunal en vertu d'un projet de loi déposé hier par le gouvernement Harper. Une décision qui équivaut à créer un *Big Brother* à l'échelle nationale, selon les partis de l'opposition et des groupes de défense de la vie privée.

La « Loi sur la protection des enfants contre les cyberprédateurs » vise à moderniser les règlements qui encadrent les enquêtes policières. Elle vise à les adapter aux nouvelles réalités du monde criminel, qui est de plus en plus actif sur le web.

Si le projet de loi est adopté, les fournisseurs de services internet comme Bell et Vidéotron devront se doter de systèmes d'interception qui leur permettront de transmettre certaines communications aux policiers. Les enquêteurs devront toutefois obtenir un mandat des tribunaux, comme ils le font lorsqu'ils interceptent des conversations téléphoniques.

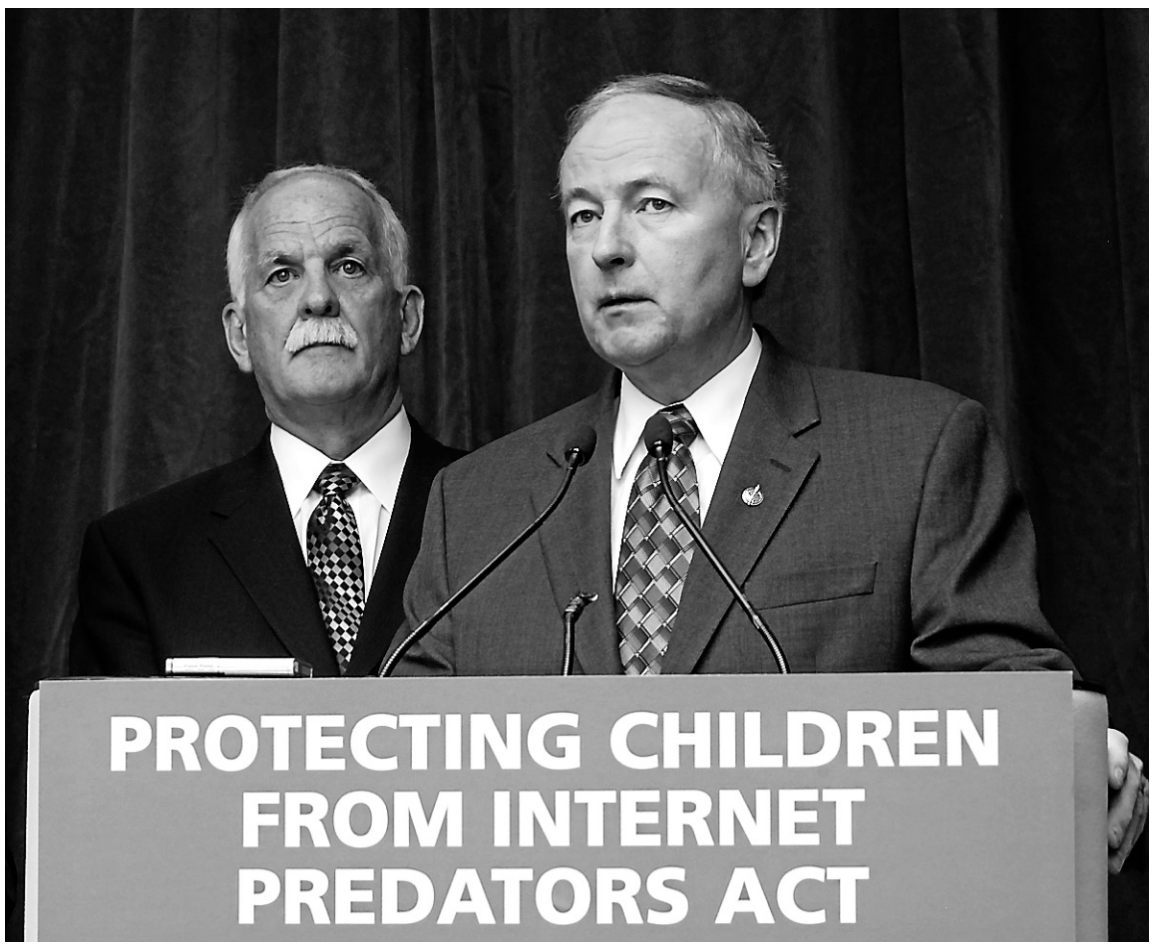


PHOTO FRED CHARTRAND, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, et son confrère de la Justice, Rob Nicholson, à droite, ont annoncé hier le dépôt par le gouvernement conservateur d'un projet de loi sur la protection des enfants contre les cyberprédateurs.

Vives inquiétudes

Le projet prévoit une autre mesure, qui soulève de vives inquiétudes chez les défenseurs du droit à la vie privée. Les policiers et les services de renseignement pourront accéder à une série de données sur les abonnés à l'internet soupçonnés de crimes, notamment leur nom, leur adresse et leur numéro de protocole internet, communément appelé « IP ». Et ils n'auront pas besoin du mandat d'un juge pour le faire.

C'est ce qui préoccupe les partis de l'opposition, déjà échaudés par les propos tenus la veille par le ministre de la Sécurité publique, Vic Toews. Celui-ci a déclaré que ceux qui s'opposent à la nouvelle loi prennent le parti des pédophiles.

« Les conservateurs pensent que c'est correct d'espionner les Canadiens ordinaires, de traiter des citoyens qui obéissent à la loi comme des criminels, et que c'est correct pour la police de pister les téléphones cellulaires ou de suivre les gens sur l'internet autant qu'elle le veut », a dénoncé le député néo-démocrate Charlie Angus.

Le ministre Toews assure que sa réforme ne menace pas les libertés civiles.

Protection de la vie privée

« Il n'y a rien dans ce projet de loi qui permettrait à la police de mettre son nez dans les conversations privées des individus, ou même de suivre les activités des personnes sur le web, a-t-il affirmé. Tout cela doit être fait en vertu d'un mandat autorisé par un juge. »

Le gouvernement Harper avait déjà tenté de faire passer des lois semblables lorsqu'il était minoritaire. Le Commissariat à la protection de la vie privée, qui avait vivement dénoncé les tentatives précédentes, reconnaît qu'il y a certaines améliorations dans le projet déposé hier.

« Là où nous avons encore des préoccupations, c'est qu'il existe toujours un droit d'accès à l'information personnelle sans mandat, dit cependant Chantal Bernier, commissaire adjointe. Non seulement sans mandat, mais sans raison de soupçonner de l'activité criminelle, sans nécessairement être dans le contexte d'une enquête. Donc des pouvoirs larges qui, semble-t-il, pourraient toucher des citoyens tout à fait conformes à la loi. »

« Refuges technologiques »

L'Association canadienne des chefs de police (ACCP) soutient qu'il est grand temps que la loi soit modernisée. Selon elle, des trous dans la loi ont créé des « refuges technologiques », où certains criminels peuvent échapper aux enquêteurs.

« On travaille encore avec des lois qui ont été écrites à l'époque du téléphone à cadran », illustre Francis Brabant, conseiller juridique à la Sûreté du Québec et porte-parole de l'ACCP.

Les policiers ont déjà accès à certaines données sur les internautes sans mandat, souligne-t-il, mais cet accès est soumis au bon vouloir des distributeurs de service internet. Règle générale, ceux-ci ne communiquent ces informations aux enquêteurs que dans des cas où l'un de leurs abonnés diffuse de la pornographie juvénile, ou dans des cas d'urgence comme un enlèvement.

« En réalité, ces fournisseurs, même ceux qui partagent des informations, pourraient cesser de le faire pour des raisons économiques, dit M. Brabant. Cela veut dire que l'application de la loi est dictée par les impératifs économiques des télécommunicateurs. »

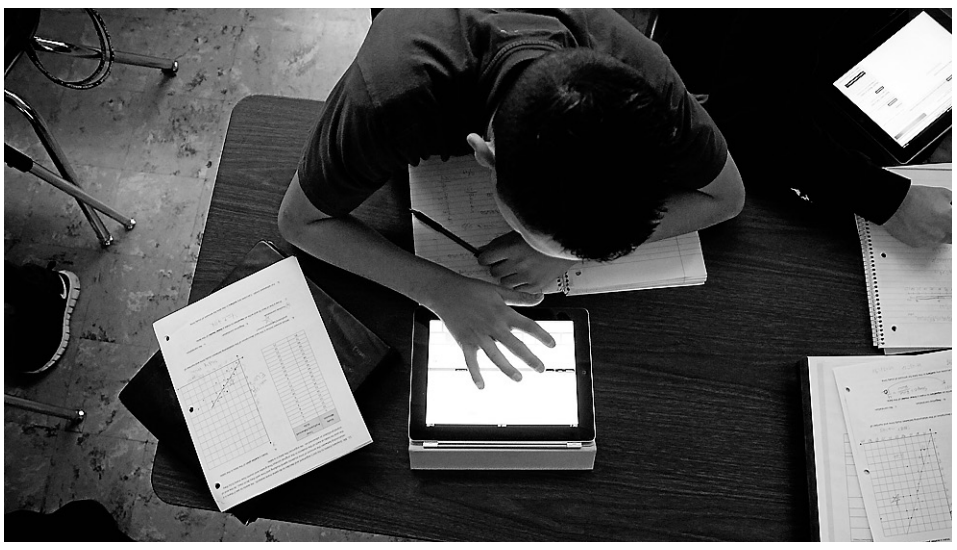


PHOTO ANDY CROSS, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

À l'instar de ce jeune d'une école du Colorado, les élèves du collège Jean-Eudes devront utiliser un iPad à compter de septembre.

Des iPad obligatoires au collège Jean-Eudes

MARIE-EVE MORASSE

Dès la rentrée prochaine, les élèves de 1re, 2e et 3e secondaire du collège Jean-Eudes, à Montréal, devront transporter un nouvel objet dans leur sac à dos: un iPad.

Cette mesure destinée à doter les élèves d'un « cartable numérique » sera élargie à tous les élèves du secondaire à compter de 2013.

Cette décision intervient après une période de réflexion amorcée par le collège en septembre 2010 au cours de laquelle plusieurs solutions technologiques ont été envisagées.

C'est l'iPad d'Apple qui a finalement été choisi pour les 1700 élèves de l'établissement privé en raison de ses capacités « à des années-lumière de ce que les autres tablettes pouvaient faire ». Le collège a reçu l'assurance des éditeurs de livres scolaires que les manuels seraient adaptés à la tablette.

« On a plusieurs manuels numériques qu'on pourra faire acheter à nos élèves. Il y a également plusieurs grammaires et dictionnaires offerts en applications, à des coûts plus raisonnables pour les parents », dit Nancy Desbiens, directrice générale de l'établissement.

Le collège Jean-Eudes estime que les parents réaliseront des économies, notamment sur le coût des manuels et sur les frais de photocopies.

Mais le papier ne disparaîtra pas pour autant. « On va encore écrire avec des cahiers Canada et on fera des examens sur papier. On ne met pas tout à la poubelle, il y aura une transition », poursuit Nancy Desbiens.

La tablette d'Apple d'une capacité de 32 Go de stockage sera offerte en location pour trois ans. Les parents qui le désirent pourront l'acheter.

Quant aux distractions que constituent les Facebook et YouTube, le collège modifiera son code de conduite étudiant en conséquence et disposera de moyens techniques – dont la suspension du signal Wi-Fi permettant d'accéder à l'internet – pour gérer l'utilisation de l'iPad.

Le code d'éthique

« Avec un code d'éthique, on peut restreindre beaucoup de gestes des élèves. Les enseignants devront faire une gestion de classe différente, mais ça s'apparente à un élève qui dessine ou qui n'écoute pas en classe », explique Nancy Desbiens.

Des initiatives plus modestes ont cours dans plusieurs autres écoles secondaires du Québec. La commission scolaire de Kamouraska–Rivière-du-Loup a récemment fait l'acquisition de 190 tablettes d'Apple pour les intégrer dans ses écoles.

À Montréal, le collège Saint-Jean-Vianney a également fait part de son intention d'équiper tous les élèves de 1re secondaire d'un iPad à la prochaine rentrée. D'ici cinq ans, le projet sera étendu à toutes les années du secondaire.

Plusieurs établissements scolaires ont également des classes où chaque élève dispose d'un ordinateur portable.

10e ANNIVERSAIRE
Salon du vélo de Montréal
17 AU 19 FÉVRIER 2012 — Place Bonaventure
salonduvelo.com

PLUS DE 200 EXPOSANTS
PRODUITS EN VENTE SUR PLACE À DES PRIX INCROYABLES

LES NOUVEAUTÉS 2012 DU SALON

ZONE VÉLO
> Les vélos 2012 dont Basso, BMC, Cannondale, Cervélo, Cyfac, Devinci, Deddaciai , Eddy Merckx , Felt, Garneau, Giant, Guru, Kona, Lapierre, Marin, Marinoni, MEC, Opus, Orbea, Ridley, Scott, Seven Cycle, Time, Trek et plusieurs autres.
> Les collections de vêtements 2012 dont Garneau, KSL, Modrobes, Nalini, Pearl Izumi et Sugoi

ZONE CYCLOTOURISME
> Venez planifier votre prochaine saison d'escapades à vélo
> La plus importante section du genre présentée au Canada
> Des centaines de voyages à vélo sur les 5 continents
> Des milliers de km de circuits au Québec, en Ontario et aux États-Unis
> Des forfaits à vélo pour tous les goûts et tous les budgets

ZONE SANTÉ ET NUTRITION
> Une section dédiée pour améliorer performance et endurance
> Alimentation, suppléments et produits énergétiques, coaching nutritionnel et conseils d'experts

ZONE ÉVÉNEMENTS
> Les plus importants événements à vélo au Québec
> Inscrivez-vous aux différents Tours et Défis caritatifs à vélo
> Revivez des étapes du 1er Tour de France de 1903 au 1er Défi Tour de France SP.
> Les Grands Prix cyclistes de Québec et Montréal

ZONE SÉCURITÉ & PRÉVENTION
> Conseils, prévention et sécurité sur la route, premiers soins et formation en sécurité

Yvan Martineau, porte-parole du Salon vous invite à venir parler « vélo » avec lui !

Prix d'entrée (taxes incluses)

Adulte :	11.00$
Étudiant :	8.00$
65 ans et plus :	8.00$
6 à 12 ans : (Gratuit le dimanche)	5.00$
Moins de 6 ans :	Gratuit
Forfait familial :	25.00$

Dimanche : Journée de la famille ! GRATUIT pour les enfants de 12 ans et moins accompagnés d'un parent.

Vendredi :	12 h à 21h
Samedi :	10 h à 18 h
Dimanche :	10 h à 17 h

CONCOURS
PARTEZ À VÉLO !
AUX ÎLES DE LA MADELEINE

LE SALON DU VÉLO DE MONTRÉAL ET CROISIÈRES CTMA VOUS OFFRENT LA CHANCE DE GAGNER : UN FORFAIT CROISIÈRE ET VÉLO* D'UNE SEMAINE DE MONTRÉAL AUX ÎLES DE LA MADELEINE POUR 2 PERSONNES D'UNE VALEUR TOTALE DE 2 508$

Le coupon doit être dûment rempli et déposé dans la boîte de tirage à l'entrée du Salon ou bien au stand des Croisières CTMA (# 151) avant 15 heures le 19 février 2012.

* Les fac-similés ne sont pas acceptés. Le concours s'adresse aux résidants du Québec âgés de 18 ans et plus. Les règlements du concours sont disponibles au Salon du vélo de Montréal

Prénom : _____ Nom : _____ Âge : _____
Adresse : _____ Ville _____
Code postal : _____ Tél. (M.) :(____)_____ Tél. (T.) : (____)_____
Courriel : _____
Question d'habilité : (26 X 4) + 21 = _____ ❑ Je suis intéressé(e) à recevoir de l'information du Salon du vélo de Montréal

CROISIÈRES CTMA — À votre rencontre depuis 10 ans
FQSC
LA PRESSE

PARTI VERT DU QUÉBEC

Pas d'alliance en vue et peu d'argent dans les coffres

PAUL JOURNET

QUÉBEC — **Même s'il ne récolte que 5 % des intentions de vote, le Parti vert du Québec (PVQ) refuse de conclure des alliances avec Québec solidaire ou tout autre parti.**

« J'ai toujours été contre ça », a lancé son chef Claude Sabourin, hier matin. Selon lui, dans notre système parlementaire, les petits partis « ont tout à perdre ».

Il semble toutefois que le PVQ n'a pas beaucoup d'argent ou de membres à perdre. Qu'y a-t-il dans les coffres du parti ? « Entre rien et pas grand-chose », a répondu M. Sabourin. Et le nombre de membres ? « Ç'a déjà été meilleur, ce n'est pas terrible », concède-t-il. Le PVQ compte « environ 1000 membres ». À titre de comparaison, l'ADQ en comptait un peu plus de 2521 avant sa mort. Le Parti québécois (PQ) et le Parti libéral du Québec (PLQ) disent en avoir 90 000 et 60 000, mais ces chiffres sont contestés.

Les alliances ont déjà mené à la mort du PVQ. En 1993, son chef Jean Ouimet s'est rallié au PQ et est devenu conseiller en environnement du chef Jacques Parizeau. Il n'a pas été élu aux élections suivantes.

Le PVQ s'est de nouveau formé à l'automne 2001. Un des chefs suivants, Scott McKay, a imité M. Ouimet en se ralliant au PQ.

M. Sabourin est devenu le nouveau chef en 2010. Il déplore que les précédentes administrations du PVQ aient fermé plus de 40 associations de circonscription. « C'était une très mauvaise décision », dit-il.

Candidat à l'élection partielle dans Argenteuil

M. Sabourin devrait se présenter à la prochaine élection partielle dans Argenteuil, là où il a grandi et où il travaille. Cette circonscription est vacante depuis la démission du député libéral David Whissell, en décembre dernier. L'élection doit être déclenchée avant la fin du mois de juin.

Si des élections générales sont déclenchées avant, M. Sabourin pourrait se présenter dans Notre-Dame-de-Grâce. C'est là que le PVQ a obtenu son meilleur résultat en 2008 – la deuxième position, avec 14,38 % des votes, plus de 9000 votes derrière la ministre libérale Kathleen Weil.

Tout le monde aime économiser !

LIQUIDATION se poursuit
sur les vêtements d'hiver† et TOUTES les bottes d'hiver
†Les produits Canada Goose sont exclus de cette promotion.

30 % à 50 % de rabais
sur notre prix original*

LIQUIDATION se poursuit
TOUT l'équipement de planche à neige (planches, bottes et fixations)

Minimum 30 % de rabais
sur notre prix original*

LIQUIDATION se poursuit
TOUS les équipements de ski de fond et de ski alpin
TOUS les accessoires d'équipement d'hiver
TOUS les accessoires de vêtement d'hiver
TOUTES les raquettes à neige
VASTE sélection d'équipement de hockey incluant les patins et bâtons

20 % à 40 % de rabais
sur notre prix original*

sports experts®

Meilleure forme. Meilleure vie.

*Certains magasins franchisés Sports Experts® peuvent avoir offert des produits à un prix moindre que notre prix original. La sélection de produits et les prix peuvent varier d'un magasin à l'autre.

Cette promotion de 14 jours débute le mercredi 15 février 2012. Les rabais de cette annonce sont en vigueur du mercredi 15 février au mardi 28 février 2012. Les prix sur certains produits peuvent se prolonger après cette promotion. Si nous découvrons des erreurs ou omissions dans la publicité, Sports Experts® fera les corrections et en avisera les consommateurs le plus rapidement possible. Les quantités peuvent être limitées. La sélection (styles, couleurs, grandeurs et modèles) peut varier par magasin. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités achetées.

®Marque déposée de FGL Sports ltée.

sportsexperts.ca

SE-15FE12-100571-7300

LA CHINE DANS VOTRE ASSIETTE

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Les Québécois mangent un nombre grandissant d'aliments importés de Chine, qui coûtent pas mal moins cher que les produits cultivés au Québec.

L'alimentation à deux vitesses

MARIE-CLAUDE LORTIE
CHRONIQUE

Le Québec a acheté pour 13,9 millions de dollars de jus de pomme chinois en 2010.

Oui, le Québec, province dont le Sud se couvre de pommes le mois de septembre venu.

Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Marie Allard, collègue qui a signé en ces pages samedi un excellent dossier sur les importations alimentaires chinoises au Québec.

Qu'on fasse venir ici des crevettes de pisciculture de Chine, ça ne m'étonne plus. Marie nous l'a répété samedi, mais il y a longtemps – en fait, depuis que j'ai lu *Notre mer nourricière* de Taras Grescoe – que je n'achète plus au supermarché, à la poissonnerie ni même au restaurant ces crustacés venus d'Asie, à bas prix, élevés dans des conditions hautement douteuses. Quand je vois un gros sac de crevettes « tigre » dans les étalages, où l'on peut lire « produit d'Asie », sans autre précision, je passe mon tour. Donnez-moi des crevettes nordiques sauvages et me voilà heureuse.

Pour la très grande présence de l'ail chinois sur le marché, la première fois que je l'ai remarquée, c'est au marché Jean-Talon. Au milieu d'une allée, là où sont installés non pas des agriculteurs, mais des revendeurs s'approvisionnant aux mêmes grossistes que les supermarchés, il y avait des sacs de cinq bulbes vendus 1$. Quand on a l'impression d'être chez Dollarama en plein marché public, une sonnette d'alarme se fait entendre. J'ai bien regardé le paquet. Origine: Chine, disait-on. Je n'en ai pas acheté. Et depuis, je cherche l'ail bio québécois, qui coûte pas mal plus cher, mais qui me rassure infiniment plus.

Ce que je ne savais pas, en revanche, et qui m'a fait hurler samedi matin en lisant mon journal, c'est la quantité de jus de pomme qu'on importe de là-bas. Même Lassonde, qui chapeaute Oasis et Rougemont, des marques que je fréquente à l'occasion, se procure parfois du concentré en Chine.

D'autres importent aussi des fraises, qui s'en vont dans la transformation.

Personne ne s'en vante... Car la réglementation sur l'étiquetage permet aisément à nos alimenteurs de ne pas en glisser mot.

Pourtant, s'il y a une chose qu'on veut savoir, c'est bien ça: d'où vient notre nourriture. La Chine collectionne les scandales alimentaires. Préparation pour nourrisson à la mélanine, lait contaminé à l'aflatoxine, antigel dans le vinaigre, huiles de cuisson usées recyclées frauduleusement... Vous avez envie d'avoir ce doute dans votre assiette, vous?

■■■

Pas moi. C'est pour cela que, dimanche, je suis retournée dans l'enthousiasme acheter un poulet bio à 26$ chez mon producteur préféré, celui où je peux voir les poulets se balader à l'air frais tout l'été. Cher? Pas tant que ça finalement.

D'abord, parce que j'en fais au moins trois repas. Comme ma grand-mère Rhéa, j'étire, je fais de la soupe, du riz sauté, des sandwichs, de la salade.

Et puis parce qu'il n'y a pas de prix environnemental, pas de coût social, pas de dépense en santé liés à la production et à la consommation d'aliments locaux, bios, frais.

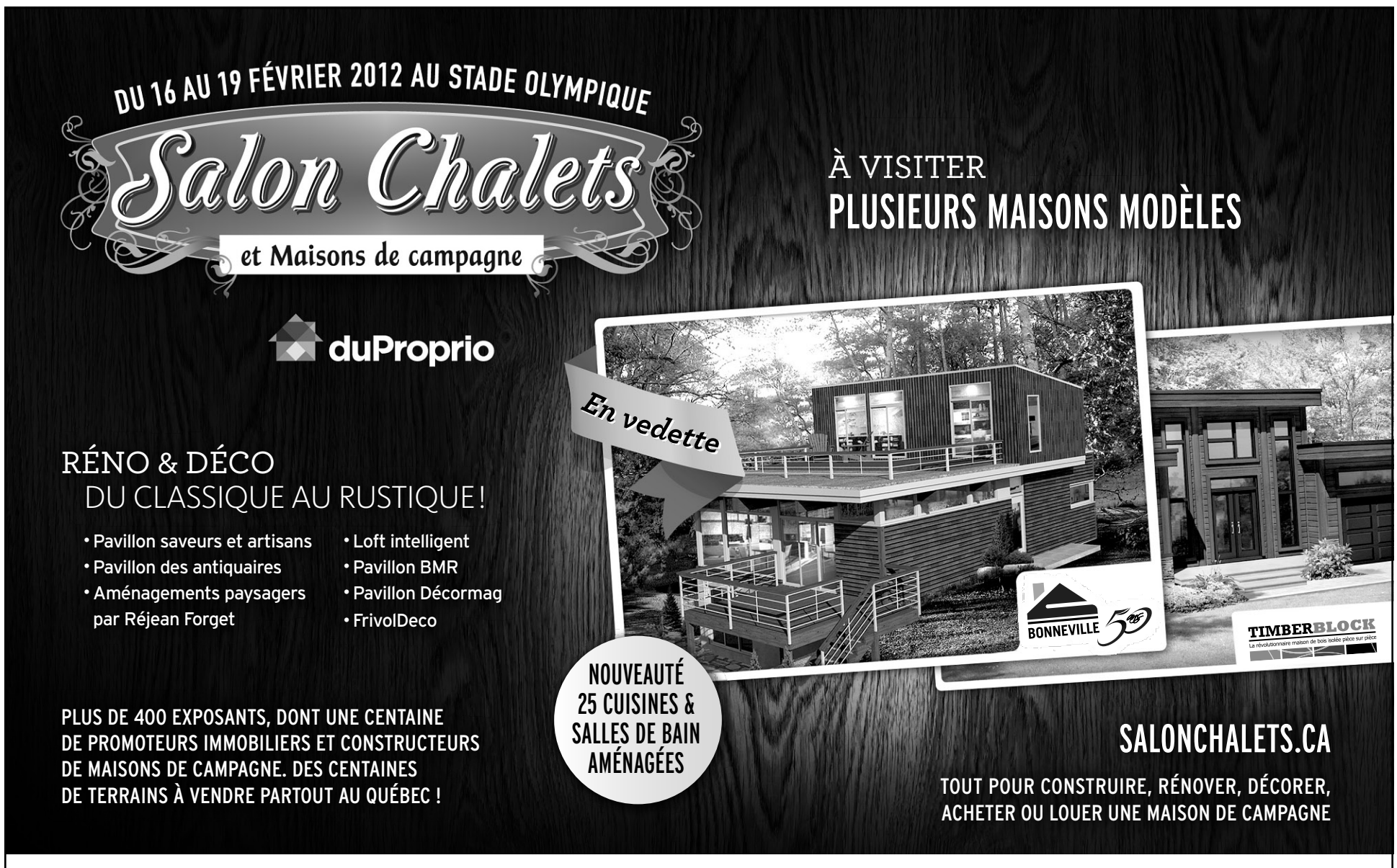
Lorsqu'on achète des aliments vraiment pas chers, comme ces produits chinois que l'on importe essentiellement parce qu'ils sont très abordables, il y a tout un prix à payer qu'on refuse de voir. Le prix de la pollution que les fermes industrielles et le transport jusqu'ici génèrent. Le prix social et médical engendré par l'embauche de travailleurs sous-payés travaillant souvent dans des conditions difficiles. Et c'est sans parler des questions fondamentales posées ici par la non-autonomie alimentaire ainsi encouragée, par la décroissance des secteurs locaux minés par cette concurrence. Et ces interrogations que j'énonce ne sont que la pointe de l'iceberg...

Un aliment n'a pas à être cher pour être bon. Cette logique ouvre elle aussi la porte à toutes sortes d'abus. Mais un prix très peu élevé doit nous amener à nous poser des questions. Qui a été sous-payé pour que cette carotte coûte si peu cher? Quelle méthode a-t-on utilisée pour que le coût de production soit si concurrentiel? Quelle sorte d'engrais a-t-on répandue? En Chine, nous a aussi appris Marie dans son dossier, des pastèques engraissées aux produits chimiques se sont mises à exploser. Sans parler des cochons dont on diminue le taux de graisse à coup de clenbutérol, l'anabolisant trouvé dans le sang d'Alberto Contador.

■■■

Il faut donc être logique. Quand on s'inquiète du contenu de nos assiettes, quand on veut savoir s'il y a des ingrédients venus de Chine dans notre soupe, c'est parce qu'on a des doutes au sujet des méthodes utilisées non seulement pour élever ou faire pousser ces aliments, mais surtout pour le faire à très peu de coûts. Nos inquiétudes doivent donc être accompagnées d'une volonté de revoir notre quête du bon marché à tout prix. Il faut voir comment on alloue notre budget alimentaire, à la maison, et voir si on ne peut pas acheter autrement. Nos craintes doivent aussi nous amener à réclamer la mise à l'avant du dossier alimentaire sur la scène politique. Il faut qu'à Québec comme à Ottawa et même à Montréal, on s'interroge collectivement sur notre approvisionnement en nourriture. Car nous devons trouver des façons de nous assurer que même les gens dont les budgets sont très limités puissent avoir accès à des aliments produits et acheminés à leur table dans de bonnes conditions.

On a souvent parlé de la médecine à deux vitesses. Si on continue comme on va là, on va se retrouver avec une alimentation à deux vitesses. Celles de ceux qui peuvent se permettre des produits frais et locaux dont la salubrité est vérifiable et tous les autres, qui devront se contenter de « *made in China* » et du reste.



LA CHINE DANS VOTRE ASSIETTE

PHOTO WANG JUNHUI, COLLABORATION SPÉCIALE

Les experts s'interrogent sur la salubrité des aliments importés de Chine.

Les inspecteurs fédéraux sonnent l'alarme

2 % des aliments importés sont inspectés

MARIE ALLARD

Les aliments importés de Chine sont-ils aussi sûrs que les aliments canadiens ? Le Syndicat de l'agriculture, qui représente les 7000 employés de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), estime que non. Il craint que la situation empire si les craintes de coupes budgétaires de 10 % se concrétisent dans le prochain budget fédéral.

« C'est sûr qu'il manque d'inspection : on inspecte à peine 2 % des produits importés au Canada, a dit hier Raphaël Tarasco, troisième vice-président directeur du Syndicat de l'agriculture. Pourtant, on sait que les normes de la Chine sont différentes de celles du Canada. »

Souvent, le consommateur ignore qu'il achète un produit chinois, puisque ce n'est pas écrit sur l'étiquette. Cela doit changer, selon l'Union des producteurs agricoles (UPA).

Des inspecteurs canadiens visitent les usines américaines et européennes qui exportent chez nous, « ce qu'on ne fait pas en Chine », a indiqué M. Tarasco. « Donc, est-ce qu'on peut s'assurer que les produits qu'on importe au Canada sont conformes ? Je ne peux pas l'assurer. Et comme on va probablement faire face à des coupes de 10 %, il n'y aura pas d'amélioration. »

Samedi, *La Presse* a publié un dossier sur les importations agroalimentaires de Chine, qui ont quadruplé au Québec depuis 10 ans. On y voyait des baies de goji biologiques, importées par l'entreprise québécoise Prana. « Ayant habité cinq ans en Asie, je suis la première à douter des produits chinois, réagit Marie-Josée Richer, propriétaire de Prana. Nous testons nos produits ici, au Canada, pour nous assurer de la véracité des papiers du fournisseur et de l'intégrité, la salubrité et la qualité des baies de goji. »

Les gens « sont prêts à crier sur les toits que les produits de Chine sont de mauvaise qualité », mais refusent de payer pour cette qualité, regrette M^me^ Richer. La preuve : Prana offre des graines de citrouille importées de Chine et d'Autriche. La différence ? Celles de l'Autriche « sont légèrement plus chères, mais combien plus savoureuses », explique la propriétaire. Mais ce sont celles de Chine qui sont achetées « en majorité ».

Déclaration obligatoire réclamée

Dans d'autres cas, le consommateur ne sait pas qu'il achète un produit chinois, puisque ce n'est pas écrit sur l'étiquette. Cela doit changer, selon l'Union des producteurs agricoles (UPA). « Il faut que la provenance soit indiquée sur tous les aliments, ou pour les deux ou trois principaux ingrédients d'un aliment, suggère Marcel Groleau, président de l'UPA. Tous les consommateurs veulent savoir d'où proviennent les aliments qui leur sont offerts, et c'est légitime. »

M. Groleau s'est rendu deux fois en Chine. « Sans vouloir généraliser, ce que j'ai vu là-bas ne m'a pas rassuré au point de vue de l'alimentation », souligne-t-il. La solution ? « On aurait besoin d'un gouvernement mondial pour gérer les questions environnementales et alimentaires, a avancé le président de l'UPA. Les Chinois ont un avantage sur les Canadiens, parce que les mesures sociales et environnementales ne sont pas les nôtres. »

Le Québec a importé des aliments de Chine d'une valeur de 169 millions en 2010. « C'est une bagatelle », souligne Michel Morisset, professeur au département d'économie agroalimentaire à l'Université Laval. L'expert veut rassurer les Québécois sur la présence grandissante des produits chinois dans leur assiette. « La valeur produite par l'industrie agroalimentaire au Québec, c'est 23 milliards, observe-t-il. Donc 169 millions, c'est moins de 1 %. »

Côte-Saint-Luc bannit le tabac

LA PRESSE CANADIENNE

Il est désormais interdit de fumer près des terrains de jeux, des plateaux sportifs et à l'occasion de grands événements dans les parcs municipaux de Côte-Saint-Luc, dans l'île de Montréal.

Le conseil municipal de Côte-Saint-Luc a en effet adopté à l'unanimité, lundi soir, un règlement qui interdit l'usage du tabac à moins de 20 mètres des terrains de jeux et des plateaux sportifs extérieurs, y compris la piscine extérieure.

L'interdiction sera aussi en vigueur pendant les événements dans les parcs comme le carnaval d'hiver ou la fête du Canada. Les contrevenants s'exposent à une amende de 50 $, laquelle atteindra 100 $ en cas de récidive.

« Pour nous, c'est une question de sécurité et de santé pour nos enfants et tous les citoyens », indique le conseiller Steven Erdelyi, à l'origine de ce règlement.

M. Erdelyi dit avoir été inspiré par sa propre expérience. « Quand je suis allé au parc avec mes enfants, ils jouaient dans le terrain de jeu et il y avait d'autres parents, d'autres individus qui fumaient. Je me demandais pourquoi on ne pouvait pas changer la loi », a-t-il expliqué.

Au Québec, la municipalité de L'Ancienne-Lorette a adopté un règlement de même nature. Ailleurs au Canada, des initiatives similaires ont été implantées notamment dans la ville de Vancouver et sur l'ensemble de l'Île-du-Prince-Édouard.

MONTRÉAL
8717, rue Berri, rez-de-chaussée CRÉMAZIE
999, boul. De Maisonneuve Ouest PEEL

PIERREFONDS
4563, boul. Saint-Charles

POINTE-AUX-TREMBLES
12905, rue Sherbrooke Est, bureau 305

BLAINVILLE
1185, boul. Curé-Labelle, porte 2

BROSSARD
4805, boul. Lapinière, rez-de-chaussée

LAVAL
1750, boul. Le Corbusier

REPENTIGNY
190, rue Notre-Dame, porte 1

Heures d'ouverture :
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h

Dès le 16 février
Heures d'ouverture :
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 20 h
Samedi de 9 h à 17 h

BON POUR L'ÉCONOMIE. ET POUR S'ACHETER UNE MAISON.

En cotisant à un REER du Fonds de solidarité FTQ, vous profitez d'une économie d'impôt de 30 % qui s'ajoute aux avantages fiscaux d'un REER ordinaire. Du même coup, vous pouvez investir dans l'achat d'une première maison avec le RAP le plus facile à rembourser.

1 800 567-FONDS fondsftq.com

FONDS de solidarité FTQ

Ce placement est effectué au moyen d'un prospectus qui contient des informations détaillées importantes au sujet des actions du Fonds de solidarité FTQ. On peut se procurer un exemplaire du prospectus aux bureaux du Fonds ou sur son site Internet. Il est recommandé aux investisseurs de lire le prospectus avant de prendre une décision d'investissement.

SANTÉ

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

James Harrison, 6 ans, à droite, pose pour le photographe tandis qu'Artem Barsukov, 7 ans, s'amuse avec une console de jeux vidéo, au Centre de cancérologie Charles-Bruneau de l'hôpital Sainte-Justine.

JOURNÉE INTERNATIONALE DU CANCER PÉDIATRIQUE

L'espoir à offrir en partage

SARA CHAMPAGNE

Elles n'étaient pas obligées de le faire, mais les deux jeunes femmes ont tenu à revenir en arrière, dans le passé, dans celui de leur enfance. Elles ont de nouveau marché dans le centre de cancérologie Charles-Bruneau du CHU Sainte-Justine. C'était l'an dernier. Mais cette fois, elles n'avaient pas un cathéter pour la chimiothérapie dans un bras. Elles tenaient leurs bébés.

« L'une d'entre elles ne pensait jamais pouvoir avoir un bébé, se remémore l'éducatrice spécialisée Caroline Rivest, de l'organisme Leucan. C'était très touchant, un peu comme une récompense pour moi. D'ailleurs, j'ai gardé les photos de tous les enfants qui ont été traités ici depuis que j'y travaille, ce qui veut dire depuis 24 ans. »

M^me^ Rivest montre le plafond de la salle de jeux. Il y a effectivement des dizaines et des dizaines de photos d'enfants. Certains sont morts, plusieurs sont toujours en vie. Sur les petites tables, il y a des jouets partout. Le bureau de Caroline Rivest est au cœur de cette salle de jeux. Un bureau plein de couleurs, rempli de dessins d'enfants atteints du cancer.

Aujourd'hui, le petit James, 6 ans, termine son avant-dernier traitement de chimiothérapie. Il fait aussi un casse-tête à la vitesse de l'éclair. Il y a un peu plus d'un an, au début du mois de décembre, on lui a enlevé une tumeur plus grosse qu'un œuf dans le cerveau, juste derrière les yeux, explique sa mère. Elle n'oubliera jamais le nom du cancer qui afflige son fils: « astrocytome pilomyxoïde ». « Le nom est gravé dans ma tête, comme une photo », dit Claudine Matte.

Effets secondaires

La mère de James est accompagnée de son conjoint, Stéphane Harrison. Le couple raconte la perte de cheveux de leur fils, les vomissements à n'en plus finir. La fatigue. Les orthèses la nuit pour étirer les muscles atrophiés du petit, l'un des effets secondaires de la chimiothérapie. Ils se souviennent de l'opération de 10 heures pour retirer la tumeur. « Le chirurgien nous avait prévenus que James n'avait que 50 % de chances de survivre à l'opération », se rappelle la mère.

Rien n'est gagné, mais James est toujours en vie. Il y a de l'espoir, ajoute-t-elle. « La tumeur n'a pas complètement disparu, le cancer peut s'attaquer à d'autres organes n'importe quand, on ne le sait pas. Mais dans une semaine, ce sera le dernier traitement de chimiothérapie, et on voit ça comme une récompense. On ira à Disney World grâce à la fondation Rêves d'enfants. »

Pendant que le petit James range les morceaux de casse-tête dans une boîte, l'éducatrice spécialisée va d'un enfant à l'autre. Une cinquantaine d'enfants viennent ici chaque jour pour recevoir des traitements, parfois davantage, explique-t-elle. « Je suis là pour les parents et les enfants, pour leur demander comment ils vont. Pour les accompagner dans leur fatigue, dans leur détresse, dans leurs pleurs. Quand ça ne va pas, je peux les diriger vers les infirmières ou les médecins, je suis comme leurs antennes. »

James vient de recevoir son congé pour la semaine. Il peut aller se reposer chez lui. S'il est chanceux, il fera partie de près de 85 % des enfants qui sont toujours en vie cinq ans après la fin de leurs traitements. « Quand j'ai commencé, il y a 34 ans, les enfants mouraient aussitôt qu'il y avait une rechute. La médecine a évolué », glisse Caroline Rivest sur un ton plein d'espoir, avant de tendre une boîte remplie d'autocollants à une fillette en traitement de chimiothérapie.

Réductions finales Harry Rosen

Faites vite ! Le solde se termine dimanche.

JUSQU'À 70 % DE RABAIS* SUR DE NOMBREUX ARTICLES

C'est votre dernière chance d'en profiter ! Réductions additionnelles dans tous nos rayons. Hâtez-vous pour bénéficier du meilleur choix et des meilleures aubaines.

HARRY ROSEN

harryrosen.com

*La marchandise n'est pas toute soldée.
Service de retouche en sus pour les chemises en solde et les articles dont le prix est réduit de 50 % ou plus.

LES COURS MONT-ROYAL 514.284.3315 • CENTRE ROCKLAND 514.735.6227

Une marche pour les femmes autochtones disparues

ÉMILIE BILODEAU

Une cinquantaine de personnes ont pris part à une marche à la mémoire des femmes autochtones disparues ou assassinées, hier dans le centre-ville de Montréal. « Nous mettons l'accent sur les femmes autochtones, car le niveau de violence envers elles dépasse celui des autres groupes de la population. Les femmes autochtones meurent de manière violente cinq fois plus souvent que toute autre personne », a dit Maya Rolbin-Ghanie, de l'organisme Justice for Missing and Murdered Indigenous Women. Par ailleurs, le Comité des Nations unies a tenu lundi une réunion à Genève pour discuter des cas de disparition et de meurtre de femmes autochtones au Canada. Le Comité n'a pas décidé s'il allait demander la permission du gouvernement canadien pour tenir une enquête.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

C'était la troisième marche annuelle commémorative pour les femmes disparues et assassinées.

HONDA

Connectivité Bluetooth^MD mains libres
Port pour appareil USB
Sièges chauffants avant
Affichage multi-info intelligent (i-MID)
Banquette arrière à rabattement facile 60/40
Moteur 4 cylindres de 185 chevaux
Caméra de recul multiangle†
Système de freinage antiblocage (ABS)
Consommation d'essence 9,0 L/100 km en ville et 6,4 L/100 km sur la route††
Système d'aide à la conduite Eco Assist^MC
Chaîne sonore AM/FM/CD compatible MP3
Messagerie texte SMS‡

Le tout nouveau CR-V 2012
Un équipement de série éblouissant

CR-V LX en location
328 $* 48 mois
1995 $ comptant
Transport et préparation + taxe A/C inclus

Vous pourriez gagner l'un des 8 CR-V en location pour 1 an**
Venez l'essayer
1 tirage par semaine

L'Association des concessionnaires Honda du Québec | hondaquebec.ca

*L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le CR-V LX 2RM 2012 neuf (modèle RM3H3CE). Franchise de kilométrage de 96 000 km ; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 590 $ et taxe sur le climatiseur inclus. †La caméra arrière multiangle avec affichage des indications est conçue pour aider le conducteur. Il faut toujours faire preuve de prudence en marche arrière. ‡Compatible avec les téléphones intelligents sélectionnés. Les frais de votre fournisseur de service sans fil s'appliquent. Utilisez la fonction de messagerie texte uniquement lorsque les conditions vous permettent de le faire en toute sécurité. ††Consommation de carburant à titre indicatif seulement. Peut varier en fonction de l'utilisation et des accessoires. Voyez votre concessionnaire pour les plus récentes données ÉnerGuide publiées par Ressources naturelles Canada (lorsque disponibles). **Valeur approximative de 5 000 $. Détails et règlements du concours sur www.hondaquebec.ca. Le concours s'adresse à toute personne résidant au Québec, âgée de 18 ans ou plus et possédant un permis de conduire valide au Québec. Il commence le 13 février et se termine le 6 avril 2012. Aucun achat requis. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidants du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

POLITIQUE

Le F-35 coûtera plus cher

Ottawa maintient l'achat prévu de 65 avions

MURRAY BREWSTER
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le Pentagone a admis que le prix d'achat du controversé chasseur furtif F-35 augmentera en raison d'un délais et d'un nombre de commandes moins important que prévu de la part des pays alliés.

Des responsables américains ne veulent pas indiquer le nouveau prix d'achat de l'appareil, mais ils encouragent les autres nations qui font partie du programme à y demeurer impliquées.

Le responsable des acquisitions du Pentagone, Frank Kendall, a rappelé que les États-Unis comptent sur les ventes internationales pour assurer la stabilité des prix pour les années à venir et que les alliés internationaux reconnaissaient cette nécessité.

Maintien de la commande

Le premier ministre Stephen Harper, le ministre de la Défense Peter MacKay et le ministre associé de la Défense Julian Fantino sont montés au créneau pour défendre l'achat prévu de 65 avions de combats par Ottawa. Lors d'entrevues accordées aux médias, M. Fantino a suggéré que le programme évoluait, sans toutefois en dire plus.

PHOTO YURI GRIPAS, REUTERS

Le Pentagone a rayé 13 appareils de sa liste de commandes pour 2013.

M. MacKay n'a pas voulu répondre à la question visant à savoir si le Canada imiterait l'Italie, et possiblement la Grande-Bretagne, en réduisant la taille de la commande.

«Nous nous sommes engagés à acheter des chasseurs qui donneront aux Forces canadiennes la chance dont elles ont besoin pour accomplir des missions avec succès.»

M. Harper a déclaré à la Chambre des communes que les chasseurs seraient livrés et que le projet coûterait toujours 9 milliards, tel que prévu.

«Il y a un budget pour cela. Le gouvernement a été clair. Nous agirons en fonction de ce budget», a répondu le premier ministre à une question du Nouveau Parti démocratique.

Le gouvernement conservateur a affirmé pendant près d'un an qu'il paiera uniquement 75 millions par avion et a maintenu cette déclaration malgré un flot de rapports, d'estimés et de projections – la plupart provenant des États-Unis – laissant entendre que le prix se situera plutôt entre 110 et 115 millions de dollars.

Le directeur parlementaire du budget, Kevin Page, a suscité le débat il y a environ un an avec un rapport suggérant que les estimations du ministère de la Défense étaient erronées et basées quasi exclusivement sur les estimations du manufacturier, Lockheed Martin.

Réunion internationale

La poursuite de la crise financière à Washington et les retards répétés dans le programme ont forcé le Pentagone à rayer 13 appareils de sa liste de commandes pour 2013 et a repousser l'achat de 179 autres chasseurs entre 2013 et 2017.

Puisque le prix des chasseurs est lié au nombre total d'avions achetés par année, les alliés des États-Unis sont de plus en plus nerveux. Le ministre MacKay a confirmé que le Canada participera prochainement à une rencontre à Washington en compagnie des autres nations clientes pour parler des problèmes du programme.

Ce rendez-vous est le précurseur d'une réunion internationale plus importante prévue en Australie, où les délais et les problèmes de mise au point de l'avion seront examinés attentivement.

ANGLAIS INTENSIF

Différents modèles possibles

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, assure que chaque école ou commission scolaire pourra définir son propre programme d'enseignement intensif de l'anglais en 6e année.

Lundi, la Fédération des comités de parents du Québec a exprimé des réserves au sujet du «modèle unique» du gouvernement selon lequel la moitié de l'année serait consacrée à l'apprentissage de l'anglais. La Coalition avenir Québec l'a carrément condamné. Mais Mme Beauchamp a affirmé hier que le gouvernement est «très ouvert à ce que les écoles et les commissions scolaires puissent choisir différents modèles». «L'idée, c'est d'additionner entre 300 et 400 heures d'anglais en 6e année», a-t-elle ajouté. Le gouvernement veut mettre en place le nouveau programme de façon graduelle à partir de l'automne. La Centrale des syndicats du Québec demande au gouvernement d'y renoncer.
– Tommy Chouinard

Assemblées téléphoniques au NPD

ÉMILIE BILODEAU

Même si Lise St-Denis a changé de camp pour se joindre au Parti libéral du Canada au début du mois de janvier, le Nouveau Parti démocratique refuse d'abandonner ses électeurs. Le parti dirigé par Nycole Turmel lancera aujourd'hui une nouvelle formule pour joindre les citoyens en commençant par ceux de Saint-Maurice–Champlain.

À 19 h ce soir, les électeurs de cette circonscription de la Mauricie recevront un appel pour les inviter à participer à une émission de radio au téléphone. Au bout du fil, Nycole Turmel, Ruth Ellen Brosseau et Robert Aubin, trois élus de la région, échangeront avec les citoyens.

«C'est une grande conférence téléphonique où les gens peuvent poser des questions et dire quelles sont leurs priorités à leurs députés», explique David Patry, attaché de presse du NPD au Québec.

Les gens qui voudront s'adresser à leur député devront appuyer sur une touche du clavier de leur téléphone pour enregistrer une question. Ainsi, les auditeurs ne se retrouveront pas à en poser plusieurs à la fois. Par ailleurs, une personne qui ne réside pas dans la circonscription ne pourra pas écouter la conférence téléphonique.

Le NPD a décidé de présenter la première assemblée publique téléphonique dans la circonscription qui lui appartenait jusqu'au 10 janvier. «On a décidé de continuer de représenter la circonscription. On ne peut pas évidemment servir les gens dans le bureau de circonscription puisqu'il appartient toujours à Mme St-Denis, mais on a décidé de continuer à représenter les gens de Saint-Maurice–Champlain dans leurs intérêts et au parlement», dit M. Patry.

Les autres députés du NPD au Québec doivent faire savoir dans les prochaines semaines s'ils souhaitent tenir une assemblée publique téléphonique.

FABRICVILLE
MEILLEURE QUALITÉ, MEILLEURS PRIX www.fabricville.com
DOUBLE ESCOMPTE
ÉNORME SÉLECTION!
TISSUS mode et de draperie
en magasin
prix cour. déjà réduit de 40% enlevez un AUTRE 40%
prix cour. déjà réduit de 50% enlevez un AUTRE 50%
Prix annoncés valides pour membres CLUB ÉLITE seulement. Escomptes non-membres aussi disponibles en magasin.
NOUVEL EMPLACEMENT! 1625, boul. Le Corbusier, Galeries Laval • 450.978.1313
MONTRÉAL • 5250, rue Paré (à l'est de Décarie) • 514.733.7118
CENTRE GREENFIELD PARK • 3566, boul. Tashereau • 450.672.6884
AVOISINANT LES PROMENADES ST-BRUNO • 1311, boul. St-Bruno • 450.653.1303
CENTRE-VILLE • 354, rue Ste-Catherine ouest • 514.866.1821
D.D.O. • 2050, boul. St-Régis • 514.683.4550
LASALLE • 8469, boul. Newman • 514.365.8045
PLACE VERSAILLES • 7275, rue Sherbrooke est • 514.493.6666
decor Fabricville SERVICE À DOMICILE GRATUIT 514.388.6600
Pour des raisons d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

B&Onheur éternel
Du 16 au 19 février 2012 grande vente de démos B&O
Tombez sous le charme d'appareils en parfaite condition et garantis trois ans à prix exceptionnels.

BANG & OLUFSEN
Disponible à notre salle de montre de Montréal
FILLION ÉLECTRONIQUE VOUS ÊTES BIEN ENTOURÉ
MONTRÉAL : 5690, Sherbrooke Est, Qc, H1N 1A1 T : 514-254–6041
LAVAL : 2323, Aut. des Laurentides, Qc, H7S 1Z7 T : 450-688-0333
www.fillion.ca

Irène Marcheterre (CHUM), Ékram Antoine Rabbat, Yvon Deschamps (Fondation du CHUM), Emma Saffman, Jean Bertrand, John Coleman, Norman Steinberg, Gino Martel (Norton Rose Canada), John A. Rae, Normand Rinfret (CUSM).

Le CUSM et le CHUM : une vision partagée pour de meilleurs soins de santé
500 000 $
Merci Norton Rose Canada pour la généreuse contribution à la campagne conjointe du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et du Centre universitaire de santé McGill (CUSM)
FONDATION DU CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ McGILL CUSM
NORTON ROSE
CHUM FONDATION

Un photographe de *La Presse* remporte cinq prix

ÉMILIE BILODEAU

Un photographe de *La Presse* s'est démarqué, samedi, lors du concours Northern Short Course. Bernard Brault a reçu cinq distinctions, dont deux premiers prix.

M. Brault s'est illustré pour une photo prise à Saint-Blaise, lors des inondations en Montérégie au printemps dernier. La scène intitulée *The End of the Road* (La fin de la route) a décroché la première position dans la catégorie « désastre naturel ».

Une photo titrée *Ouch*, prise lors du combat entre Adrian Diaconu et Chad Dawson au Centre Bell, a aussi reçu les grands honneurs dans la catégorie « sports action ».

Bernard Brault a également remporté le deuxième prix dans la catégorie « reportage de sport » pour une photo d'une partisane du Canadien de Montréal et de son enfant, un troisième prix pour son portfolio d'images sportives ainsi qu'une mention spéciale pour une série de photos des inondations en Montérégie. « C'est plaisant, surtout deux premiers prix dans des catégories importantes. Je suis très content », a dit M. Brault.

Éric Trottier, vice-président à l'information à *La Presse*, a félicité le travail du photographe qui travaille depuis 28 ans à *La Presse*. « Nous avons une équipe de photographes exceptionnelle et les succès de Bernard Brault rejaillissent sur la salle de rédaction », a-t-il déclaré.

Le Northern Short Course est un concours chapeauté par l'Association nationale des photographes de presse et est destiné aux photographes du nord-est des États-Unis, de l'Ontario et du Québec.

Voyez les photos de Bernard Brault récompensées lors du concours sur lapresse.ca/brault

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Cette photo du combat entre Adrian Diaconu (à gauche) et Chad Dawson fait partie des œuvres de Bernard Brault ayant remporté les honneurs.

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2012 Orlando (1PJ75/1SA) et Equinox (1LF26/1SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Rendement écoénergétique sur route du Chevrolet Orlando avec moteur de 2,4 L et boîte manuelle 6 vitesses: 6,7 L/100 km selon les essais effectués par GM conformément aux méthodes approuvées par Ressources naturelles Canada. Votre consommation de carburant peut varier. 2. Chevrolet Equinox LS 2012 équipé d'un moteur 4 cylindres de 2,4 L et d'une boîte automatique 6 vitesses de série. Rendement écoénergétique des véhicules de la catégorie des VUS intermédiaires 4 RM selon le Guide de consommation de carburant 2012 de Ressources naturelles Canada. Votre consommation réelle de carburant peut varier. 3. Les cotes Euro NCAP font partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules (NCAP) en Europe (fr.euroncap.com). Chevrolet Orlando 2012 équipé d'un moteur à essence de 1,8 L testé pendant l'année 2011. 4. Prix à l'achat de 21 490 $, paiements mensuels basés sur une location de 60 mois, à un taux de location de 2,95 %, sur approbation de crédit de la GMAC pour l'achat d'un Orlando 2012 neuf 1LS 2012. Le prix à l'achat comprend 1 495 $ en frais de transport, 1 495 $ en frais d'immatriculation, assurance, taxes liées à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Limite de 20 000 km par année. 0,15 $ par kilomètre excédentaire. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Aucun dépôt de sécurité requis. Un paiement final de 13 490 $ est requis à la livraison. Aucun dépôt de garantie requis. Offre s'applique au financement de véhicules neufs Buick Regal 2011, Chevrolet Cruze 2011, Chevrolet Orlando 2012 et Chevrolet Sonic 2012 ainsi que Buick Verano et Regal 2012 et Chevrolet Equinox 2012 équipé d'un moteur 4 cylindres de 2,4 L et d'une boîte automatique 6 vitesses de série. Taux de financement de 0 % sur 72 mois offert par GM Financement Canada inc. aux résidents canadiens admissibles. Le versement mensuel est de 388,88 $ pour 72 mois. Le coût d'emprunt est de 0 $ pour un total de paiements de 27 999 $. Le versement initial, un échange ou un contrat de location en cours doivent être remis. Certaines conditions s'appliquent. Taxes, immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Les montants imposables sont calculés après déduction de la valeur de reprise du véhicule d'échange et de tout remboursement du gouvernement. Les montants imposables peuvent varier selon la province. Aucun dépôt de garantie requis. Un versement initial, un échange ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon le montant initial versé. Un versement final de 13 490 $ est requis. Le kilométrage est limité à 20 000 km par année. 0,15 $ par kilomètre excédentaire. Un paiement de 1 000

TRANSCONTINENTAL

BIENVENUE DANS L'ÈRE DE L'ACTIVATION MARKETING

En tant que leader d'une industrie en constante évolution, nous faisons entrer la communication marketing dans une nouvelle ère.

Notre nouvelle image de marque reflète ce que nous sommes devenus : une entreprise qui active pour ses clients des programmes marketing intégrés faisant appel à des contenus imprimés, électroniques, numériques et interactifs visant à attirer, à joindre et à fidéliser les consommateurs.

www.tc.tc
Une entreprise d'activation marketing

IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL

MEDIA

Artiste pour la paix 2011 Dominic Champagne appelle à la mobilisation le 22 avril

« On est mûrs pour se faire un printemps à notre manière »

ÉRIC CLÉMENT

Tout juste nommé Artiste pour la paix de l'année 2011, hier midi à Montréal, pour récompenser son action contre l'exploitation du gaz de schiste au Québec, l'auteur et metteur en scène Dominic Champagne a appelé à la mobilisation générale pour une grande manifestation populaire dans la métropole le 22 avril, Jour de la Terre, à 14h.

À l'occasion de la cérémonie à la Chapelle du Bon-Pasteur, le président des Artistes pour la paix, le sculpteur Daniel-Jean Primeau, a expliqué que l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste sont des activités qui « menacent la paix sociale » au Québec. Il a loué le travail de sensibilisation mené par Dominic Champagne l'an dernier dans ce dossier.

Dominic Champagne est né en 1963, année du « *I have a dream* » de Martin Luther King. Si l'homme de cirque et de théâtre a un rêve aujourd'hui, c'est bien celui de parvenir à mobiliser les Québécois, de façon pacifique, insiste-t-il, contre le gaz de schiste.

« On est mûrs pour se faire un printemps à notre manière, dit-il. Ce qui s'est passé au Maghreb est une grande source d'inspiration, mais ici, les révolutions sont tranquilles. Rassemblons-nous le 22 avril pour dire au gouvernement qu'on peut faire mieux, qu'avec nos ressources naturelles on peut mieux partager les richesses. Je sais qu'il y a un modèle québécois qui peut être exemplaire. »

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Dominic Champagne a profité de sa tribune hier pour faire un appel à la mobilisation pour le jour de la Terre.

« Ce qu'on demanderait à un leader politique, c'est d'avoir un plan réel qui puisse maîtriser le développement du Nord. Le gouvernement a besoin d'un petit coup de pouce de la démocratie et de la rue. » – Dominic Champagne

Il a dit partager l'honneur qui lui est fait par Les Artistes pour la paix avec « tous les Québécois qui se sont dressés contre les gaz de schiste » et qui ont réussi à imposer un débat sur la question.

« Mais on doit rester méfiants et vigilants », a dit Dominic Champagne, qui veut mobiliser les citoyens par l'intermédiaire des médias sociaux et du site internet 22avril.org.

L'artiste soutient qu'au Canada, « la droite mène une guerre contre l'État » et qu'au Québec, il y a une « invasion économique de notre territoire sous prétexte de créer de la richesse ». Dominic Champagne a notamment critiqué le Plan Nord du gouvernement Charest.

« Au profit de qui et à quels risques le fait-on? a-t-il demandé. Il ne s'agit pas de dire non au développement, mais, au Québec, on a des valeurs, on a une société admirable, des terres riches et on est en train de porter atteinte à tout ça. Il faut que le Nous reprenne sa place. L'intérêt public est plus important que l'intérêt des particuliers. »

Dominic Champagne cite en exemple Hydro-Québec: « Une source immense de fierté, alors pourquoi dans le développement minier, on ne serait pas des partenaires alors qu'on permet à des sociétés d'État chinoises de venir investir ici? », a-t-il demandé.

« Jean Charest a dit hier (ndlr: lundi) qu'il trouve ça extraordinaire de voir que les minières investissent plus rapidement que prévu et qu'il n'a pas le contrôle là-dessus, ajoute M. Champagne. Ce qu'on demanderait à un leader politique qui a une volonté réelle de servir les intérêts du peuple, c'est d'avoir un plan réel qui puisse maîtriser le développement du Nord. Le gouvernement a besoin d'un petit coup de pouce de la démocratie et de la rue. »

Les Artistes pour la paix ont également rendu hommage à la chorégraphe et danseuse Margie Gillis et à l'humoriste Yvon Deschamps pour leurs différentes actions humanistes.

« Nous avons le devoir de chérir et de rêver de la paix », a dit Margie Gillis.

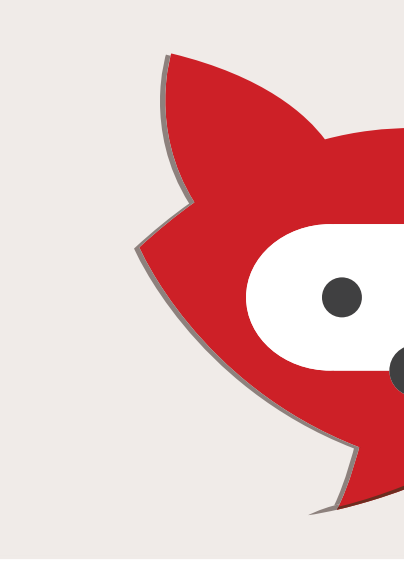
Pour joindre notre journaliste: **eric.clement@lapresse.ca**

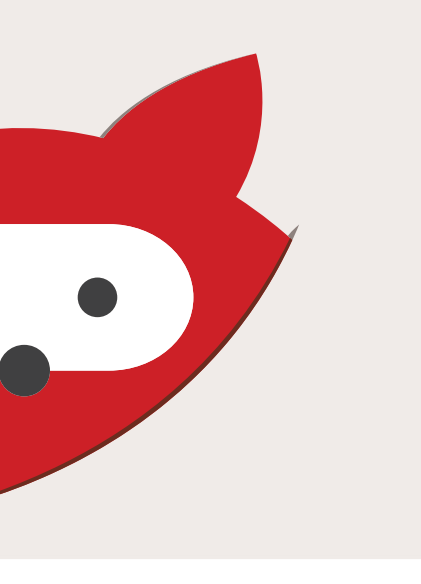
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS OU 160 000 KM* • GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR • ASSISTANCE ROUTIÈRE • TRANSPORT DE COURTOISIE
* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

offresbuick.ca BUICK

L'Association des concessionnaires Buick du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2012 Verano (4PG69/1SB). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Prix à l'achat de 24 190 $. Paiements mensuels basés sur une location de 48 mois, à un taux de location de 3,9 %. Sur approbation de crédit de la FinanciaLinx Corporation. Transport (1 495 $) et taxe de climatisation (100 $) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Limite annuelle de 20 000 km ; 0,16 $ par kilomètre excédentaire. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. 2. L'offre s'applique au financement de véhicules neufs Buick Regal 2011 ; Chevrolet Cruze 2011 ; Chevrolet Cruze, Orlando et Sonic 2012 ; ainsi que Buick Verano et Regal 2012, sur approbation de crédit des services de financement TD. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers au Canada, du 6 janvier 2012 au 29 février 2012. Le premier paiement mensuel sera différé pour 180 jours et le contrat de financement sera prolongé en conséquence. Aucun intérêt ne court sur les montants impayés durant la période du différé. Après 180 jours, les intérêts commenceront à courir et l'acheteur remboursera le capital et les intérêts pendant la durée du contrat. Certaines conditions s'appliquent. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau – Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

PRODUITS DE MATERNITÉ
CHIMPAROO





Chimparoo®

ÉCONOMISEZ 60%

20$ VALEUR DE 50 $

SOUPER GASTRONOMIQUE
POUR 2 PERSONNES AU STEAKHOUSE
GUEULE DE BOIS

ÉCONOMISEZ 51%

60$ JUSQU'À 123 $

LA GUEULE DE BOIS STEAKHOUSE

DÉCOUVREZ TOUTES NOS OFFRES DÈS MAINTENANT
SUR LERENARD.CA
QUANTITÉ ET DURÉE LIMITÉES

LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS
EXCLUSIVITÉ DE LA PRESSE.CA

ACTUALITÉS

PHOTO NICOLAS LONGPRÉ, COLLABORATION SPÉCIALE

Hydro-Québec espérait rétablir le courant chez 750 abonnés, hier soir.

PANNES DE COURANT
AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Jean Charest va constater les dégâts

GILLES GAGNÉ ET JOHANNE FOURNIER
COLLABORATION SPÉCIALE

ÎLES-DE-LA-MADELEINE — Le premier ministre du Québec, Jean Charest, débarquera aux Îles-de-la-Madeleine ce midi, afin de constater l'ampleur des dégâts causés par le verglas et les grands vents qui ont balayé l'archipel en fin de semaine. Il sera accompagné du député de l'endroit, Germain Chevarie, et du président-directeur général d'Hydro-Québec, Thierry Vandal.

La délégation rencontrera les élus et officiers municipaux de Grosse-Île, avant de se rendre visiter un centre d'hébergement mis en place pour accueillir les sinistrés. Le maire de l'endroit, Joël Arseneau, devrait être présent, fraîchement revenu du Burkina Faso, en Afrique, où il a participé à une mission de la Fédération canadienne des municipalités.

Lundi, lors de la visite du ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, les élus locaux en ont profité pour lui faire part de certains besoins, notamment sur le plan financier. « En matière de réclamations, on a fait valoir les spécificités des Îles, a mentionné le maire suppléant, Jonathan Lapierre. Quand il faut traverser trois provinces pour approvisionner notre population, cela n'a rien de comparable à Montréal, par exemple, où il est toujours possible de se rendre, en cas de besoin, vers une grande ville située à proximité. »

Le député fédéral de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Philip Toone, qui est arrivé dans l'archipel lundi soir, a rappelé une revendication de longue date des Madelinots, soit l'allongement de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Havre-aux-Maisons. Cela permettrait aux gros appareils transportant des équipes de secours et du matériel de s'y poser. Il estime ce lien essentiel lorsque la mer et les vents rendent la navigation impossible.

Au compte-gouttes

Même si 150 employés d'Hydro-Québec sont à pied d'œuvre 24 heures sur 24 afin de réparer les dégâts, bien peu de résidences avaient, hier soir, recouvré l'électricité. La panne touchait encore 2250 d'entre elles, sur les 7000 que compte l'archipel. « L'objectif est de rétablir le courant chez 750 autres clients avant la fin de la soirée », indiquait hier la porte-parole de la société d'État.

« Avant de raccorder les résidences à l'électricité, il faut planter les poteaux », poursuit Catherine Bujold. Les forts vents compliquent le travail des employés, occasionnant ainsi des fluctuations dans le décompte des abonnés raccordés au réseau. « En

Même si 150 employés d'Hydro-Québec sont à pied d'œuvre 24 heures sur 24 afin de réparer les dégâts, bien peu de résidences avaient, hier soir, recouvré l'électricité.

cours de journée, on était retombés à 3000 résidences sans électricité », spécifiait hier le maire suppléant de la municipalité, Jonathan Lapierre.

Le bateau *CTMA Vacancier* est reparti vers Souris, à l'Île-du-Prince-Édouard, pour revenir en fin de journée hier avec d'autres équipements, dont des poteaux électriques. La quantité nécessaire est de 230. « D'ici samedi ou dimanche, ils devraient tous avoir été remplacés », espère M.Lapierre.

Hier, du bois de récupération a été distribué auprès des citoyens disposant d'un système de chauffage au bois. La municipalité continue à fournir de l'eau embouteillée à tous les citoyens dont la résidence n'est pas reliée au réseau d'eau et qui, privée d'électricité, ne peut être desservie en eau potable par un puits. Les bassins des quatre puits du réseau municipal ont retrouvé un niveau d'eau normal depuis qu'ils sont alimentés en électricité par des génératrices.

TOUS LES SCÉNARIOS...
CINÉMA

Tous les samedis dans *La Presse*

NE MANQUEZ PAS
NOTRE PORTFOLIO
EMPLOYEURS DE CHOIX
AU QUÉBEC
CE VENDREDI DANS LA PRESSE

JUGÉ POUR DEUX MEURTRES

L'accusé aurait laissé des traces d'ADN

CHRISTIANE DESJARDINS

Une cagoule trouvée peu après le meurtre de Serge Hervieux, en 1999, de même qu'un sac de sport et un gant découverts après celui de François Gagnon, en 2000, portaient l'ADN de Louis Cartier.

C'est ce qui ressort du discours d'ouverture que le procureur de la Couronne Éric Poudrier a adressé, hier après-midi, au jury chargé de juger Louis Cartier. L'homme de 45 ans est accusé des meurtres prémédités des deux hommes, abattus dans le cadre de la guerre des motards qui a sévi de 1994 à 2002.

Dans le cas de Serge Hervieux, il a été tué par erreur. Cet honnête père de famille travaillait pour Location Pelletier, commerce de location de voitures appartenant à Serge Bruneau, retraité du groupe de motards Dark Circles. Vers 9h30 le matin du 26 août 1999, deux hommes ont pénétré dans le commerce en passant par l'arrière et ont fait feu sur Serge Hervieux.

Tout porte à croire que c'est Serge Bruneau qui était la cible, a indiqué Me Poudrier, hier, car un peu plus tard ce jour-là, une photo montrant M. Bruneau visé par une flèche a été trouvée dans le véhicule qui aurait servi à la fuite des meurtriers. Dans cette voiture, il y avait deux cagoules. L'une contenait l'ADN d'Éric Fournier, membre des Rockers et l'autre, le profil génétique de Louis Cartier.

La seconde victime, François Gagnon, sympathisant des Rock Machine, a été criblée de balles dans son domicile de Montréal-Nord, le soir du 6 juin 2000. Plusieurs individus auraient fait feu à travers sa porte-fenêtre. Un véhicule volé qui aurait servi à la fuite des tueurs, une Dodge Caravan, a été trouvé peu après. À l'intérieur, il y avait deux revolvers, un bidon rempli d'essence, deux paires de baskets et un sac de sport. L'ADN d'Éric Fournier a été trouvé dans une paire de chaussures, tandis que celui de M. Cartier a été découvert sur le sac. Un gant, découvert dans une poubelle non loin des lieux du crime, portait aussi l'ADN de M. Cartier.

Me Poudrier et son collègue, Richard Audet, appelleront plusieurs témoins dans le but de prouver leur théorie, au cours de ce procès qui pourrait durer deux mois. Exceptionnellement et en vertu des nouvelles dispositions de la Cour supérieure pour les procès de longue durée, 14 jurés ont été choisis pour entendre la cause, au lieu de 12. C'est une simple précaution, visant à assurer qu'il y ait suffisamment de jurés à la fin du procès, au cas où certains tomberaient malades. Le juge Jean-François Buffoni a toutefois indiqué, hier, que seuls 12 d'entre eux auront à délibérer à la fin du procès. Si les 14 jurés sont toujours là, 2 seront éliminés par tirage au sort.

Cette nouvelle disposition a nécessité quelques ajustements, hier, puisque la section des jurés ne compte que 12 places habituellement. Les témoins commenceront à défiler ce matin devant le jury composé de neuf hommes et cinq femmes. L'accusé est défendu par Me Alexandre Bergevin.

L'incendiaire purgera toute sa peine

DAVID SANTERRE

Omar Bulphred, un jeune terroriste qui a incendié une école juive, devra purger la totalité de sa peine derrière les barreaux. La Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) estime qu'il est impossible de protéger autrement la société contre ce jeune criminel. Omar Bulphred sera néanmoins libre dans quatre mois.

Le Montréalais d'origine algérienne, âgé de 26 ans, purge une peine de sept ans de prison. Le 2 septembre 2006, il a jeté un cocktail Molotov dans une école juive de la rue Ducharme, dans Outremont, où se trouvaient de nombreux enfants. Il a également déclenché un incendie au centre communautaire juif Ben Weider, en avril 2007 et a planifié l'assassinat d'un participant du Bal en blanc, qui se tient chaque année à Pâques.

Ces crimes ont été commis au nom de l'islam, de la haine des Juifs et de l'Occident. Le fait que Bulphred purge la totalité de sa peine est une chose très rare.

Version intégrale du texte sur LaPresse.ca

C'est nouveau.
C'est spectaculaire.
C'est le temps
de quitter le câble.

Faites l'expérience de Bell Télé Fibe^MC dès maintenant à Montréal.
Rien ne se compare à Télé Fibe pour satisfaire toute votre famille.
C'est tout simplement le meilleur service télé sur le marché.
Encore mieux, aucune soucoupe n'est requise.

Facebook et Twitter sur votre télé
Vous adorerez avoir des applications comme Facebook^MD et Twitter^MD directement sur votre télé[1].

Enregistreur numérique inégalé
Avec l'enregistreur Partout chez vous, programmez, regardez et gérez vos enregistrements sur n'importe quelle télé de votre domicile[2].

Du contenu Sur demande à profusion
Obtenez une grande sélection de films et d'émissions Sur demande.

Navigation image sur image
Visionnez ou enregistrez ce qui se passe sur les autres chaînes tout en continuant de regarder votre émission grâce à la fonction image sur image.

Faites vite, cette offre se termine le 18 février.

BELL TÉLÉ FIBE
À PARTIR DE 9 95 $/MOIS
Pour 12 mois[3]
Des frais d'installation de 29,95 $ s'appliquent[4].

+

ENREGISTREUR EN LOCATION
GRATUITE pendant 36 mois[5]
Choisissez d'en devenir propriétaire par la suite sans frais supplémentaires.

Avec un forfait Télé, Internet et Téléphonie résidentielle.
Tous frais mensuels inclus.

1 877 740-0060 • Visitez un magasin Bell ou La Source • bell.ca/telefibe

la vie est Bell

Offert dans les magasins Bell suivants:

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
Les Galeries d'Anjou – kiosque
BLAINVILLE
Les Galeries de Blainville
BOISBRIAND
Faubourg Boisbriand
BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DIX30
DELSON
5, route 132
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
3699, boul. St-Jean
DORVAL
Les Jardins Dorval
LACHINE
2409, 46e Avenue
Galeries Lachine
LASALLE
7567, boul. Newman
Carrefour Angrignon
Carrefour Angrignon – kiosque
LAVAL
1655, boul. St-Martin Ouest
Carrefour Laval
Carrefour Laval – kiosque
Centre commercial Duvernay – kiosque
Centre Laval
Mégacentre Ste-Dorothée
Mégacentre Vimont Laval
LONGUEUIL
Place Longueuil
MONTRÉAL
892, rue Ste-Catherine Ouest
4399, rue St-Denis
6855, rue St-Jacques Ouest
7452, boul. Maurice-Duplessis
9280, boul. de l'Acadie
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
Carrefour Industrielle Alliance
Centre Eaton – kiosques
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Les Galeries Normandie – kiosque
Mail Cavendish
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Plaza Côte-des-Neiges
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
MONTRÉAL-NORD
Centre Forest
Place Bourassa
POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke Est
POINTE-CLAIRE
Centre Fairview
Centre Fairview – kiosque
REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord
ROSEMÈRE
232, boul. Curé-Labelle
Place Rosemère
ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
ST-LAURENT
La Place Vertu
ST-LÉONARD
4524, rue Jean-Talon Est
6050, boul. Métropolitain Est
TERREBONNE
1729, chemin Gascon
Galeries Terrebonne

Aussi disponible chez:
LA SOURCE

L'offre prend fin le 18 février 2012. Offert aux clients résidentiels du Québec, dans certains immeubles résidentiels, là où l'accès et la technologie le permettent. Facturation électronique sans frais, facture papier disponible (2$/mois). Les récepteurs peuvent être neufs ou remis à neuf à la discrétion de Bell. Requiert un abonnement à Bell Internet Fibe (7, 10 ou 16+) ou Essentiel Plus. Lorsque applicable, les tarifs mensuels incluent des frais de 1,5 % afin de financer la contribution de Bell au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) créé par le CRTC; voir bell.ca/FAPL. Les frais FAPL seront détaillés séparément sur votre facture Bell. Modifiable sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre. Taxes en sus et d'autres conditions s'appliquent. (1) L'utilisation d'applications sur Télé Fibe sera prise en compte dans le calcul de votre utilisation Internet. (2) Chaque télé additionnelle requiert un récepteur HD (Location avec option 5,53$/mois ou achat 199$). (3) Réservé aux nouveaux clients Télé Fibe qui activent et conservent un abonnement continu à Télé Fibe, Internet et Téléphonie; voir bell.ca/forfait. Tarif promotionnel mensuel de 9,95$: tarif mensuel de 30$ moins le rabais du Forfait de 10$ et le crédit mensuel de 13,20$ pour les mois 1 à 12 (ne peut être combiné avec le crédit de programmation internationale), plus les frais de service numérique de 3$ et les frais FAPL de 0,15$. Le tarif mensuel après 12 mois est de 23,35$. (4) L'installation de base inclut l'installation du modem, de l'enregistreur Partout chez vous et jusqu'à deux récepteurs HD. Des conditions s'appliquent; voir bell.ca/installationtelefibe. (5) La location à 0$ pour l'enregistreur Partout chez vous est basée sur des frais mensuels de 13,86$ moins un crédit mensuel de 13,86$. Tous les frais apparaîtront sur votre facture mensuelle de Bell Télé. Réservé aux nouveaux clients résidentiels de Bell Télé avec un abonnement continu à trois services admissibles de Bell; voir bell.ca/forfait. Si vous louez le récepteur sans interruption pendant 36 mois, vous pouvez choisir d'en devenir propriétaire en avisant Bell Télé à l'intérieur d'un délai de 30 jours suivant la réception de votre dernière facture. Vous pouvez résilier la location à tout moment sans frais de résiliation si vous retournez le récepteur. Garantie sur le récepteur jusqu'à 39 mois. Facebook est une marque de commerce de Facebook Inc. Twitter est une marque de commerce de Twitter Inc. Fibe est une marque de commerce de Bell Canada.

MONDE

Mesures d'austérité en Grèce

La vengeance électorale gronde

MARC THIBODEAU
ATHÈNES

PHOTO JOHN KOLESIDIS, REUTERS

Un retraité brandit le poing à l'occasion d'une manifestation dénonçant les nouvelles mesures d'austérité adoptées par le Parlement grec.

De nombreux Grecs, furieux de se voir imposer une nouvelle série de mesures d'austérité, entendent se venger de leurs élus aux élections anticipées que le gouvernement promet de tenir en avril.

« J'aimerais mieux voter pour le diable que pour l'un des 300 députés en poste. Nous voulons du sang neuf », a indiqué hier Doretta, une architecte rencontrée en après-midi dans l'une des rues adjacentes à la place Syntagma, au cœur d'Athènes.

Elle prenait alors une photo des décombres d'un immeuble historique brûlé lors des émeutes survenues dimanche en marge des délibérations du Parlement.

Son conjoint, Angelo, était encore plus lapidaire envers la classe politique du pays. « Ce ne sont pas des Grecs. Ils servent les intérêts des étrangers », a déclaré avec colère l'homme d'affaires, allant jusqu'à évoquer la nécessité de « les tuer ».

« Ce sont les marionnettes du système. Nous ne vivons pas dans une démocratie, mais dans une dictature économique », a-t-il ajouté en refusant de donner son nom de famille.

Effy, une cadre du secteur bancaire qui prenait également des clichés des restes du bâtiment calciné, pense aussi qu'il est temps de donner un sérieux coup de balai dans le monde politique.

« À défaut de pouvoir voter blanc, il faut voter pour les petits partis de manière à briser les grands partis traditionnels », a déclaré la femme de 44 ans, qui a également refusé de donner son nom complet.

« Il ne faut pas oublier que nous sommes responsables des personnes qui ont été élues à ces postes », a-t-elle ajouté avant de disparaître parmi les piétons qui contemplaient la scène de destruction d'un air stupéfait.

Odeur de fumée

Une odeur de fumée continuait de peser lourdement sur le secteur hier, deux jours après les affrontements musclés qui ont opposé les forces de l'ordre à plusieurs centaines de manifestants enragés.

Plusieurs ont ponctué leur action par des graffitis qui soulignent haut et fort leur indignation à l'égard de la situation économique et politique du pays surendetté, forcé d'adopter de nouvelles mesures d'austérité pour s'assurer un nouveau prêt de 130 milliards d'euros des autorités européennes.

« Nous ne serons pas vos esclaves », dit l'un des messages. « *Fuck the euro* », en indique un autre, écrit en anglais sur la façade du pavillon de droit de l'Université d'Athènes. « Ceci est une révolution », ajoute un troisième.

Bien que la plupart des résidants de la capitale grecque rencontrés hier désavouent les actes de violence survenus dimanche, ils ne cachent pas leur frustration envers la situation du pays et multiplient les images sinistres pour évoquer leur sentiment que la Grèce est condamnée.

« On sent bien que les murs se rapprochent et que le plafond commence à descendre aussi, mais j'aimerais bien qu'il ne descende pas trop vite », dit Doretta, l'architecte.

Koskas Vergopoulos, un économiste qui partage son temps entre Paris et la capitale grecque, pense que la population du pays a tout à fait raison de s'indigner des mesures d'austérité retenues par le gouvernement à la demande des autorités européennes.

« C'est un plan d'austérité complètement stupide. [...] Ils rasent l'économie, détruisent tout et n'obtiendront pas ce qu'ils veulent. Les Grecs souffrent pour rien. »

« C'est un plan d'austérité complètement stupide. [...] Ils rasent l'économie, détruisent tout et n'obtiendront pas ce qu'ils veulent. Les Grecs souffrent pour rien. »
— Koskas Vergopoulos, économiste

Lui aussi est convaincu que les partis traditionnels devront payer cher leur choix aux prochaines élections. « Ils sont finis, finis. Leur acte de mort a été signé dimanche », souligne l'économiste, qui ne s'étonne pas de la rapide montée en popularité des petits partis de gauche ayant mené bataille contre les mesures d'austérité.

Un récent sondage indique que ces formations remportaient près de 40 % des voix contre 12 % lors des élections de 2009. Les socialistes du Pasok et les conservateurs de la Nouvelle Démocratie, qui forment la coalition actuellement au pouvoir, récoltaient normalement 80 % du total des voix.

Un doute sur les élections

Atophanes Koutounagas, professeur de philosophie de 64 ans durement touché par la crise, pense que c'est pour apaiser les esprits après les émeutes de dimanche que le gouvernement a annoncé lundi la tenue d'élections anticipées.

Il se dit convaincu que ce n'est qu'un leurre et que les grands partis traditionnels feront tout pour s'accrocher au pouvoir en reportant le scrutin.

« S'ils déclenchent des élections maintenant, ils n'ont aucune chance. Je ne crois pas qu'ils vont se suicider politiquement », note M. Koutounagas.

Voir autres textes en pages 8 et 9 de *La Presse Affaires*

Le nivellement vers le bas des salaires

ATHÈNES — La baisse de 22 % du salaire minimum dictée par l'Union européenne et le Fonds mondial international (FMI) à la Grèce va « niveler vers le bas » tous les salaires, selon Iannis Kouzis, professeur en droit du travail à l'Université d'Athènes et conseiller scientifique de l'Institut d'études de la centrale syndicale GSEE. Survol de la situation en trois questions.

Q La réduction du salaire minimum brut à 586 euros (768 $) sur 14 mois est l'une des mesures phares du mémorandum que vient d'adopter le Parlement grec. Quel impact aura-t-elle dans le pays ?

R Dans l'immédiat, la mesure concerne 325 000 personnes sur un total de 2,8 millions de salariés du public et du privé. Mais comme tout le système salarial repose sur la convention collective nationale qui fixe ce plancher, et que des mesures sont aussi prévues pour limiter la portée des conventions sectorielles, cela va niveler vers le bas tous les salaires, et faire basculer un nombre important de salariés dans la catégorie des moins payés. Les chômeurs [près d'un million selon les statistiques officielles] seront aussi frappés avec une baisse de l'allocation chômage forfaitaire mensuelle, actuellement fixée à 461 euros, à 360 euros (604 $ et 472 $).

Q Ce nouveau train de mesures durcit une cure de rigueur administrée depuis mai 2010, centrée sur des coupes dans les salaires publics et une rafale de taxes. Quel en est jusqu'ici le coût pour les Grecs ?

R Avant 2010, le salaire moyen était de 1200 euros (1574 $) sur 14 mois, il s'est déjà tassé autour de 1000 euros (1311 $). Mais avec la hausse du coût de la vie induite par les taxes et la poursuite de l'inflation, il faut tabler sur une chute d'au moins 25 % du niveau de vie moyen, ainsi ramenée à environ 75 % du niveau de vie moyen de l'Union européenne (UE). Avec les dernières mesures prévues, cela va être encore pire.

Q L'UE et le FMI affirment que le mémorandum vise à relancer l'économie, engluée dans la récession depuis quatre ans, en lui redonnant de la compétitivité, et à lutter ainsi contre le chômage, qui a dépassé les 20 %. Le patronat grec lui-même exprime des doutes sur la recette. Comment l'expliquez-vous ?

R Ce programme n'est pas viable, il dérégule tout le cadre du marché du travail et provoque une large paupérisation. La société va réagir. Si le plan est appliqué, il y aura une explosion sociale, d'autant plus que rien n'est fait parallèlement pour limiter le travail au noir, qui s'étend au contraire et touche environ un quart du total de la population active. Un tel recul sur les règles et acquis sociaux a déjà été entrepris en France ou en Allemagne, mais ici tout se passe à un rythme effréné. Il y a clairement une expérience grecque en cours, qui menace de s'étendre à toute l'Europe.

— Propos recueillis par Catherine Boitard, de l'Agence France-Presse

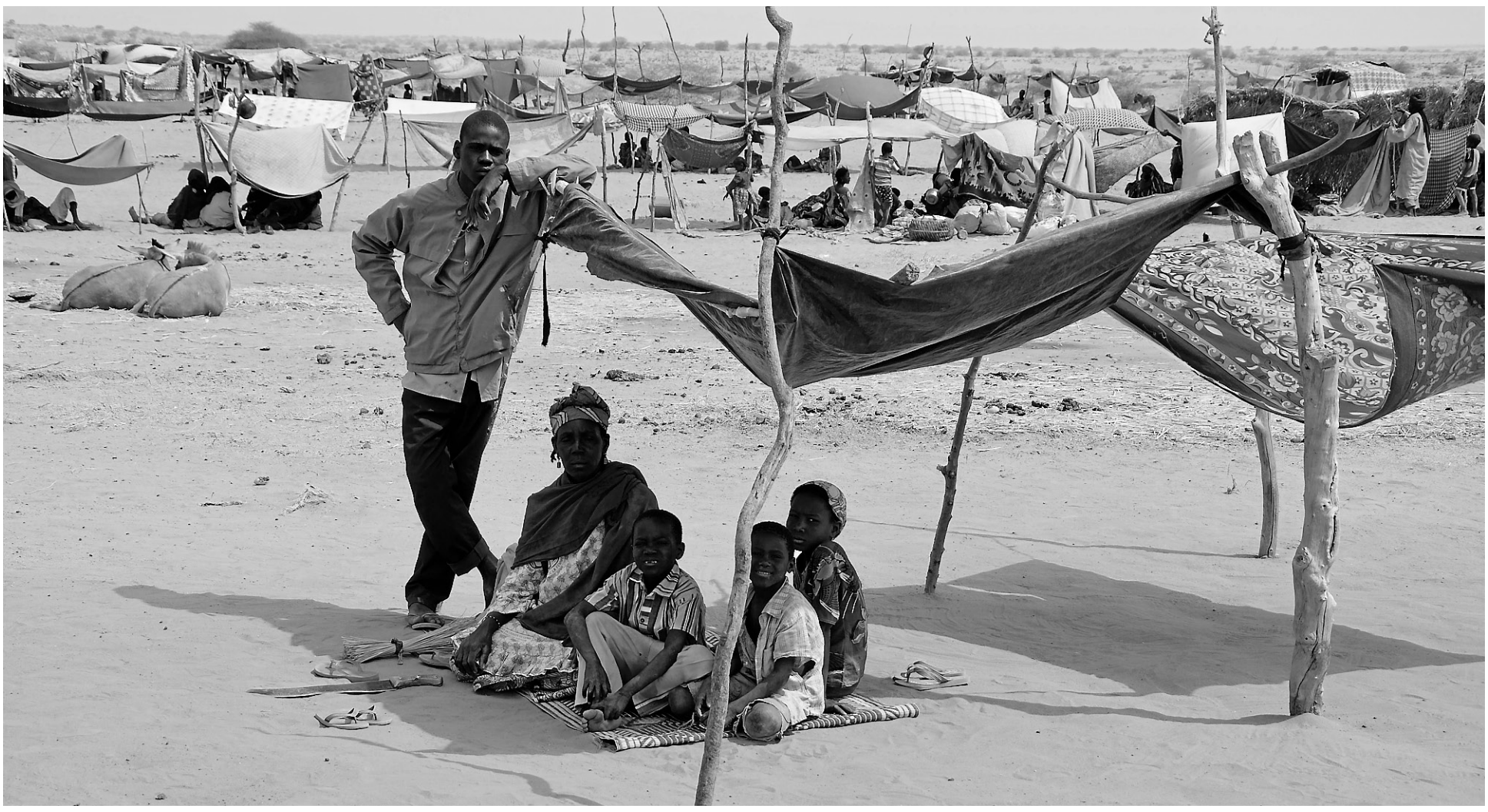


PHOTO BOUREIMA HAMA, AGENCE FRANCE-PRESSE

Les civils ont commencé à fuir leurs villages, puis le Mali. Au moins 15 000 personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins. Et des dizaines de milliers ont été déplacés à l'intérieur même du Mali.

Des ondes de choc dans le désert

AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

Si tout s'était passé comme prévu, une dizaine de jeunes médecins québécois se seraient envolés vers le Mali, la semaine dernière, pour un mois de stage en santé internationale.

Au moment où j'écris ces lignes, ils auraient déjà rejoint un centre de santé communautaire de Bamako, ou alors en brousse, près de Ségué ou de Koniakry. Accouchements, maladies tropicales, médecine dans des conditions minimalistes: ils y auraient vécu une expérience professionnelle unique, avec, en prime, un choc culturel garanti.

Mais tout ne s'est pas passé comme prévu. L'université de Sherbrooke, qui organise ces stages médicaux depuis 15 ans, a annulé le départ à la dernière minute. Cause: tensions sociales causées par la reprise de la rébellion armée des Touaregs, dans les régions désertiques du nord du Mali. Les contrecoups de ces troubles se sont fait sentir jusque dans la capitale.

«La situation était très explosive, nous avons appliqué le principe de précaution», explique le Dr François Couturier, qui coordonne ces stages médicaux. Les jeunes médecins qui préparaient ce voyage depuis des mois se sont retrouvés avec leurs rêves cassés et des billets non remboursables sur les bras...

> *«Ces gens-là sont armés jusqu'aux dents, ils ont les mains ensanglantées et les poches pleines de cash.»*
> — Le diplomate canadien Robert Fowler

Ce voyage annulé n'est qu'un effet, évidemment bénin, de la crise dans laquelle s'enfonce le Mali depuis un mois. Au coeur de cette crise: les mercenaires maliens qui ont combattu pour Mouammar Kadhafi, en Libye. Il s'agit surtout de Touaregs, ces tribus qui peuplent le désert du Sahel au Mali, mais aussi en Algérie, en Mauritanie, au Niger. Nomades, ils sont reconnaissables à leurs foulards d'un bleu électrique.

Quand le régime de Kadhafi s'est effondré, des centaines, et peut-être même des milliers de soldats touaregs ont fui la Libye. Dans leurs bagages, ils ont emporté des armes. Beaucoup d'armes.

Ces habitants du désert, farouchement opposés à toute domination étrangère, ont derrière eux une longue histoire de rébellion. Il y a aussi eu des périodes d'apaisement. Au Mali, l'arrivée massive des armes de Kadhafi vient rompre un fragile équilibre.

■■■

Le 24 janvier, des rebelles touaregs ont attaqué une garnison de l'armée malienne à Aguelhok, dans le Sahel malien. Selon les dernières estimations, 82 militaires ont été froidement assassinés.

Ce carnage a choqué les Maliens. L'opinion publique malienne s'est déchaînée. Elle reproche au gouvernement de ne pas avoir protégé les soldats. Dans plusieurs villes maliennes, il y a eu une véritable chasse aux Touaregs. Pas seulement les rebelles. Tous les Touaregs.

Les civils ont commencé à fuir leurs villages, puis le Mali. Au moins 15 000 ont trouvé refuge dans les pays voisins. Et des dizaines de milliers ont été déplacés à l'intérieur même du Mali. Selon les experts, la situation reste tendue. Et cette crise risque d'avoir un impact important. Des élections doivent avoir lieu au Mali ce printemps. Et tous les partis ne parlent que d'une chose: les rebelles touaregs.

■■■

«Ce qui se passe actuellement au Mali est très sérieux, très inquiétant», dit le diplomate canadien Robert Fowler.

Robert Fowler a été enlevé par une cellule terroriste affiliée à Al-Qaïda, en 2008, au Niger. Il y avait été dépêché par l'ONU pour tenter de rétablir le dialogue entre les rebelles touaregs et le gouvernement nigérien. Il a passé 130 jours en captivité, surtout du côté malien de la frontière. Et il y avait deux Touaregs parmi ses ravisseurs. On peut dire qu'il a une expérience unique du Sahel...

Selon lui, les combattants maliens formaient les légions de «grands tueurs» de Kadhafi.» «Ces gens-là sont armés jusqu'aux dents, ils ont les mains ensanglantées et les poches pleines de *cash*.»

Que veulent-ils au juste? «Ils veulent un pays à eux. Mais c'est un objectif flou, imprécis et irréalisable», tranche Robert Fowler.

Les Touaregs ne sont pas tous des rebelles armés, évidemment. Et certains mercenaires de Kadhafi ont rejoint l'armée malienne à leur retour. N'empêche: l'arrivée de centaines de rebelles avec leurs armes lourdes, c'est assez pour déstabiliser un pays pauvre et fragile comme le Mali.

«Le Mali n'a pas de pétrole, il n'a pas de bois précieux. Ce qu'il a, c'est la paix et la démocratie», dit le Dr François Couturier, qui s'inquiète pour l'avenir de ces deux «ressources naturelles.

Mais il y a aussi une autre raison de s'inquiéter, et elle dépasse les frontières du Mali. Car les turbulences qui affectent le Mali depuis trois semaines sont la conséquence directe de la chute du régime de Kadhafi, en Libye. Ça donne une idée de ce qui risque d'arriver après la chute de la dictature syrienne – qui a des ramifications internationales autrement plus étendues.

TOP SAFETY PICK 2012
INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY

VOLVO

VOS VOLVO S60 ET XC60 2012
FAITES VOTRE CHEMIN, NOUS VOUS PROTÉGEONS

S60 T5 2012
LOCATION À PARTIR DE
499 $ PAR MOIS PENDANT 48 MOIS.
AVEC UN ACOMPTE DE 999 $*

XC60 2012
LOCATION À PARTIR DE
549 $ PAR MOIS PENDANT 48 MOIS.
AVEC UN ACOMPTE DE 999 $*

Le paiement inclut les frais de transport, d'inspection prélivraison, et d'autres frais. Les taxes en sus.

PLUS

PROTECTION SANS TRACAS VOLVO

JUSQU'À 4 ANS OU 64 000 KM

PLAN D'ENTRETIEN + GARANTIE + ASSISTANCE ROUTIÈRE + PIÈCES D'USURE

UPTOWN VOLVO 4900, rue Paré, Montréal (514) 737-6666
VOLVO LAVAL 2350, boul. Chomedey Laval (450) 682-3336
VOLVO ST. HYACINTHE 855, rue Johnson, Saint-Hyacinthe (450) 771-2305
FRANKE VOLVO 180, rue Principale Sainte-Agathe (819) 326-4775
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE 4315, boul. Métropolitain Est Saint-Léonard (514) 725-9394
VOLVO DE BROSSARD 9405, boul. Taschereau Brossard (450) 659-6688
VOLVO POINTE CLAIRE 15 Auto Plaza, Pointe-Claire (514) 630-3666

*Offres à durée limitée par l'entremise des concessionnaires Volvo participants aux acheteurs au détail admissibles seulement, sous réserve de l'approbation de crédit. Exemples de location annuelle sur les S60 T5 2012 et XC60 2012. Taux de location annuel de 0,9 %/1,9 % pour 48 mois. La mensualité est de 498,82 $/552,77 $ [incluant 1 895 $ de frais de transport et d'inspection prélivraison, l'inscription au RDPRM de 64,94 $, 499 $ frais d'administration et 100 $ de taxes sur l'air climatisé (le cas échéant)], avec un acompte 999 $ ou valeur de reprise équivalente; première mensualité incluant les taxes, et 0 $ de dépôt de garantie payables à la signature du contrat de crédit-bail. Les taxes, les frais d'immatriculation, d'assurance et d'enregistrement en sus. La location alloue un nombre total de 16 000 km par année (0,16 $ par km supplémentaire). Prix d'achat en fin de location, 16 939,85 $/17 257,80 $ plus les taxes. Le véhicule peut nécessiter une commande à l'usine. Un XC60 3.2 à traction avant 2012 exige une participation du concessionnaire Volvo de 180,96 $ dans le cas d'une mensualité de 549 $. La protection sans tracas de Volvo est offerte à la location d'un nouveau véhicule Volvo 2012 uniquement. La Protection Sans Tracas Volvo, offerte à la location d'un véhicule Volvo 2012 neuf, couvre les pièces et la main-d'œuvre des réparations approuvées pendant au plus 4 ans à compter de la date d'achat d'origine ou jusqu'à 64 000 km (selon la première éventualité) et elle est fonction de la durée de la location. La garantie ne couvre pas, sans toutefois s'y limiter : les dommages au véhicule découlant d'un entretien inadéquat ou d'abus, les véhicules dont les dommages sont très importants ou qui sont déclarés perte totale par l'assureur, les conditions d'utilisation extrêmes nécessitant des services supplémentaires et les services demandés par le client qui ne font pas partie du manuel Informations sur les documents de garantie et d'entretien de Volvo. Consultez votre concessionnaire Volvo local ou visitez volvocars.ca pour en savoir plus, notamment pour obtenir une liste complète des éléments exclus et des articles couverts en vertu du programme de garantie sans souci de Volvo. Cette offre ne s'applique pas aux véhicules du parc automobile Volvo. Cette offre peut changer ou être annulée sans préavis. Certaines conditions s'appliquent. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre et peut devoir commander ou échanger le véhicule. Certaines conditions s'appliquent. Votre concessionnaire Volvo vous donnera tous les détails. Les véhicules peuvent différer de l'illustration. Commande du concessionnaire ou échange peut être nécessaire. ©2012 La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. Pensez toujours à boucler votre ceinture de sécurité. Visitez le site volvocars.ca.

MONDE

« Nous devons toujours être prêts »

En Israël, les enfants apprennent à l'école comment réagir en cas de raid. Les abris antiaériens font partie du paysage. Au moment où le ton monte entre Israël et l'Iran, un officier de haut rang de l'armée a fait une mise en garde contre des roquettes pouvant atteindre Tel-Aviv. *La Presse* s'est rendue dans la métropole.

JANIE GOSSELIN
TEL-AVIV

PHOTO JUMANA EL HELOUEH, REUTERS

Le porte-avions américain *Abraham Lincoln* a fait plusieurs manœuvres dans le golfe Persique et dans le détroit d'Ormuz dans l'épreuve de force qui se déroule en ce moment dans ce bras de mer large de 30 km.

Des bancs de bois meublent la longue salle aux murs blancs. Un lavabo se trouve sur le mur du fond, face aux petites pièces qui renferment les toilettes. Un système de climatisation permet de garder l'endroit au frais.

Mis à part la présence d'un imposant système de ventilation, le local de 120 m² pourrait ressembler à n'importe quel autre. Sauf qu'il s'agit d'un abri antiaérien. Sous un parc, au beau milieu de Tel-Aviv.

« Maintenant, c'est obligatoire de construire des abris antiaériens dans les nouveaux bâtiments, mais il n'y en a pas nécessairement dans les vieux bâtiments, explique Doron Amano, l'un des responsables des quelque 240 abris publics de Tel-Aviv–Jaffa. La plupart des abris publics sont situés dans des parcs, près des vieux bâtiments. »

200 000 roquettes et missiles

Quand ils en reçoivent l'ordre, les employés de la Ville décadenassent les abris et y apportent lits et nourriture. Celui visité, de taille standard, peut accueillir jusqu'à 120 personnes durant quatre mois consécutifs.

Les abris font partie du paysage israélien depuis des décennies. Mais comme le ton monte entre l'Iran et Israël, plusieurs ont soulevé les risques de riposte contre des villes israéliennes si les installations nucléaires iraniennes étaient attaquées.

Si certains ont critiqué le ton alarmiste du militaire, le conseiller municipal à la tête du comité de sécurité de Tel-Aviv–Jaffa est d'accord avec la nécessité de se préparer.

« Nous ne savons pas si nous serons attaqués par l'Iran, la Syrie ou le Liban, ni quand, mais nous devons toujours être prêts à faire face à des situations d'urgence », souligne le général à la retraite Moshe Tiomkin. Sur une grande affiche distribuée par la municipalité, il montre les instructions données aux citoyens pour les situations d'urgence, notamment sur les produits de base à avoir à la maison.

« Les gens ne croient pas que ça pourrait arriver bientôt, mais moi, j'y crois. » – Livnat, Israélienne de 30 ans

Au début du mois, le chef des services israéliens de renseignements militaires, le général Aviv Kochavi, a averti qu'Israël était menacé par « quelque 200 000 roquettes et missiles » qui, lancés « à partir du Liban, de la Syrie et évidemment de l'Iran, peuvent frapper au cœur [des] villes, et toute la région de Tel-Aviv est dans leur rayon d'action ».

Mais malgré les discours des responsables de sécurité, les Israéliens ne semblent pas avoir commencé à empiler les boîtes de conserve dans leur garde-manger. Pour plusieurs, la possibilité d'une attaque contre l'Iran sonne comme un refrain maintes fois entendu.

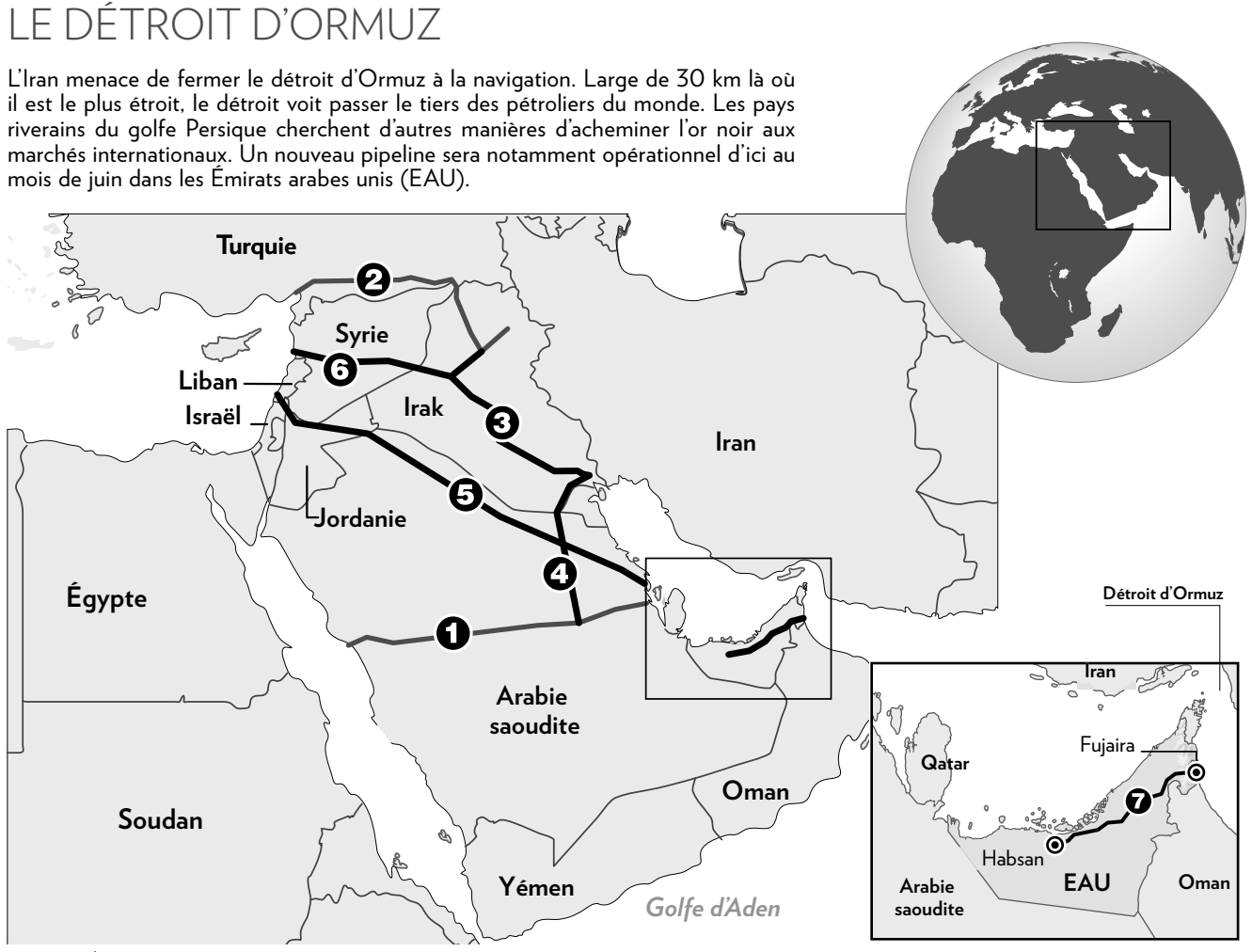
« Je ne sais même pas si j'ai un abri antiaérien à la maison ni où il se trouve, dit en riant Alona, graphiste de 34 ans. Je n'ai pas de masque à gaz et je crois que je n'ai qu'une boîte de cornichons pour toute conserve. Je ne connais personne qui se prépare pour le moment. Peut-être que quand la menace sera plus réelle, je vais commencer à y penser. »

La jeune femme croit à la possibilité d'une attaque prochaine, mais souligne que « chaque année, il y a une menace du genre ».

Livnat, une Israélienne de 30 ans qui travaille dans une école de Tel-Aviv, dit pour sa part lire beaucoup sur le sujet. « J'essaie surtout de me préparer mentalement, en lisant sur les procédures, dit-elle. Les gens ne croient pas que ça pourrait arriver bientôt, mais moi, j'y crois. »

COMMENT CONTOURNER LE DÉTROIT D'ORMUZ

L'Iran menace de fermer le détroit d'Ormuz à la navigation. Large de 30 km là où il est le plus étroit, le détroit voit passer le tiers des pétroliers du monde. Les pays riverains du golfe Persique cherchent d'autres manières d'acheminer l'or noir aux marchés internationaux. Un nouveau pipeline sera notamment opérationnel d'ici au mois de juin dans les Émirats arabes unis (EAU).



source graphic news

❶ Pipeline est-ouest : capacité de 5 millions de barils par jour (mbj)
❷ Pipeline Irak-Turquie : capacité de 1,6 mbj, utilisée à 20 %
❸ Pipeline stratégique irakien : 1,4 mbj, endommagé lors de l'invasion américaine de 2003
❹ Pipeline Irak-Arabie saoudite : 1,6 mbj, fermé depuis la guerre du Golfe de 1991
❺ Pipeline transarabien : 0,5 mbj, fermé depuis 1976
❻ Pipeline Kirkouk-Baniyas : 0,3 mbj, endommagé durant l'invasion américaine de 2003
❼ Pipeline Abou Dhabi : 1,5 mbj, ouverture en mai ou en juin

Ouvrir les vannes des pipelines

Depuis la fin du mois de janvier, la marine américaine fait de grandes manœuvres au large de l'Iran. Le porte-avion *Abraham Lincoln* a traversé à deux reprises le détroit d'Ormuz. Hier, des navires et des avions iraniens ont suivi le bâtiment américain. La menace de l'Iran d'empêcher le passage de pétroliers dans le détroit explique cette présence navale accrue des États-Unis. Mais les pays du golfe Persique envisagent le pire et cherchent d'autres avenues pour leurs exportations de pétrole. Les pipelines qui traversent le Moyen-Orient suscitent un regain d'intérêt.

« En cas de fermeture du détroit d'Ormuz, les pipelines pourront absorber au moins le tiers du pétrole qui y transite », affirme Robin Mills, analyste chez les consultants Manaar à Abou Dhabi. Il y a un pipeline d'une capacité de 5 millions de barils par jour qui va vers la mer Rouge et un autre qui sera terminé en mai ou en juin à Abou Dhabi, d'une capacité de 1,5 million de barils. On pourrait même la porter à 1,8 million de barils. »

Chaque jour, 15 millions de barils transitent par le détroit d'Ormuz sur des pétroliers. Selon M. Mills, les autres pipelines de la région, dont certains sont fermés depuis les années 70, sont en trop mauvais état pour être réutilisés rapidement.

— Janie Gosselin

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE
RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ENCORE PLUS
QUE DU TALENT,
DE L'INTELLIGENCE,
MÊME DU GÉNIE,
L'EXCELLENCE
NAÎT DE L'EFFORT

Retrouvez la personnalité de la semaine et aussi celles des semaines précédentes
sur lapresse.ca/personnalite

Partenaires de l'excellence AIR CANADA RioTintoAlcan Financière Manuvie
Pour votre avenir

LE TOUR DU GLOBE

MALOUINES

Ex-soldats et policiers s'affrontent

Des affrontements ont eu lieu hier en plein centre de Buenos Aires entre une centaine d'anciens soldats mobilisés au cours du conflit des Malouines et la police qui a eu recours aux canons à eau et aux grenades lacrymogènes. Ces anciens soldats sont restés déployés en Patagonie pendant le conflit des Malouines (2 avril-14 juin 1982), sans être envoyés dans les îles. Ils n'ont droit à aucune pension, alors qu'ils estiment avoir eux aussi vécu l'angoisse de la guerre.
— AFP

SYRIE

Autre assaut meurtrier sur Homs

Le régime syrien a lancé hier son assaut le plus violent depuis des jours sur la ville rebelle de Homs, « encouragé » selon l'ONU par l'échec des pays occidentaux et arabes à mettre fin à l'effusion de sang. Au total 23 personnes, dont 17 civils, ont été tuées hier par les forces du régime et lors de combats entre déserteurs et armée, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).
— AFP

CISJORDANIE

Nouveau site historique

La commission ministérielle pour le patrimoine historique d'Israël a établi hier une liste de 13 nouveaux sites historiques ou culturels à restaurer, dont l'un se trouvant en Cisjordanie occupée, a annoncé le bureau du premier ministre Benyamin Nétanyahou. La liste prévoit la restauration de l'antique site archéologique de Shilo, près de Naplouse, où l'arche d'alliance resta pendant deux siècles au temps des Juges avant d'être enlevée par des Philistins, selon la Bible.
— AFP

UKRAINE

Timochenko examinée en prison

Un groupe de médecins canadiens et allemands a commencé hier, dans une prison de Kharkiv (est de l'Ukraine), à examiner l'opposante et ex-première ministre Ioulia Timochenko, qui souffre de fortes douleurs au dos. Le début de l'examen médical a été retardé, M^me^ Timochenko ayant dans un premier temps refusé d'être examinée par des médecins ukrainiens. Incarcérée depuis août, M^me^ Timochenko a été condamnée à sept ans de prison pour abus de pouvoir lorsqu'elle était chef du gouvernement.
— AFP

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE
Ioulia Timochenko

ÉTATS-UNIS

Le vice-président chinois en visite

NICOLAS BÉRUBÉ

PHOTO LARRY DOWNING, REUTERS
Xi Jinping (à gauche) a été l'invité d'honneur d'un repas donné à la Maison-Blanche par le vice-président américain, Joe Biden, et sa femme Jill.

LOS ANGELES — Sa femme le décrit comme un homme « frugal », « travaillant » et « terre à terre ». Xi Jinping semble aussi aimer le basketball : il doit assister à un match des Lakers, à Los Angeles, vendredi.

Le vice-président de la Chine, qui est en voie d'accéder au poste de président en 2013, est en visite officielle aux États-Unis, cette semaine. Les officiels de la Maison-Blanche ont dit que le voyage jetterait les bases des relations sino-américaines pour la prochaine décennie, tant sur le plan militaire qu'économique.

De passage à la Maison-Blanche, hier, Xi Jinping, 58 ans, a dit souhaiter que sa visite aux États-Unis lui permette de « rencontrer et d'échanger avec des gens de divers milieux qui composent la société américaine ».

Barack Obama a pour sa part souligné que de bonnes relations entre les États-Unis et la Chine étaient « vitales » pour le monde.

« Avec le pouvoir et la prospérité vient la responsabilité. Nous voulons travailler avec la Chine de manière à ce que tout le monde joue selon les mêmes règles sur le plan du système économique mondial », a dit le président américain, Xi Jinping à ses côtés.

Obama a appelé la Chine à trouver un « équilibre dans ses échanges commerciaux » et à « reconnaître les droits et les aspirations de tous les individus ».

Le président Obama n'a pas directement évoqué la Syrie, sujet de discorde entre les deux puissances après que la Chine eut opposé avec la Russie son veto à une résolution de l'ONU condamnant la répression sanglante menée par le régime de Bachar al-Assad.

Xi Jinping a ensuite été l'invité d'honneur d'un repas donné à la Maison-Blanche par le vice-président américain Joe Biden, auquel ont pris part l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, le PDG de Chevron, John Watson, et le PDG de Walt Disney, Robert Iger, notamment. Durant le repas, M. Xi a défendu le dossier des droits de l'homme de la Chine et appelé les États-Unis à ne pas mettre en place de politiques protectionnistes.

M. Xi a dit que la Chine avait fait « des pas de géant » en matière de droits de l'homme au cours des 30 dernières années, et que « bien sûr, il est toujours possible de faire mieux ».

Ces dernières semaines, les républicains ont fait pression sur la Maison-Blanche pour demander au président Obama de se montrer ferme avec le leader chinois. La droite accuse Obama d'accepter passivement l'émergence de la Chine et de fermer les yeux sur ses ambitions militaires et économiques.

Le gouvernement américain fait pression sur la Chine pour qu'elle augmente ses achats à l'étranger et réduise son déficit d'importation avec les États-Unis. Un déficit qui a atteint 295,5 milliards de dollars en 2011.

En Iowa

Fils d'un révolutionnaire chinois, Xi Jinping a rejoint le Parti communiste en 1974.

Il connaît déjà les États-Unis : en 1985, M. Xi avait séjourné avec une délégation chinoise dans la petite ville de Muscatine, en Iowa. Les membres de la délégation avaient passé du temps avec des agriculteurs et des gens d'affaires, et logeaient chez des familles américaines.

M. Xi doit retourner à Muscatine aujourd'hui, où le maire, DeWayne Hopkins, lui remettra les clés de la ville. La visite de la délégation chinoise avait mené à la création d'un programme d'études du mandarin à l'école secondaire Muscatine. Les élèves doivent accueillir le futur président chinois dans sa langue maternelle.

Après son passage en Iowa, Xi Jinping se rendra à Los Angeles, où il compte rencontrer des étudiants et des gens d'affaires.

TENSIONS AUTOUR DE LA SUCCESSION

L'arrestation rocambolesque d'un policier près du consulat américain de Chengdu, dans l'ouest de la Chine la semaine dernière, pourrait indiquer des tensions dans la succession en Chine. Il s'agirait d'une tentative du vice-président Xi Jinping d'écarter de la transition l'aile maoïste du Parti communiste (PCC), rapporte le *Wall Street Journal*. Une centaine de policiers ont encerclé le 6 février le consulat de Chengdu, où s'était réfugié Wang Lijun, ancien chef de police de Chongqing, une ville du centre du pays. Quand M. Wang est sorti du consulat, il a été appréhendé et envoyé en « traitement de style vacances », un euphémisme pour la prison dans l'empire du Milieu, selon le quotidien new-yorkais. M. Wang était jusqu'à tout récemment le bras droit de Bo Xilai, chef du PCC de Chongqing, qui est l'un des principaux rivaux de Xi Jinping et a suscité une renaissance de la culture maoïste dans son fief. M. Bo aurait voulu éviter que l'ancien chef de police soit appréhendé par des agents fidèles à M. Xi, par crainte que son interrogatoire ne révèle des informations nuisibles pour M. Bo.
— Mathieu Perreault

EN BREF

Thaïlande : des explosions font un blessé, Israël accuse Téhéran

Un homme probablement de nationalité iranienne a été blessé hier à Bangkok dans une série d'explosions aux circonstances encore très floues, mais qu'Israël a immédiatement liée aux attentats en Inde et en Géorgie, en accusant Téhéran. La police thaïlandaise tentait d'intercepter trois hommes en fuite, après une explosion dans un domicile d'un quartier résidentiel de la capitale. L'un d'eux a alors lancé un engin sur un taxi, puis un autre vers la police avant qu'une détonation lui arrache les jambes. Au lendemain d'attaques contre le personnel des ambassades d'Israël en Inde et en Géorgie, Tel-Aviv a immédiatement accusé le régime de Téhéran. « La tentative d'attaque à Bangkok prouve une fois de plus que l'Iran et ses affidés continuent d'agir par les moyens du terrorisme, et les derniers attentats en sont un exemple », a affirmé le ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, selon un communiqué de son bureau. « L'Iran et le Hezbollah constituent une source intarissable de terrorisme, et sont une menace pour l'équilibre régional et mondial », a ajouté le ministre, en visite à Singapour après avoir passé quelques heures à Bangkok dimanche. La capitale thaïlandaise est en alerte depuis janvier. Les États-Unis avaient alors mis en garde contre un risque terroriste dans des zones touristiques, à la suite de l'arrestation d'une personne liée au Hezbollah libanais.
— Agence France-Presse

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du : 2012-02-14

Loto Poker : 2 ♠ 7 ♡ 9 ♢ 10 ♣ A ♠

Banco : 01 05 13 19 20 22 23 24 29 33 41 42 44 45 60 61 66 67 69 70

La Québécoise : 3 417 — 4 5369

Triplex : 08 10 23 28 38

Astro : Jour 24 - Mois AOÛT - Année 38 - Signe BÉLIER

Extra : 3761943

Lotto MAX — Lotto 6/49 — Extra

Les cinq lots majeurs remportés au Québec en moins de deux semaines en plus des deux lots dans la catégorie 5/6+ ont totalisé plus de 50 M$.
Félicitations à nos gagnants!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com

célébration des tuques bleues 15e

SOIRÉE-BÉNÉFICE EN RAQUETTES LE 16 FÉVRIER 2012 AU PROFIT DU MONT ROYAL

les amis de la montagne — Les tuques bleues

COPRÉSIDENTS D'HONNEUR

Cyril Bendahan, Vice-président, Assurance collective, région du Québec, Financière Manuvie

Michel Leblanc, Président et chef de la direction, Chambre de commerce du Montréal métropolitain

PRÉSENTÉE PAR

PARTENAIRE PRINCIPAL - OR ..... ARGENT .....

Financière Manuvie — Pour votre avenir

un monde meilleur — Labatt

AVEC LE SOUTIEN DE ..... MÉDIA .....

TUBBS SNOWSHOES — ATLAS SNOW-SHOE COMPANY — LA PRESSE

LES PLACES SONT LIMITÉES !
514 843-8240, poste 239 • lemontroyal.qc.ca

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

La réputation de SNC-Lavalin

ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

L'année 2011 devait en être une belle pour SNC-Lavalin, l'année de son centenaire. Malheureusement, la révolution qui a éclaté en Libye, où l'entreprise menait d'importants projets d'infrastructures, a provoqué une onde de choc dont les effets sur SNC se font encore sentir aujourd'hui. L'extraordinaire réputation du groupe d'ingénierie est entachée.

L'extraordinaire réputation de la firme de génie-conseil est entachée.

Lorsque les troubles ont éclaté en Libye, il y a un an, SNC-Lavalin a dû interrompre les travaux sur ses chantiers. Quelques mois plus tard, la firme a embauché une certaine Cynthia Vanier pour qu'elle lui fasse rapport sur la situation sur le terrain. M^me^ Vanier, qui n'avait aucune compétence particulière en la matière, a produit un document favorable au régime du colonel Kadhafi.

Rebondissement: l'automne dernier, Cynthia Vanier est arrêtée au Mexique. Les autorités de ce pays la soupçonnent d'avoir orchestré un complot visant à faire entrer un des fils de Kadhafi, Saadi Kadhafi. Son arrestation lui a fait manquer le rendez-vous qu'elle avait le lendemain avec le vice-président des finances de SNC, Stéphane Roy, dont on ignore le rôle dans cette histoire.

Ces événements ont attiré l'attention des médias sur les affaires de SNC en Libye. On a notamment appris que la firme y construisait une prison, un contrat de 275 millions. Elle a beau prétendre qu'il s'agira du «premier centre de détention du pays à se conformer aux normes internationales en matière de droits humains», on voit mal ce qui aurait pu empêcher le régime Kadhafi d'y déléguer ses bourreaux...

Le grand responsable des succès de SNC en Libye est Riadh Ben Aïssa, vice-président de l'unité Infrastructures et Construction. M. Ben Aïssa était devenu proche de Saadi Kadhafi, à un point tel que SNC a payé toutes les dépenses de ce dernier lors d'un séjour à Toronto.

Jeudi, SNC-Lavalin a annoncé que MM. Roy et Ben Aïssa ne travaillaient plus pour l'entreprise. Pas un mot sur les faits ayant provoqué leur départ. D'ailleurs, depuis le début de cette affaire, la firme en dit le moins possible. Face à ce silence, les questions abondent. Qu'ont fait les deux anciens vice-présidents pour que SNC-Lavalin les largue ainsi? Étaient-ils les seuls impliqués? Que savaient les grands patrons du groupe des faveurs consenties au fils du colonel Kadhafi?

Présentant son code de déontologie, SNC-Lavalin écrit: «L'intégrité et la réputation de la société en matière de déontologie sont essentielles à une rentabilité soutenue.» Dans son rapport annuel 2010, la firme dit être «déterminée à assumer ses responsabilités de citoyen du monde.» Si elle agit conformément à ces valeurs, SNC-Lavalin fera rapidement la lumière sur toute cette affaire. Elle mettra en place des mesures permettant d'éviter de tels dérapages dans l'avenir. Et elle révisera ses activités à l'étranger de façon à éviter que celles-ci ne cautionnent la violation systématique des droits de la personne.

DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DÉBATS

BLOGUE > QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?

AMT: on ferme la *shop* et on rouvre plus loin... et plus gros!

par François Cardinal

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

QUESTION DU JOUR

Le gouvernement Harper maintient l'achat de 65 avions F-35 au coût de 9 milliards de dollars alors que des alliés diminuent leur commande. Que devrait faire le Canada?

- Maintenir sa commande › 13 %
- Réduire sa commande › 34 %
- Annuler sa commande › 50 %
- Ne sais pas › 4 %

Résultats à 19 h hier: 13 957 répondants

EXCLUSIF › M^me^ HUFFINGTON, DES BLOGUES PEUVENT ÊTRE JOURNALISTIQUES

OPINION

Mea-culpa

CAROLINE BIBEAU
L'auteure adresse sa lettre ouverte à Anne-Marie Quesnel, une enseignante dont l'opinion «Dévalorisée, usée, écrasée» a été publiée samedi dernier.

En lisant votre texte, je m'y suis malheureusement reconnue. Un mea-culpa s'impose pour mettre un tant soit peu un baume sur votre épuisement.

J'ai passé mes cinq ans d'études secondaires au collège St-Jean-Vianney, il y a une dizaine d'années. J'ai été relativement tranquille pendant les quatre premières années. C'est surtout la dernière qui a été problématique. Du moins, d'un point de vue attitude.

Un bon professeur, ça marque les esprits. Nous vous le démontrons rarement de la bonne façon à ce moment-là de nos vies, mais vous nous faites avancer.

J'étais, avec certains professeurs seulement, le modèle type de l'élève arrogante qui se permet tout commentaire. Je prenais un malin plaisir à être impertinente, à contredire, simplement pour émettre mon opinion. Ç'a a été pour moi une façon d'extérioriser cette colère que j'avais à l'intérieur de moi. Je transférais l'intimidation dont je faisais l'objet de certaines élèves vers le corps professoral.

Je ne tente pas de justifier mes actions parce que je ne les approuve toujours pas 10 ans plus tard, mais simplement de les mettre en perspective. Je sais pertinemment que ce n'est pas en intimidant qu'un intimidé se sort de ce cercle vicieux, mais à cet âge, je ne prenais même pas conscience des conséquences de mes actes.

Le courage que je n'avais pas pour me tenir debout devant les filles de mon âge, je tentais de le montrer en insolence en classe. La pauvre Jacqueline en a écopé avec sa passion pour le français et son absence d'autorité. Elle était la cible facile pour tout élève le moindrement dérangeant. Malgré tout ce que nous avons fait subir à cette femme courageuse, elle restait année après année. Elle nous a marqués par sa passion pour la langue française. Il n'y a pas une lettre, une présentation où je n'ai pas une pensée pour elle et ses multiples dictées qui m'ont aidée à parfaire mon français.

Je n'étais pas la pire, loin de là, mais j'ai tout de même des souvenirs de cette époque dont je ne suis pas très fière!

Je pense à ce cher Rémy, qui avait clairement vu que nous avions besoin d'être guidés, que l'étroitesse d'esprit dans laquelle se vautrent des élèves peut devenir un réel problème dans le monde adulte. Le fait est qu'un bon professeur, ça marque les esprits. Nous vous le démontrons rarement de la bonne façon à ce moment-là de nos vies, mais vous nous faites avancer.

Plusieurs bons professeurs ont marqué ma vie au collège: Nathalie qui m'a permis de renouer avec l'anglais, Robert l'économiste, Francis et son sens de l'humour unique, la douce Marie, Josée qui était d'une écoute incroyable, les profs de gym Mariette et Michel qui ont entendu mes pires excuses pour manquer leurs cours, Brigitte qui réussissait à rendre même la physique intéressante.

Je suis reconnaissante à vous tous pour avoir forgé un peu, chacun à votre manière, la personne que je suis devenue. M^me^ Quesnel, gardez courage.

OPINION

L'ombre de Marine Le Pen

Le président Sarkozy risque d'être éliminé dès le premier tour par la candidate du Front national

JOCELYN COULON
L'auteur est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, affilié au CERIUM.

Le président français Nicolas Sarkozy doit annoncer aujourd'hui qu'il sollicitera un deuxième mandat présidentiel. Le président étant au plus bas dans les sondages depuis deux ans, les analystes le donnent perdant au deuxième tour le 6 mai devant le candidat de gauche, François Hollande.

Les choses pourraient toutefois être bien pires pour lui. Il risque en effet d'être éliminé dès le premier tour par la candidate du Front national, Marine Le Pen.

Le cauchemar de 2002 est-il en train de se reproduire? Lors de la présidentielle d'il y a 10 ans, l'ancien chef du FN, Jean-Marie Le Pen, était arrivé deuxième au premier tour juste derrière Jacques Chirac. Il avait profité d'un paysage politique éclaté. Le président sortant était usé et le candidat socialiste, Lionel Jospin, son premier ministre pendant cinq ans, était lui très contesté à gauche où la multiplication des candidatures le fragilisait. Le soir du premier tour, ce fut la stupeur. Chirac obtient 20 % des voix, Le Pen 16,8 % et Jospin 16,2 %.

Aujourd'hui, la situation politique est tout autre. La gauche a réussi à s'unir autour de François Hollande et les sondages lui donnent plus de 30 % des voix au premier tour, le 22 avril. Les autres candidats de gauche, d'extrême gauche ou écologistes rassemblent environ 15 %. À droite et au centre, la division règne: Sarkozy peine à ressembler 25 % des voix, François Bayrou attire 10 % des suffrages et une demi-douzaine de candidats, dont Dominique de Villepin, se partagent 3 %. Arrive en scène Marine Le Pen.

La fille de Jean-Marie Le Pen est devenue une redoutable candidate. Elle donne une nouvelle image du FN. Elle profite aussi d'une conjoncture délétère. La crise en Europe, les délocalisations d'usines et le chômage rendent l'électorat frileux et un brin xénophobe. Quelque 44 % des Français adhèrent aux critiques de la société qu'exprime le FN. Vingt-neuf pour cent se considèrent réactionnaires (ils étaient 13 % en 2001), à quoi il faut ajouter les 28 % qui se déclarent conservateurs. Peut-on alors se surprendre que Marine Le Pen soit créditée depuis un an de 17 à 21 % des suffrages au premier tour? De quoi faire trembler les vieux partis, mais surtout celui de Nicolas Sarkozy.

La fille de Jean-Marie Le Pen est devenue une redoutable candidate. Le président a compris le danger et est en train de réagir.

Le président a compris le danger et est en train de réagir. Lui et plusieurs de ses ministres chassent maintenant sur les terres du FN en poussant de l'avant des thèmes chers à son électorat: lutte à l'immigration illégale; nouvelle loi contre les chômeurs; exaltation des racines catholiques de la France; opposition au mariage homosexuel. Son parti, l'UMP, n'hésite pas à applaudir un chroniqueur douteux, mais populaire, Éric Zemmour, condamné par la justice pour provocation à la haine raciale envers les Arabes et les Noirs. Sarkozy pense ainsi rééditer son exploit de 2007 où sa campagne musclée avait fait dégringoler Jean-Marie Le Pen à 11 %.

En l'état actuel, le président peut-il aisément être présent au deuxième tour? Oui et non. Oui, si Marine Le Pen ne peut se qualifier comme candidate à l'élection. En effet, elle n'a pas encore recueilli les 500 parrainages d'élus (dont les noms doivent être publiés) indispensables à sa candidature. Elle a demandé au Conseil constitutionnel de rendre les parrainages confidentiels. Réponse le 22 février.

Non, si l'électorat de droite continue à se fragmenter et si Marine Le Pen est formellement candidate. Ainsi, le candidat centriste, François Bayrou ne cesse de grimper dans les sondages. Il avait obtenu 18 % des suffrages en 2007. Dominique de Villepin peut rebondir. Et bien des spécialistes pensent que M^me^ Le Pen peut dépasser son score actuel dans les sondages. Après tout, Lionel Jospin a raté le deuxième tour avec moins d'un pour cent des voix sur son plus proche adversaire.

À BIEN Y PENSER

Nous n'avions pas besoin de tirer Jean-Paul L'Allier de l'euphorie carnavalesque pour constater que la structure administrative actuelle de Montréal rend la ville cliniquement morte. Qui donc aura le courage de remettre ce système en question? Quel parti politique osera inscrire dans son programme de faire progressivement le ménage dans ce fouillis d'arrondissements, de délégation de pouvoirs, de multiplication des élus? Malheureusement, nous ne semblons pas pouvoir compter sur les chefs actuels de l'opposition pour y parvenir. — Mireille Barrière, Montréal

DÉBATS

Le monde à l'envers

ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Les nouvelles économiques sont rarement drôles, encore moins dans des périodes de ralentissement, de rebondissements et d'incertitudes comme celle que nous traversons.

Mais parfois, ce monde sérieux et gris peut lui produire des épisodes comiques. Quand cela arrive, ça vaut la peine de le souligner. Cet intermède humoristique nous a été gracieusement fourni, cette semaine, par deux agences de notation, Moody's et Fitch.

Dans une entrevue au *Wall Street Journal*, des analystes de ces firmes spécialisées ont affirmé que le Canada allait trop vite dans ses efforts de réduction du déficit, et que cela pourrait avoir des effets économiques négatifs.

C'est vraiment le monde à l'envers! Moody's, le père Fouettard de la rigueur financière, l'agence qui fait la leçon à tout le monde, qui menace de décote les pays délinquants, qui sème la terreur dans les officines des ministères des Finances, dit au Canada de mettre la pédale douce dans sa lutte au déficit!

Ce point de vue met le gouvernement Harper dans l'embarras, en le privant d'une importante caution morale pour son programme d'austérité. Il révèle aussi la vraie nature de ce gouvernement en montrant que les politiques du ministre des Finances, Jim Flaherty, ne sont pas des politiques économiques, mais des choix idéologiques.

Moody's et Fitch mettent le gouvernement Harper dans l'embarras en le privant d'une importante caution morale pour son programme d'austérité.

L'argument de Moody's Investor Service est le suivant. Avec un déficit bas, quand on le compare à celui d'autres pays avancés, autour de 2 % du PIB, il n'y a pas d'urgence. « De notre point de vue, dit l'analyste principal pour le Canada, Steven Hess, il y a de la marge de manœuvre, et le faire trop rapidement a des effets négatifs et peut être contreproductif quand les revenus croissent plus lentement. Il y a un risque à la croissance s'ils vont trop vite. » De son côté, Shelly Shetty, analyste chez Fitch Ratings, ajoute que « vous n'avez pas à avaler une pilule extrêmement amère si vous n'êtes pas malade ».

On peut comprendre le désir du gouvernement Harper d'éliminer rapidement le déficit. La culture du déficit zéro est bien installée au Canada. Elle trouve son origine dans la crise financière que nous avons connue il y a 20 ans, où nous avons appris qu'il est difficile de revenir à l'équilibre quand on s'est installés dans une situation déficitaire, et que la seule façon d'y parvenir, au plan politique, c'est de faire preuve de détermination et de fermeté.

Mais le contexte a changé. La croissance économique est plus faible que prévu. La croissance des revenus sur lesquels on comptait pour revenir à l'équilibre sera elle aussi plus faible. Cela a déjà forcé le ministre Flaherty à reporter d'un an le retour à l'équilibre, en 2016-2017. Cela ne suffira pas. Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement devra augmenter ses efforts de compression. Les agences de notation disent maintenant que ces compressions risquent de ralentir encore plus l'économie.

À cela s'ajoute une autre considération. Les conservateurs sont restés très vagues, tant dans le dernier budget que pendant la campagne électorale, sur la façon dont ils entendaient s'y prendre pour réduire leurs dépenses. Depuis, on découvre par bribes que ce sera brutal, avec des mises à pied massives et des coupures aveugles. L'expérience du passé a montré que ça ne marche pas. Au lieu de couper à la tronçonneuse, il est plus sage de prendre son temps et de privilégier des réformes à long terme.

Mais ce qu'on peut soupçonner, c'est que l'élimination du déficit soit un prétexte pour le gouvernement conservateur, une occasion de faire le grand ménage et de mettre le gouvernement fédéral à sa main. Et donc que l'idéologie va passer avant le bon sens économique.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Les subventions et autres avantages publics – directs ou indirects – que les radiodiffuseurs *privés* reçoivent tournent autour de 900 millions par année. Quebecor, elle-même, a reçu des avantages au cours des trois dernières années qui se chiffrent à près de 500 millions.

500 millions de l'État

Avec les fonds publics que Quebecor a reçus depuis trois ans, elle ne peut prétendre être désavantagée injustement

HUBERT T. LACROIX
L'auteur est président-directeur général de CBC/Radio-Canada. Ce texte est extrait de la conférence que prononçait M. Lacroix, vendredi dernier, devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Dans les derniers mois, j'ai souvent eu l'occasion de parler des valeurs de la radiodiffusion publique, de ce nouveau plan stratégique, de notre rôle de leadership dans l'expression de la culture au Canada, de notre objectif quotidien d'enrichir la démocratie, et de notre présence active dans ce que j'ai appelé « l'écosystème médiatique ».

Parce que, dans certains milieux, les conversations à notre sujet commencent souvent par l'affirmation suivante: CBC/Radio-Canada – qui reçoit 1,1 milliard de dollars du gouvernement – fait concurrence à toutes les autres organisations du secteur privé (CTV, Global et Quebecor) qui, semble-t-il, sont injustement désavantagées au plan économique, du fait, soutiennent-elles, qu'elles ne reçoivent aucun fonds publics.

Désolé, mais cette prémisse est fausse.

Toutes les entreprises médiatiques faisant partie de l'écosystème de radiodiffusion au Canada reçoivent (i) un appui considérable de sources comme le Fonds des médias du Canada et le Fonds pour l'amélioration de la programmation locale, et (ii) directement ou indirectement, des avantages fiscaux ou réglementaires, qui sont spécialement conçus et mis en place pour appuyer la réalisation d'objectifs législatifs précis.

En fait, ces subventions et autres avantages publics – directs ou indirects – que les radiodiffuseurs *privés* reçoivent tournent autour de 900 millions de dollars par année.

Quebecor, elle-même, lorsqu'on inclut ses activités de télécommunications, a reçu des avantages au cours des trois dernières années qui se chiffrent à près de 500 millions de dollars.

Il faut aussi reconnaître un autre fait dont on ne parle pas souvent: si nous voulons protéger notre culture et notre identité, il n'existe aucun modèle économique viable capable de soutenir une solide industrie intrinsèquement canadienne de la radiodiffusion.

C'est beaucoup trop facile et beaucoup trop rentable d'acheter et de présenter des émissions étrangères à l'écran plutôt que d'investir dans le développement d'émissions canadiennes.

Cet enjeu de protection de culture va d'ailleurs bien au-delà d'émissions de télévision ou de radio. Il faut soutenir aussi activement, par exemple, la production musicale au pays ou encore l'industrie cinématographique. Des films comme *Monsieur Lazhar*, qui représentera le Canada au prochain gala des Oscars, tout comme *Incendies* et *Les invasions barbares* – qui lui a remporté l'Oscar du meilleur film étranger en 2004 –, ont tous été produits avec, entre autres sources de financement, l'appui de Radio-Canada.

■■■

Depuis notre dernière rencontre, quelque chose a cependant changé. Quebecor a intensifié sa couverture du radiodiffuseur public.

Dans son éditorial de mardi dernier, André Pratte de *La Presse* a écrit que les médias de Quebecor étaient en guerre et qu'ils s'acharnaient contre deux cibles: nous sommes évidemment l'une de ces cibles. M. Pratte a fait référence aux attaques contre nous et au fait que Quebecor a transformé en combats extrêmes ce qui n'était autrefois que loyales concurrences. « Pour Quebecor, tous les coups sont permis, peu importe les conséquences sur la vérité et sur la réputation des personnes visées », a-t-il écrit.

Chaque fois que Quebecor s'attaquera à notre marque ou à nos personnes sans le faire en se référant à des faits ou que leurs attaques s'avèreront inappropriées, je défendrai les intérêts de Radio-Canada.

Le prix pour « l'attaque de la semaine » revient sûrement à cette histoire entourant *Hard*, une série web qui vient de France, une comédie dramatique qui tire sur la caricature. Elle a été diffusée sur Canal+ et a remporté un succès certain en Europe. Cette série se retrouve sur TOU.TV.

Sun Media et certains de leurs animateurs se sont intéressés à notre culture francophone et ont mené une charge, aussitôt reprise par *Le Journal de Montréal*, à l'effet que nous diffusions là de la pornographie. Évidemment, ce n'est pas le cas!

Quand les animateurs de Sun Media s'amusent à nous insulter, quand les chroniqueurs du *Journal de Montréal* utilisent leurs espaces pour nous donner des conseils sur la gestion de notre entreprise ou déclencher des rumeurs, je comprends qu'ils commencent à manquer de contenu.

Depuis, les articles dans leurs journaux et émissions respectives relancent sans cesse cette « controverse ».

Mercredi, même Luc Lavoie, responsable du développement de Sun News, écrivait dans *Le Journal de Montréal*: « Est-ce bien le mandat d'une société comme Radio-Canada d'enrichir des producteurs et distributeurs étrangers en utilisant des deniers publics pour acheter une telle série…? » Eh oui, nous avons enrichi des producteurs et distributeurs étrangers en leur payant une somme de moins de 15 000 dollars pour la totalité des trois saisons de *Hard*. N'importe quelle personne qui connaît l'industrie aurait été capable d'évaluer notre investissement dans cette série et le mettre en perspective.

Je pourrais passer beaucoup de temps à vous citer des exemples du même genre, mais ça vous donne une idée du ton et du niveau d'intérêt entourant nos activités.

Vous pouvez toujours exprimer des opinions contraires à notre stratégie, notre programmation ou notre mandat, ou des points de vue négatifs sur notre existence ou les services que l'on rend, ou le coût de ces services. Là n'est pas mon point. Nous respectons la diversité des voix. En fait, nous l'encourageons.

Personnellement, je n'ai jamais peur de m'engager dans un débat intelligent sur les enjeux de la radiodiffusion publique ou sur notre mandat. Mais ce débat doit reposer sur des faits et ainsi, à chaque fois que Quebecor s'attaquera à notre marque ou à nos personnes sans le faire en se référant à des faits ou que leurs attaques s'avèreront inappropriées, je me lèverai, le dirai tout fort, défendrai les intérêts du radiodiffuseur public et nous rétablirons les faits.

Et, quand Luc Lavoie écrit que Radio-Canada est le pendant télévisuel de *La Presse*, quand les animateurs de Sun Media s'amusent à nous insulter pendant leurs émissions, quand les chroniqueurs du *Journal de Montréal* utilisent leurs espaces pour nous donner des conseils sur la gestion de notre entreprise ou déclencher des rumeurs, je souris et comprends qu'ils commencent à manquer de contenu.

Et, en toile de fond, toujours ces lettres de Pierre Karl qui m'accusent de ne pas annoncer dans *Le Journal de Montréal* ou dans les journaux de Sun Media.

Je ferme la parenthèse sur Quebecor, parenthèse déjà beaucoup trop longue, en utilisant les mots de M. Pratte: « Jusqu'où ira cette entreprise pour parvenir à ses fins? »

Quant à nous, nous savons, par plusieurs études et sondages, que les Canadiens apprécient CBC/Radio-Canada. L'exemple le plus récent: le sondage iPsos Reid dévoilé la semaine dernière sur les marques les plus influentes au pays, qui nous a placés au sixième rang; nous sommes d'ailleurs la seule marque média qui se classe dans le top 10. Ce qui m'a surtout fait plaisir sont les critères que les Canadiens ont utilisé pour faire leur choix pour le classement des marques: (i) leadership; (ii) fiabilité; (iii) pertinence; (iv) présence; (v) responsabilité d'entreprise et (vi) engagement avec les Canadiens. Voilà une belle marque de confiance des Canadiens envers leur radiodiffuseur public.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION 514.285.7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 **www.lapresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS 514.285.6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES 514.285.7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

SIRIUS RADIO SATELLITE
12 MOIS GRATUITS D'ABONNEMENT

Les Recrues DODGE
FIER COMMANDITAIRE DU HOCKEY MINEUR PARTOUT AU CANADA

Ram 1500 Laramie à cabine d'équipe 2012 avec équipement optionnel montré**

UNE OFFRE PUISSANTE
POUR UN PICK-UP TRÈS PUISSANT

Canadian TRUCK KING Challenge
GAGNANT DU PRIX 2012

CONSUMERS BEST BUY DIGEST
GAGNANT «MEILLEUR ACHAT 2012» DE *CONSUMERS DIGEST*

COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES DE LA NHTSA AUX ESSAIS DE COLLISION LATÉRALE†

RAM 1500 SXT V8 QUAD CAB 4X4 2012
«LA GAMME DE PICK-UP LA PLUS DURABLE AU PAYS» - R.L. Polk***

À PARTIR DE :

24 995 $‡

LE PRIX INCLUT 9 750 $Ω DE REMISE AU COMPTANT, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

OU CHOISISSEZ

73 $±
PAR SEMAINE
FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LA CLIMATISATION INCLUS
POUR 96 MOIS

OU CHOISISSEZ

RAM 1500 ST CABINE RÉGULIÈRE 4X2 2012

À PARTIR DE :

18 995 $‡

LE PRIX INCLUT 7 500 $Ω DE REMISE AU COMPTANT, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

Ram 1500 ST à cabine régulière 4x2 2012 montré**

- Moteur V6 de 3,7 L avec transmission automatique (215 ch/235 lb-pi)
- Roues de 17 po en acier
- Média Centre 130 avec lecteur CD/MP3 et six haut-parleurs
- Climatisation
- Freins à disque et antiblocage aux quatre roues (ABS)
- Système électronique d'antidérapage (ESC) avec dispositif antilouvoiement de la remorque, assistance au freinage, dispositif électronique antiroulis, antipatinage toutes vitesses et assistance au départ en pente
- Six coussins gonflables

FAITS SAILLANTS SUR LE RAM

- De plus en plus de propriétaires de camion léger optent pour un Ram 1500≠
- Le camion léger de plus en plus choisi au pays°
- Le camion Ram le plus récompensé
- Gagnant du prix «All Star» de *Automobile Magazine* deux années de suite (2010 et 2011)
- Le moteur HEMI[MD] a gagné 6 fois la mention 10 meilleurs moteurs» de *Ward's*
- La technologie du système écoénergétique MDS transforme le puissant moteur HEMI[MD] V8 en un quatre cylindres économique en carburant
- Rangement de caisse RamBox[MC] disponible – exclusif dans sa catégorie[Δ]
- Bacs de rangement dans le plancher disponibles – exclusifs dans sa catégorie[Δ]
- Garantie Groupe motopropulseur de 5 ans/100 000 km

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP[MD] • DODGE • RAM DU QUÉBEC **www.camionram.ca**

LE COURAGE - LA LÉGENDE RAM

Le consommateur avisé lit les petits caractères : ‡, Ω, ■, ▼ Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 1er février et le 29 février 2012 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées sans préavis. Le transport (1 400 $ - 1 500 $) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Aucuns frais supplémentaires ne seront ajoutés au prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs (15 $) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule (le cas échéant). Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les exemples de financement ne comprennent aucun versement initial. Un acompte peut être demandé. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. ‡ Le prix d'achat s'applique au Ram 1500 SXT V8 Quad Cab 4X4 2012 (DS6L41 + 23A + AGR) : 24 995 $. Le prix d'achat comprend, le cas échéant, une remise au comptant, la plupart des modèles neufs 2012 et au Ram 1500 ST Cabine Régulière 4x2 2012 (DS1L61 + 22A + DSA) avec un prix d'achat de 24 995 $/18 995 $ financé à un taux de 4,99 % pour 96 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par Ally Crédit Canada sur la plupart des modèles neufs 2012 et sont déduites du prix négocié avant l'application des taxes. ± Le taux de 4,99 % jusqu'à 96 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par Ally Crédit Canada sur la plupart des modèles neufs 2012 et sont déduites du prix négocié avant l'application des taxes. Le taux de 4,99 % jusqu'à 96 mois est offert aux clients de 30 326,40 $/23 047 $. ** Prix des modèles montrés : Ram 1500 Laramie à cabine d'équipe 2012 avec équipement optionnel (DS6P98 + 26H + XB9) : 40 655 $ incluant 9 750 $ de remise au comptant. Les modèles montrés peuvent différer légèrement des modèles qui sont commercialisés au Canada. † Selon le Programme d'évaluation des nouvelles voitures utilisé par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) (www.safercar.gov). *** Basée sur une étude de l'industrie canadienne faite entre mai 2010 et mai 2011 auprès des propriétaires de camion léger au moment de l'échange de leur véhicule pour un nouveau camion. Δ Basé sur le classement 2012 des camions pleine grandeur de *Ward's*. Le sceau Best Buy est une marque de commerce de Consumers Digest Communications LLC et utilisée sous licence. [MD] SIRIUS et le logo du chien sont des marques déposées de SIRIUS Satellite Radio Inc. **Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep[MD] • Dodge • RAM**

SCANNER ICI POUR PLUS D'OFFRES